

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1<sup>o</sup> *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2<sup>o</sup> *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3<sup>o</sup> *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4<sup>o</sup> *Croyez-vous à la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5<sup>o</sup> *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Mageritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Bandouin, G. Dumoulin, Compère-Morel (France); Bedri Péyani, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guillebaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislav Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertész (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua (Italie); W. Douhan, A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duviillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descendres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

### Félicien Challaye

Félicien Challaye est né à Lyon le 1<sup>er</sup> novembre 1875. Il est agrégé de philosophie et professeur dans un Lycée de Paris. Il est devenu socialiste sous l'influence de Jean Jaurès, à l'idéal duquel il reste fidèle. Il a fait trois fois le tour du monde, sé-

journé surtout au Japon, visité aussi l'Afrique centrale avec l'explorateur Savorgnan de Brazza. Il s'est consacré particulièrement à la défense des indigènes, opprimés dans toutes les colonies. Il a été, jusqu'à la guerre, président de la Ligue pour la défense des indigènes. Il est actuellement vice-président de la Ligue contre l'oppression coloniale et contre l'impérialisme et membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme.

Oeuvres principales: „Le Congo Français“ (Alcan 1909); „Japon Illustré“ (Larousse 1915); „La Chine et le Japon politiques“ (Alcan 1921); „Philosophie scientifique et morale“ (Nathan 1923);

„Psychologie et Métaphysique“ (Nathan 1925); „Le Coeur Japonais (Payot 1927) etc.

C'est à un vieil ami de la Macédoine et des peuples balkaniques que s'adresse aujourd'hui votre enquête. Bien que je n'aie pas — pas encore — pu entrer en contact, sur la place, avec ces peuples — dont je suis sûr que j'apprécierais les qualités diverses, et le charme — je les ai défendus, jadis, à la suite de Francis de Pressensé et de Jean Jaurès. Avec eux je réclamaï — notamment dans les articles que j'écrivais alors à la Revue du Mois — une solution de ces problèmes conforme à la justice.

La guerre mondiale est venue. La guerre, triomphe de la force brutale, est incapable, quoi qu'on en dise, de réaliser le droit, de promouvoir la civilisation. Les solutions qu'elle apporte sont indifférentes à notre idéal humain autant que les manifestations de la nature elle-même. Il est inévitable que certaines conséquences du massacre sanglant soient iniques.

Parmi les pires iniquités résultant de la guerre mondiale, je place le morcellement de la Macédoine et le prolongement de la «Balkanisation» des Balkans.

La Macédoine est écartelée, sans aucune considération pour les vœux de ses habitants. C'est une grave violation de notre idéal de justice.

La Macédoine en particulier, les Balkans en général, restent des terres propices aux intrigues des impérialismes rivaux, luttant pour acquérir, là comme partout ailleurs, des colonies et des sphères d'influences. C'est un grave danger pour la paix du monde.

La Macédoine n'est pas la seule victime de ce funeste régime. Partout les minorités ethniques sont privées de ces libertés élémentaires sans lesquelles il est impossible de vivre noblement et joyeusement.

Enfin, dans tous les Etats balkaniques actuels, les esprits libres et les coeurs généreux sont cruellement persécutés par des gouvernements avides, égoïstes, oppresseurs, à la fois lâches et cruels — définissons-les d'un seul mot: mussoliniens. La prétendue «défense de l'Etat» sert de prétexte à des injustices abominables, aussi bien dans les Etats balkaniques que dans les colonies asiatiques et africaines soumises au joug des impérialismes européens.

La seule solution du problème me paraît être la Fédération Balkanique: une Fédération d'Etats ou de Cantons autonomes, dont la population, consultée, fixerait elle-même les limites.

Sans doute, les rois-bourreaux et les dictateurs-tyrans, sous le joug desquels souffrent les peuples balkaniques, n'accepteraient point volontiers cette solution raisonnable. Il est

nécessaire qu'un grand souffle de démocratie révolutionnaire passe sur eux, et les incline, ou les brise.

En attendant, il faut que, dès maintenant, tous les partisans balkaniques de l'idéal fédératif s'attachent, en toute circonstance, à désarmer les haines absurdes qui séparent encore ces malheureux peuples. Aucun intérêt réel n'oppose les travailleurs bulgares, serbes, grecs; seuls leurs maîtres firent parti de leurs divisions. Grande tâche que celle d'apaiser des haines séculaires artificiellement cultivées par des gouvernants égoïstes, par les pédagogues à leur service et les publicistes à leur solde. L'achèvement de cette tâche serait une révolution intellectuelle et morale — la plus profonde, la plus efficace de toutes les révolutions.

Pourquoi les partisans balkaniques de l'idéal fédératif n'agiraient-ils pas déjà comme si leur idéal était réalisé? Pourquoi, comme les Hindous sous le joug anglais, qui ont eux-mêmes créé, à côté des institutions établies par leurs oppresseurs, un National Congress, pourquoi ne créeraient-ils pas un Parlement Balkanique, proclamant des droits égaux de tous, et préparant l'organisation de ce plébiscite qui, sous une surveillance internationale, définira les limites des Etats ou Cantons destinés à se grouper dans la Fédération future?

Que tous les républicains des Balkans s'attachent à cette noble tâche! Qu'ils s'efforcent d'y entraîner, avec les penseurs à l'esprit libre, les masses ouvrières et paysannes! Les travailleurs intellectuels et manuels sont la grande force bienfaisante dont sortira, aux Balkans comme partout ailleurs, un meilleur avenir.

Balkaniques aujourd'hui divisés en pays hostiles, unissez-vous!

Félicien Challaye

## Dr. Manfred Georg

*Dr. Manfred Georg est né à Berlin le 22 octobre 1893. Il y a fait ses études de droit et des sciences littéraires et se trouve aujourd'hui sur la première ligne des journalistes allemands, bien peu nombreux, qui luttent contre le simulacre de révolution et la réaction.*



*Dr. Manfred Georg a été un observateur et un critique de presque tous les événements importants de l'Europe. Il a été pendant quelques temps le dirigeant du Parti Républicain Allemand, aujourd'hui dissout, qui s'était posé la tâche de constituer une "gauche" allemande. Dans le domaine littéraire, la critique désigne Dr. Manfred Georg comme la créateur du "Short Story" allemand.*

La solution actuelle de la question des nationalités dans les Balkans a eu lieu à l'heure de la guerre, et une telle heure n'est point celle de la justice et de la liberté. Les frontières, que le sabre a tracées, sont des frontières

faites par l'arbitraire, et nul pont ne passe par dessus elles. Des barrières hérissées de fils de fer barbelés, qui se dressent entre les pays balkaniques, l'on n'entend que des cris de haine, et les classes au pouvoir dans les différents Etats cultivent tout ce qui sert au maintien des contradictions. Ce sont ces classes qui profitent de l'excitation des peuples; ce sont elles qui essaient par les moyens les plus brutaux à étrangler tout adversaire de leur régime à l'intérieur. Si on lit aujourd'hui les rapports de la presse légale respectivement illégale des pays balkaniques, on est épouvanté de constater de quelle manière ouverte et éhontée se poursuit dans presque tous les Etats du sud-est la terreur de la part de gouvernements qui n'attachent aucune importance à être considérés aux yeux de l'Europe comme des organes représentatifs de peuples civilisés. Au fond, les événements d'histoire mondiale, en soulevant d'autres problèmes eux seuls importants, ont depuis longtemps abaissé les luttes nationales des peuples balkaniques au rang de choses secondaires. Mais nul observateur politique et économique impartial ne peut encore douter de ce que le moment pour une Union Balkanique ne soit déjà venu. Les pays balkaniques ne peuvent rendre digne d'eux leur position dans l'Europe, et dans le monde en général, que lorsqu'ils auront mit un terme à cette erreur qu'il y aurait des intérêts différents dans les Balkans. Il y a bien des intérêts différents des classes dominantes, mais il n'y a qu'un seul et unique intérêt véritable des peuples: c'est la solution pacifique des frictions historiques et la pacification des amours-propres nationaux, qui doit trouver son expression surtout par une action loyale, et naturelle, rendant les minorités membres, dans une Union Balkanique, des entités Etatiques culturelles, qui, en tant que communautés de peuples, ne disparaîtront certainement pas.

Tout comme l'effritement d'aujourd'hui des Balkans est exploité à l'intérieur par tous ceux qui trafiquent de la trahison envers les hommes et l'humanité et qui en font du commerce de guerre, les autres hommes d'affaires politiques de l'Europe en font aussi un objet de leurs spéculations. Et ceci constitue une source permanente de dangers pour la paix de l'Europe.

Les Balkans ne peuvent s'affirmer vis-à-vis de l'Europe que par une représentation unie et par une volonté unie. Ils doivent et peuvent se créer contre leurs perturbateurs de l'intérieur une suprême instance qui, comme organe exécutif d'une Union Balkanique, ait le pouvoir et le droit de créer, de ces communautés de peuples déchiquetées par les luttes, une sorte de petite Société des Nations. Y faudrait-il absolument l'aide de la grande Société des Nations? Celle-ci est, à mon avis, trop jeune encore et trop chargée des traditions capitalistes de ses fondateurs pour effectivement justifier son nom. Les Balkans devront s'aider eux-mêmes, et dans tous les pays balkaniques doivent venir au pouvoir des hommes et des partis qui n'auront pas comme programme le maintien des isolements capitalistes-nationalistes, mais l'exigence de la création d'une base sociale égale dans tous les Etats. Ce n'est que lorsque cette base sera édiflée partout que la possibilité d'une pacifique Péninsule Balkanique, ignorant les meurtres politiques et les tortures policières, se trouvera rapprochée de la réalisation.

Dr. Manfred Georg

## La Contagion

Le décor où ils étaient réunis était éblouissant, tout chauffé et aveuglant de lumière. Des fleurs, des feuillages, une mer bleue comme une dalle bleue, et le soleil planté partout sur le rivage.

Leur coin, à l'ombre d'une maçonnerie qui s'élevait, était emplie de plâtras, de ciment boueux et de briques. Vêtus de loques plâtreuses et chaussés de savates, ils parlaient italien. C'étaient des Italiens chassés par l'ignoble barbarie d'un pays qui ressemblait à celui-ci avant qu'il ne fut sali par les chemises noires. Ils travaillaient sur la Côte d'Azur, entre les mains d'un grand entrepreneur qui profitait de ce qu'ils étaient haïs par la police italienne pour les exploiter comme un bétail, et les parquer là. Ils se trouvaient réunis dans cet endroit pour la première fois. Ils ne se connaissaient pas.

Il y avait au milieu des esclaves italiens fugitifs trois ouvriers qui sortaient d'ailleurs. Ils se distinguaient par des casquettes grises et des foulards, dont l'un était bleu, l'autre orange, l'autre noir. Ils ne comprenaient goutte à l'italien.

L'un — celui au foulard orange — était gras, avec une barbe frisée comme de l'astrakan. Il soufflait toujours, et il disait: zizi, même quand il ne disait rien. Il était assez taci-

turne, ou bien il racontait de drôles de choses, en assez bon français.

Il montra de la main — car c'était l'heure de la pause — quelque chose qui était loin:

— Il y avait une petite maison au milieu de la neige.

Il expliquait la neige. Il fallait vraiment avoir l'esprit de contradiction pour parler de cela dans un tel ensoleillement.

Il vous regardait fixement, l'un après l'autre, pour mettre en vous ce qu'il disait. Il montra son paysage: Blanc comme une feuille de papier. Les arbres secs comme des vieux plumeaux et emmaîlettés de neige; pourtant, quelques sapins en copeaux verts. Ici, un gros tas de pierres sur lequel des sacs de neige étaient posés. Là, des instruments de travail de ferme; ces instruments sont en bois; même la charrue est tout en bois. Là, un clocher.

Sa description donnait le frisson du froid. Nous nous disions: Il va nous parler d'un assassinat. Mais non:

— C'étaient des enfants qui jouaient.

— De quel pays es-tu? lui demanda un de nous.

— C'est la Bulgarie, dit-il.

— Il neige dans ce pays-là? C'est pourtant au midi.

Il expliqua que même dans les pays où il fait beau,

il fait froid aussi (au reste, en Bulgarie, il ne fait pas très beau), et que les pays sont comme les gens: Au fond, ils sont tous à peu près pareils. A preuve, ce village, cette église, ces enfants qui jouent.

Le père, dit-il, était là, debout sur ses grands pieds plats comme des plateaux, et d'abord, il les regardait jouer. Puis il est parti avec ses grands pieds.

Les enfants portaient de petits bonnets de peau de mouton, les uns gris, les autres noirs. Les uns neufs, les autres usés et chauves par places. Ils avaient des jambières et des chaussures de cuir souple comme des bas de cuir. Ils disaient, lorsqu'ils s'interpellaient par leur nom: Mentcho, Netcho, Dinkcho.

— A quoi jouaient-ils?

Voilà justement. Ils jouaient aux grandes choses dont ils entendaient parler. Ils jouaient à la vie.

— Les enfants, dit sentencieusement un Piémontais qui parlait français, sont plus intelligents que les hommes, vus qu'ils savent moins de sottises. Mais ils ont un grand défaut: ils imitent les hommes autant qu'ils peuvent.

L'autre, qui avait attendu que le Piémontais eut fini, reprit:

— Il y a quelques années — et plusieurs d'entre eux ne savaient alors que se trainer et crier — ils jouaient à la guerre. Les armées, les généraux, les coups de canon, et le châtement des paysans par les militaires criants et dorés.

— Ce Bulgare s'exprimait fort bien, comme on voit.

— T'es instituteur?

— Oui. Mais la guerre avec l'étranger était finie, disait-on. Aussi c'était passé de mode de jouer à la guerre. Et ils jouaient à la police, qui a remplacé la guerre. On leur avait parlé des prouesses et des belles vengeances des policiers et des juges, qui fouillent les maisons des villes et se présentent dans les villages, tels l'Ange Exterminateur de l'Histoire Sainte, et ils avaient une grande exaltation de ces choses.

Or, il y eut trois criminels beaucoup plus célèbres que les autres: Les trois coupables de l'attentat de la cathédrale, Koev, Zadgorski, et Friedmann. Ils étaient trois, mais Marco Friedmann était le plus grand par la taille, et on parlait surtout de lui.

Il y avait eu des milliers d'hommes qui avaient été tués par les héros policiers à propos de la bombe de la cathédrale. Mais malheureusement, en n'avait pas photographié tout cela, tandis que la punition de Friedmann, on l'avait cinématographiée. On savait que cinquante mille personnes assistaient à cette cérémonie, et que ce fut comme une grande fête. On savait aussi tout ce qu'avait dit Friedmann, qu'il n'avait cessé, devant le tribunal, de crier qu'il était innocent, et aussi ses moindres gestes de la dernière heure avaient été enregistrés par les appareils des journalistes, jusqu'au moment où il avait été étranglé par les dieux de la justice, sous l'oeil du procureur à lunettes, du pope, de fonctionnaires, d'officiers, de soldats, et de cinquante mille honnêtes gens.

C'est cette scène finale que reproduisaient les enfants. Il y avait le procureur, le général, le pope et le bourreau, et Marco Friedmann. Seule manquait l'assistance, mais, après tout, on avait le principal.

Celui qui personnifiait Marco Friedmann n'était pas très content. Il était sombre et les sourcils froncés, et cela faisait très bien.

Le juge royal crispait ses poings et serrait ses petites lèvres. Sur son front se creusait un pli. Il avait mis des lunettes pour être plus pareil.

A un moment, le diminutif de Marco Friedmann s'éleva et se mit à crier: Je suis innocent!

— Tais-toi, bandit! cria le pope en tapant du pied, mais sans oser trop remuer pour ne pas s'embarrasser les jambes dans sa robe de pope.

L'endroit avait été choisi par les enfants parce qu'il s'y élevait un portique de gymnastique qui figurait tout à fait une potence.

— Qu'on le pend!

On fit comme les cartes postales, les gravures des journaux, et le cinéma avait montré qu'on avait fait. On attachait une corde au crochet d'en haut, et au cou du condamné; on lui mit un sac sur la tête. On le fit monter sur une table.

On lut la sentence. Le procureur la prit des mains du greffier et la lut lui-même. Il la lut très bien, en mettant l'accent, et en tremblant un peu à cause de la gravité de ces choses (et c'était la vraie sentence, recopiée avec application).

Puis on dit:

— Qu'on enlève la table!

Le moment était si solennel que le procureur du roi jeta la cigarette qu'il fumait comme un homme.

Le petit Marco Friedmann gigota dans le vide.

Et il fut pendu.

Ils le dépendirent. Mais il s'était passé quelques étranges instants d'exaltation et de volupté, et quand ils le dépendirent, ce n'était plus qu'une pauvre poupée en chair et en os. Il avait, sous son sac qu'on eut de la peine à ôter, une figure si tranquille et si blanche, si pareille à la neige, qu'ils le laissèrent tomber par terre et se sauvèrent.

Le père travaillait loin. Personne ne sut rien avant le soir.

L'autre Bulgare, au foulard bleu, prit alors la parole, et on connut le son de sa voix:

— Je connais cette histoire d'enfant réellement pendu par les siens. Mais elle ne s'est pas passée tout à fait comme ça. C'était en juin, juillet, et il n'y avait pas de neige. C'était à la campagne, près de Bourgas.

— Pas du tout, interrompit le troisième Bulgare que pavoisait un foulard noir. C'était dans un faubourg de Plevne que l'affaire a eu lieu. On a trouvé raide comme un morceau de bois un petit garçon que ses camarades avaient pendu d'enthousiasme pour faire autant que possible comme les hommes.

— Alors quoi? demanda un de nous.

Ils s'expliquèrent, et il apparut que le premier avait raison, que le second n'avait pas tort, et que le troisième disait l'exacte vérité. Il y avait eu plusieurs aventures à peu près pareilles, et qui toutes finirent de la même façon.

La vraie histoire s'est refaite plusieurs fois. Elle est donc plus que vraie. Et ce n'est pas moins vrai que la barbarie, la méchanceté et la folie sont ce qui ressemblent le plus ici-bas à une sinistre épidémie.

Henri Barbusse

## Les Balkans et les négociations Franco-Italiennes

Nous voici au début des négociations Franco-Italiennes. Nul n'ignore qu'elles intéresseront au premier chef les Balkans.

En effet, c'est en partie à raison des récents conflits Balkaniques qu'elles ont paru indispensables. Rappelons les faits. La France et la Yougoslavie se sont liées par un traité qualifié d'amitié. L'Italie et l'Albanie ont signé deux accords, l'un en novembre 1926 qui établissait la tutelle de la première sur la seconde; l'autre, en novembre 1927 qui revêtait la forme d'une véritable alliance militaire. On peut dire que la partie était ainsi engagée. L'Italie s'appuyait sur l'Albanie pour instaurer son hégémonie dans la Péninsule et spécialement pour maîtriser l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes, qui borde le littoral Adriatique en face de son propre territoire. Cet Etat avait cherché, de son côté, un protecteur et s'était adressé à la France, qui s'est formée une clientèle de gouvernements secondaires; ceux de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, outre le gouvernement de Belgrade.

L'idée que les nations Balkaniques puissent être libres, se suffire à elles mêmes, rester soustraites à toute tutelle extérieure, n'est pas encore acceptée aujourd'hui par les grandes puissances. Celles-ci considèrent que le passé dure toujours, qu'il se prolongera indéfiniment, et que toute la région située entre les Carpathes et l'Egée est ouverte à leurs entreprises. De même que l'Autriche et la Russie se disputaient jadis la préséance en ce secteur du Continent, de même la France et l'Italie s'y livrent à une lutte continue, quoique parfois discrète. La France a réalisé des succès en s'associant la Roumanie et la Yougoslavie, et plus à l'Ouest la Tchécoslovaquie qui devait contenir éventuellement la Hongrie. L'Italie a pactisé avec la Bulgarie et la Hongrie, tandis qu'elle neutralisait la Roumanie et la Grèce.

Certes, le Quai d'Orsay et le gouvernement fasciste ne se borneront pas à traiter des questions Balkaniques. Il y aura la Tunisie, la répartition des mandats coloniaux, le commandement de la Méditerranée, etc.; mais les deux chancelleries n'auraient pas été appelées à négocier entre elles, si le conflit de l'Europe Sud-Orientale, où elles étaient toutes deux impliquées, n'avait pas aggravé leurs rapports. Et, il faut insister là dessus: c'est le règlement de ce conflit de l'Europe Sud-Orientale qui sera le plus laborieux à liquider, parce qu'il met véritablement en contact deux impérialismes.

Or, quelles sont les hypothèses à envisager? En d'autres termes, comment peuvent se terminer les pourparlers entrepris? Bien entendu, nous ne nous placerons ici qu'au regard des intérêts des peuples Balkaniques.

On peut imaginer que les diplomates ne réussiraient pas à élaborer un arrangement général, qu'ils laisseront en suspens les litiges présents ou les plus importants d'entre eux. En ce cas, les Balkans deviendraient le théâtre d'un combat

dont il serait superflu de souligner la gravité. Une guerre qui ne tarderait pas à amplifier ses dimensions à la mesure du Continent tout entier, éclaterait et nul ne saurait dire ce qui en sortirait pour les nations d'Europe Sud-Orientale. Aux discordes qu'entretiennent là-bas les grandes chancelleries s'ajouteraient les collisions de ces chancelleries entre elles. Les Balkans seraient entraînés dans la catastrophe universelle.

On peut imaginer aussi que la France et l'Italie conclueront une entente généralisée, analogue à celle que la France et l'Angleterre ont passée en 1914. Laissons de côté tout ce qui ne toucherait pas aux Balkans. Ou bien la France concède à l'Italie la liberté de mouvements qu'elle revendique à l'Est de l'Adriatique, en alléguant ses intérêts spéciaux; ou bien les deux Etats partagent entre eux l'influence comme le firent en d'autres temps, il y a une trentaine d'années, les cabinets de Vienne et de Pétersbourg.

Dans la première hypothèse qui est assez peu plausible, les peuples Balkaniques tombent sous le joug du gouvernement fasciste; c'est à dire que les régimes dictatoriaux qui pèsent déjà sur eux seront encore renforcés. Ils ne seront plus que des communautés de sujets coloniaux au regard de Mussolini, et des courants d'immigration, habilement dirigés, neutraliseront leurs résistances. Mussolini, en exploitant leurs divisions, tuera toute velléité d'indépendance.

Dans la seconde hypothèse, il s'agira d'une sorte de condominium. Le passé nous a déjà fourni de multiples exemples de ce protectorat à deux. De telles combinaisons finissent toujours mal, l'un des associés s'évertuant à chasser l'autre.

Quelle que soit l'éventualité admise, les négociations Franco-Italiennes risquent de nuire singulièrement à la cause de la liberté et de la sécurité des Balkans. C'est dans les semaines qui viennent que les peuples Balkaniques mesureront l'avantage qu'ils trouveraient à se doter d'une Fédération Républicaine, ouvrière et paysanne, par-dessus la tête des monarchies et des oligarchies.

Paul Louis

## Dissociation Balkanique

Mr. Jacques Bardoux a publié dans le journal français «Le Temps» un article fort remarqué où il souligne la politique de la Consulta italienne orientée vers une dissociation balkanique. Il n'a certes aucune peine à montrer le déroulement de cette politique et il en marque les étapes principales: Pacte de Tirana, rapprochement bulgare, traité italo-hongrois, traité italo-albanais.

M. Jacques Bardoux regrette évidemment cette orientation et il se fait le défenseur d'une «Union Balkanique» dans laquelle il voit conciliés l'intérêt français «parce qu'elle consolide ses traités, resserre ses amitiés, et empêche toute

hégémonie», et l'intérêt italien «parce qu'elle garantit sa sécurité, cimenter son unité, assure sa prospérité».

Mais la presse fasciste n'a pas goûté l'article de M. Jacques Bardoux et elle fait observer que la politique du Quai d'Orsay ne travaille pas à cette Union Balkanique et que les traités particuliers franco-roumain et franco-yougoslave ne sont pas des actes d'union, mais des actes servant des groupements rivaux.

Nous avons dans ce journal critiqué assez souvent et assez franchement la politique du Quai d'Orsay pour ne pas être accusé de complaisance chauvine à son égard, mais nous savons aussi que l'internationalisme ne consiste pas à donner toujours et systématiquement tort au gouvernement de son pays.

C'est pourquoi quand M. Jacques Bardoux parle de dissociation balkanique, quand il établit les responsabilités italo-fascistes, il a certes raison, et nous ne faisons aucune difficulté pour en convenir.

Mais, d'autre part, nous ne négligeons pas les responsabilités du Quai d'Orsay.

En réalité, ni la Consulta, ni le Quai d'Orsay n'ont en vue sincèrement l'application du principe: Les Balkans aux Balkaniques. Seulement, il faut reconnaître que dans la poursuite d'une politique modelée selon le type nationaliste traditionnel, M. Mussolini se montre supérieur à tous les autres.

Le traité franco-roumain et le traité franco-yougoslave ont été jugés par le Parti Socialiste comme dangereux et comportant des risques pour la paix parce qu'ils dérivent de la fausse conception de l'Equilibre et qu'ils tendaient à constituer des Alliances particulières. Nous n'avons pas été dupes de leur terminologie très Société des Nations. Mais il faut aussi dire que les actes diplomatiques du gouvernement fasciste de Rome sont encore davantage imprégnés de la mentalité classique des chancelleries. Le dernier traité italo-albanais notamment est une véritable alliance et par suite de la disproportion des forces des contractants renforce la main-mise sur l'Albanie. Que devient la Société des Nations, protectrice et garante des souverainetés et des indépendances des Etats signataires?

Les Grandes Puissances ne poursuivent pas la constitution d'une Fédération Balkanique.

La Fédération Balkanique, en effet, serait un organisme qui ne se laisserait pas utiliser par les impérialismes rivaux et complices.

La Fédération Balkanique, au contraire, est un système qui protège véritablement les libertés nationales des peuples balkaniques.

La Fédération Balkanique, par conséquent, doit être un élément fondamental de la politique internationale du socialisme.

Jean Zyromski

## Les Balkans entre les traités généraux et les traités particuliers

Le Congrès Socialiste Français, qui a eu lieu à Paris pendant les fêtes de Noël, tout préoccupé qu'il fut des questions d'ordre intérieur et électoral, n'a pas manqué de jeter un coup d'oeil sur la situation de plus en plus angoissante de la politique étrangère. Deux conceptions s'y étalèrent: l'une, représentée par Zyromski, en faveur de la revision des Traités; l'autre, par Paul Boncour, pour leur maintien absolu. Ces deux courants se heurtaient, et se réconciliaient, dans le souci mutuel du maintien de la paix.

C'est bien là le tragique de la situation née de la guerre. Personne n'ose défendre cette paix, et personne non plus n'ose l'attaquer, de peur de déchaîner la guerre. Et la conclusion qui s'impose est donc qu'il faut tendre à la reconstitution de l'assiette internationale par des moyens de lutte de politique intérieure. Il s'agit de former de nouveaux gouvernements capables de s'entendre pour rénover l'esprit de la politique étrangère. Lutte de classes, donc, au lieu de lutte entre nations.

L'inconnu du problème, c'est de savoir si le fascisme permettra cette lente rénovation dans la vie intérieure des Etats, visant la revision pacifique des traités internationaux. Ceci dépendra, d'ailleurs, moins du fascisme que des puissances qui le protègent. En premier lieu de l'Angleterre qui, dans ses visées traditionnelles d'équilibre par la division européenne et dans un but de suprême égoïsme, a accordé au fascisme italien sa haute protection, ce qui constitue le secret mais plus grand souci de la France. La France voit très net dans le jeu de sa grande «amie»

Autant M. Chamberlain se prodigue en tendresses envers M. Briand, autant il se montre à Mussolini son ami, contre Briand. La partie est serrée. Et Briand n'y a qu'une seule ressource: multiplier les conventions particulières de la France avec les Etats menacés par la ruée fasciste, c'est-à-dire avec tous les Etats balkaniques et avec les Etats héritiers de l'Autriche-Hongrie. Voilà la raison des traités particuliers conclus depuis 1919 par la France avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie. L'idée motrice en est la volonté de la garantie commune de l'intangibilité absolue des statuts territoriaux et politiques.

Zyromski ne manque pas d'observer que cela veut dire que la procédure prévue par l'Art. 19 du Pacte de la Société des Nations pour la revision pacifique des Traités sera arrêté net dès le début même par l'accord des Etats signataires des pactes particuliers précités. En général, tout traité particulier est une trahison contre le Pacte. Le Pacte n'a eu qu'une tentative d'incarnation fidèle: le Protocole de Genève, et on sait comment l'Angleterre s'applique à l'effondrer. Dans les traités particuliers, l'Angleterre met toujours son influence, tantôt directe et souveraine, comme à Locarno, tantôt réflexe et cachée, comme à Tirana. Elle est toujours présente dans les deux camps, qu'elle domine et excite l'un contre l'autre.

Est-ce que, dans la dernière phase, la faveur secrète de l'Angleterre est passée de Mussolini à Briand? On pourrait le croire, si l'on considère les derniers gains et les dernières pertes dans la partie balkanique.

La Grèce, d'abord. Elle a envoyé son vieux ministre

des Affaires Etrangères faire le voyage Rome-Paris. Le résultat en a été frappant. Mussolini qui était déjà convaincu de pouvoir compter sans réserve ni limite sur la Grèce contre la Yougoslavie, a eu beau faire — il n'en tira qu'une déclaration d'amitié encyclopédique pour l'Italie, la France et la Yougoslavie. La Grèce ne marche ni contre la France et ni contre la Yougoslavie, quelque gravité que l'on puisse reconnaître aux derniers incidents relatifs aux chemins de fer. La Grèce est un pion dont les mouvements sont dirigés par l'Angleterre. En Grèce, Mussolini baisse. Briand monte.

De même en Roumanie. Pour la Roumanie, on s'en souvient, l'Italie avait lâché... la Russie. Le général Averesco, comme prix de l'amitié italo-roumaine, avait obtenu rien de moins que l'homologation, de la part de l'Italie, de la conquête bessarabienne.

Or, la Roumanie, elle-même, se détache de Mussolini. L'«Indépendance Roumaine» écrivait dans son numéro du 2 janvier:

«L'Italie, écrivait ce journal, demande à la France d'abandonner complètement la Yougoslavie, c'est-à-dire de permettre l'installation italienne exclusive sur l'Adriatique et en Albanie. A supposer que les intérêts économiques français dans les Balkans soient moins importants que ceux de l'Italie — la France a, par contre, autant, sinon plus d'intérêts politiques que l'Italie à ce que les Balkans ne redeviennent un boulevard ouvert ou une possession fermée des puissances centrales dans leur tendance du *Drang nach Osten*». Et le journal roumain ne peut se faire à l'idée «qu'il existe en France des personnes ou des groupes disposés à réclamer que leur pays renonce aux Balkans et s'en désintéresse, en échange d'une atténuation des revendications italiennes en Méditerranée, en Tunisie, ou en France même (question des émigrés italiens)». Il proteste et dit que l'opinion publique française n'acceptera pas ce renoncement «car il équivaudrait à l'abandon de la Yougoslavie», ce qui doit être considéré comme un grand malheur, puisque «la France, contrairement à d'autres grandes puissances, a toujours suivi une politique d'union des Etats de la Péninsule selon le principe du: Les Balkans aux Balkaniques». A cette politique s'oppose depuis quelques temps l'hostilité de certains autres grands pays contre la Petite Entente qui leur fait chercher le moyen de l'affaiblir en en frappant chacun des membres sur le point qui leur semble le plus vulnérable: la Yougoslavie, par la création et l'entretien d'une inimitié bulgare-yougoslave contraire à la politique d'union balkanique: la Roumanie et la Tchécoslovaquie, par la campagne Rothermeere de rectification des frontières», etc. etc.

Cette observation ne manquera pas d'être valorisée comme un bon apport à l'appui de la thèse de Paul Bricour au Congrès Socialiste pour l'intangibilité des Traités.

Le moment est donc décidément favorable à Briand et contraire à Mussolini. La découverte des mitrailleuses venant de Vérone à destination de la Hongrie est un autre petit point gagné par Briand et perdu par Mussolini. Tout se tient.

C'est pourquoi la «Gazette de Voss», commentant la visite que l'ambassadeur italien à Belgrade, le général Bodrero, a faite au représentant du ministre des Affaires Etrangères en Yougoslavie, se croit bien fondée à écrire: «Ces derniers temps, la politique de Mussolini a pris une allure plus conciliante. L'influence britannique y a fortement contribué, et, sans doute, le Duce a dû se rendre compte que ses méthodes d'intimidation restaient inefficaces. Il est probable que le dictateur italien voudrait maintenant une détente balkanique qui lui permettrait de renforcer ses positions lors de ses prochains pourparlers avec la France. L'Italie, qui n'a plus rien à redouter de Belgrade après l'occupation complète de l'Albanie, va sans doute exiger la ratification des accords de Nettuno, qui régissent le droit d'établissement des Italiens en Dalmatie.»

En somme, le moment est caractérisé par le fait que la balance, savamment manoeuvrée par qui en garde dans son poing l'arbre, tend à un équilibre plus profitable à Briand qu'à Mussolini.

La politique des traités particuliers, par conséquent, revient à la hausse. C'est la politique de la paix au jour le jour qui prévaut au détriment de la politique de la paix permanente. Les Balkans demeurent divisés, soumis aux adverses influences occidentales, et la paix reste comme la simple consécration du statu quo et de ses injustices criantes.

L'Art. 19 du Pacte de la Société des Nations continue à être lettre morte à l'encontre de ce que demandait à Marseille l'Internationale Socialiste: de rendre efficaces les procédures prévues par l'Art. 19 pour la révision pacifique

des Traités, par quel fait, ainsi que le relève Zyromski, «la Société des Nations pourrait devenir une véritable institution internationale jouant son rôle dans l'organisation de la paix, et non pas rester une simple Ligue d'Etats dont les éléments composants, répartis en groupements antagonistes, cherchent à l'utiliser pour la réalisation de leurs objectifs particuliers.»

Paolo Davila

## „Il n'y a plus de question macédonienne“ !

(M. Jacques Ancel dixit)

M. Jacques Ancel fut, pendant la guerre, une des «grosses têtes» de l'armée des Alliés en Orient.

Dès cette époque, avec les grandes facilités dont il disposait, ce professeur enquêta sur les problèmes balkaniques.

Dès cette époque aussi, il dirigeait systématiquement ses recherches, d'ailleurs sérieuses et intelligentes, dans l'intérêt exclusif des Alliés.

Il était pro-serbe, pro-grec, antimacédonien.

Il est resté tout cela.

Après la guerre, il a publié un livre «Peuples et Nations des Balkans», fort instructif, très bien rédigé, mais qui est écrit d'un bout à l'autre dans le but de servir la cause française, et celle de ses alliés.

Alors que tant d'autres problèmes y sont étudiés très à fond, la question macédonienne est esquivée. Pour M. Jacques Ancel, la Macédoine est un «carrefour». A un carrefour, il y a quelquefois de l'encombrement, des embarras, des difficultés secondaires. Mais cela est peu important, et tient à la nature des choses, n'est-il pas vrai?

Aujourd'hui, M. Jacques Ancel continue. Nous ne devons pas nous en étonner. Pour lui répondre, les gens de la «Macédoine» de Genève, qui sont les hommes de plume de Protoguéroff, le taxent d'incompétence. C'est un procédé trop commode.

M. Jacques Ancel n'est pas incompétent, loin de là. Mais il est de parti pris.

Ce parti pris éclate dans la série d'articles qu'il a publiés dans «l'Information», après un nouveau voyage d'études en Orient, notamment en Macédoine serbe, voyage qui a curieusement précédé la signature du traité franco-yougoslave.

M. Jacques Ancel y déclare que «la question macédonienne n'existe plus»!

Elle a donc existé jadis ou naguère! Mais quand?

Déjà, dans son livre, M. Jacques Ancel la reléguait dans le passé.

Sans doute, cette question, pour M. Jacques Ancel, a-t-elle pris fin lorsque les alliés balkaniques, après la guerre de 1912-1913, ont écartelé et coupé en morceaux la malheureuse Macédoine. Du jour où par un des plus grands attentats de l'histoire, par un crime analogue à celui du partage de la Pologne, la Grèce d'une part, la Serbie de l'autre, ont annexé deux grandes parties de la Macédoine, et la Bulgarie une plus petite, la question macédonienne n'existait plus.

La vérité, c'est qu'à dater de ce jour, elle est seulement devenue plus douloureuse, plus tragique et plus compliquée.

Avant 1912, les Macédoniens n'avaient qu'un maître: le Turc. Maintenant, ils en ont trois: le Grec, le Bulgare, le Serbe. Et leur souffrance, on peut le dire sans exagération, a triplé aussi.

Mais pour M. Jacques Ancel, depuis la grande guerre, la question macédonienne existe, si l'on peut parler ainsi, moins encore que par le passé!

La Serbie a définitivement conquis la zone de la Macédoine qui lui a été dévolue.

La Grèce a pour toujours pétri d'hellénisme et assimilé les cantons macédoniens du Sud.

Et M. Jacques Ancel sonne la trompette de l'enthousiasme!

«La Macédoine n'est plus reconnaissable! Le médecin serbe a tout transformé! Il n'y a plus de paudisme! J'ai pu dormir sans moustiquaire!»

Que le médecin serbe poursuive dans les régions de Skopje, Monastir, Prilep, Chtip l'oeuvre de colonisation du pope, de l'instituteur, de l'officier serbes, c'est ce que nous savons bien.

Ce travail est accompli d'ailleurs dans les cinq parties du monde par tous les Etats colonisateurs modernes. Et c'est bien une oeuvre de colonisation — dans tous les sens horribles de ce mot — qu'accomplit en Macédoine la Serbie officielle qui, d'une part, dénationalise à tours de bras la

population autochtone et, d'autre part, introduit des colons serbes venus d'autres régions de l'Etat, et qu'elle installe de force sur les terres macédoniennes.

A qui M. Jacques Ancel fera-t-il croire que la Serbie de Karaguéorgévitch, qui n'a pas le sou, qui, à l'heure où j'écris cherche impatiemment un emprunt, a trouvé les fonds nécessaires pour faire, en grand, les travaux d'assèchement, de draguage, de reboisement, de construction d'hôpitaux, etc. ... ?

Sans doute, on a commencé. Mais de là à parler d'une transformation, il y a loin.

Et puis, chose étrange: si M. Jacques Ancel a vu tant de médecins en Macédoine serbe, il n'y a aperçu ni gendarmes, ni policiers. Il a visité beaucoup d'instituts d'hygiène. Mais l'idée ne lui est pas venue d'aller voir une seule prison!

C'est malheureux! A l'heure même où, touriste extasié, il se récriait sur le bonheur des Macédoniens, il aurait pu voir les géôles pleines à Skopje, à Monastir, à Chtip. Plusieurs milliers de Macédoniens y étaient — y sont encore — enfermés. Dans les cachots souterrains de la prison de Skopje, il aurait pu découvrir les jeunes Macédoniens, étudiants pour la plupart, jetés là sous prétexte de complicité dans les attentats des autonomistes, dans lesquels ils n'ont nullement trempé, mais en réalité parce qu'ils ont constitué des «Jeunesses macédoniennes» conservant la culture des ancêtres, et préparant légalement la libération du pays.

M. Jacques Ancel voyageait sans doute dans les automobiles somptueuses des officiers supérieurs serbes, charmés d'or. C'est dommage qu'il n'ait pas pris le train dans la classe populaire. Il aurait vu à chaque station le gendarme serbe faire irruption dans les compartiments, exiger les «feuilles de route» et arrêter systématiquement les voyageurs macédoniens.

Etre Macédonien, c'est un crime dans la Yougoslavie de la «Main Blanche». Et à ce crime n'échappent même pas les Macédoniens naturalisés serbes avant les guerres balkaniques.

M. Jacques Ancel aurait pu enquêter encore dans bien de sens. Il aurait pu demander des informations sur les dernières élections, pour lesquelles l'opposition vient de déposer une plainte à la Skoupchtina contre M. Voukitchévitch, mais qui furent surtout atrocées dans la zone macédonienne où, supprimant l'électeur, les gendarmes serbes élurent les ministres radicaux qui n'étaient point sûrs de se faire nommer ailleurs.

Mais M. Jacques Ancel avait chaussé sur son nez des

lunettes spéciales et, là où il y a un enfer, il n'a vu que des scènes idylliques et charmantes.

De même dans la zone grecque.

M. Jacques Ancel a admiré l'oeuvre des réfugiés d'Asie Mineure qui ont transformé le pays.

Sans doute les qualités de travail et d'intelligence des Grecs introduits dans la zone du sud se sont manifestées avec éclat.

M. Jacques Ancel a contemplé avec joie et ravissement les maisonnettes pimpantes à toits rouges qu'ils ont édifiées.

Mais il ne s'est même pas demandé comment les Grecs venus d'Asie Mineure avaient trouvé place en ces parages, par quelles violences les occupants macédoniens furent chassés de leurs maisons, de leurs terres.

Il n'a pas entendu parler de ces «retours» tragiques des expropriés qui reviennent parfois au village natal qu'ils ont dû quitter, et, à coups de fusil, se battent avec les nouveaux venus.

Cet homme cultivé est resté insensible à la grande pitié des églises, des écoles, des bibliothèques macédoniennes, édifiées avec les gros sous si péniblement amassés par les paysans de Macédoine, monuments, institutions qui étaient, plus que partout ailleurs, propriété nationale et qui ont été saisis, expropriés, vendus.

Cet homme délicat n'a pas été frappé par l'horreur de «l'exposition des cadavres» de comitadjis à Florina.

Ce spécialiste des questions balkaniques, qui stigmatise justement les attentats des autonomistes, ne soupçonne même pas qu'il y ait d'autres attentats commis par d'autres comitadjis, au service du gouvernement d'Athènes ceux là, et que, si les tchétsas de Protoguéroff accumulent les crimes, les bandes du «Poing Grec» laissent aussi, derrière elles, du sang et des ruines.

Ainsi, n'ayant rien vu de ce qui contredit sa thèse pro-serbe, pro-grecque, M. Jacques Ancel conclut que la question macédonienne n'existe pas, ou n'existe plus.

Cela n'empêche pas que celle-ci constitue de plus en plus un foyer d'agitation et de conflit dans les Balkans. Cela n'empêche pas que le problème macédonien soit plus discuté par l'opinion internationale qu'il ne le fut jamais.

Cela n'empêche pas surtout les masses macédoniennes, du fond de leur malheur, de vouloir, avec une énergie chaque jour accrue, se libérer du triple joug qui les écrase.

Cela n'empêche pas le double idéal de l'Indépendance Macédonienne et de la Fédération Balkanique de resplendir avec un éclat qu'il n'avait encore jamais eu.

Daniel Renoult

## Dix années d'occupation roumaine en Bessarabie

Le 28 janvier se sont accomplies 10 années que les armées de l'oligarchie roumaine, des boyards et des banquiers, occupent la Bessarabie, une ancienne province de la Russie tsariste.

Chaque jour de cette occupation est une page couverte de crimes sanglants. L'armée des capitalistes et des boyards roumains est entrée en Bessarabie sous le prétexte de défendre les dépôts nécessaires pour l'approvisionnement des armées roumaines et russes, qui se trouvaient en 1918 encore sur le front roumain, et avec l'obligation de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du pays et d'évacuer cette riche province dans un espace de deux mois au plus tard.

Mais du premier jour même de l'occupation, l'armée roumaine a inauguré la terreur la plus cruelle et la plus ignominieuse contre la population des villes et des villages de la Bessarabie, qui était déjà, à ce moment, une république autonome au sein de la Russie Révolutionnaire. Les masses des ouvriers et des paysans, éveillées à la vie politique par la Révolution Russe, qui leur avait donné les libertés et les droits pour pouvoir commencer une vie humaine, ont accueilli l'occupation roumaine impérialiste par de vives protestations et par des soulèvements. La réponse des occupants à ces mouvements de protestations a été une série, qui n'est pas encore finie, de répressions sauvagement sanglantes: tueries à Bender, à Kichineff, à Vilkofo; meurtres des chefs ouvriers (socialistes-révolutionnaires), exécutions des soldats des régiments de la République Moldave (c'est ainsi que se nommait la République de Bessarabie); dissolution forcée du Congrès Paysan pan-bessarabien, emprisonnement et assassinat de la présidence de ce Congrès, noyade en masse des femmes et des enfants dans le Dniestre, exécution sommaire de chaque dixième habitant de chaque ville ou village qui osait exprimer le moindre signe de mécontentement contre les armées d'occupation, contre les réquisitions

sans paiement, et contre les pillages organisés. Ce ne sont là que quelques faits sanglants du premier chapitre de l'histoire d'occupation roumaine.

La Bessarabie toute entière, sans distinction de nationalité: les Moldaves, les Russes, les Ukrainiens, les Bulgares, les Juifs, etc., se sont opposés avec énergie et à haute voix à l'invasion roumaine impérialiste. Et pourtant, deux mois après, le Sfatul Tseri, une organisation constituée (elle l'avoue elle-même dans sa première Déclaration) pour préparer la convocation d'une Assemblée Constituante de la Bessarabie, et décomptée par des exécutions et des noyades dans le Dniestre de nombreux de ses membres, ce Sfatul Tseri, en présence seulement d'un tiers du total de ses membres, et contre la volonté exprimée de la fraction paysanne, cernée par des détachements de l'armée roumaine, dans une salle de séance dont le public était constitué uniquement par des militaires roumains bayonnettes au canon, et sous les mitrailleuses braquées sur les députés présents, proclame l'union «bénévole et éternelle» de la Bessarabie avec la Roumanie! Cette sinistre comédie sert depuis dix années à la bourgeoisie roumaine d'argument décisif vis-à-vis de l'opinion internationale pour «justifier» le «droit incontestable» de la Roumanie sur la Bessarabie. C'est sur la base de cet «argument» que la bourgeoisie roumaine tient depuis dix ans, sous le talon d'une occupation des plus terribles, une province dont la population, 50 % «minoritaire», nourrit une haine des plus farouches contre les occupants.

Inutile de rappeler que l'occupation de la Bessarabie s'est perpétrée avec le concours des impérialistes de tous les camps: de von Kühlmann, ministre de Wilhelm II, de Lloyd George, de Clémenceau. Kühlmann donnait par là une compensation aux boyards roumains pour la Dobroudja annexée alors par les Allemands, tandis que l'Angleterre a approuvé l'annexion roumaine de la Bessarabie pour repousser la Russie du Danube où elle, l'Angleterre, comptait

rester plus tard maîtresse incontestée. En plus, la politique de l'impérialisme anglo-français, ainsi que celle de l'impérialisme allemand, dans la question bessarabienne, était déterminée par le vif désir de frapper la Révolution Russe, la Puissance Soviétique. L'impérialisme voulait créer au Dniestre une barrière contre le bolchévisme. La Bessarabie devait devenir une section du cordon contre-révolutionnaire hérissé de bayonnettes dirigées contre les ouvriers et les paysans russes.

Mais le fait que l'Union Soviétique ne reconnaît pas le rapt de la Bessarabie; l'hostilité et la haine de la population, sans distinction ni de classe, ni de nationalité, contre la Roumanie occupante; la perspective d'une guerre anti-soviétique dans laquelle l'Angleterre s'efforce de pousser la Roumanie, tout cela fait que les occupants roumains ne se sentent pas du tout sûrs en Bessarabie, dont la population voit dans l'Union Soviétique sa vraie patrie et qui, dans une guerre contre les Soviets, désorganisera de toute sa force l'arrière-front roumain. La classe dominante de la Roumanie veut briser cette haine par une terreur féroce et par une politique de brigandage et d'expropriation directe de la population bessarabienne. Elle exploite cette malheureuse province d'une manière coloniale. «La colonie d'au-delà du Pruth» — c'est ainsi que les politiciens roumains de toutes les couleurs politiques désignent la Bessarabie.

Durant les années 1918, 1919, 1920 les autorités roumaines ont réquisitionné des paysans tout le blé, sans rien payer, pour en spéculer ensuite dans les villes roumaines. Nulle part la «réforme agraire» ne se démasque plus crassement qu'ici comme une cynique escroquerie des capitalistes et des tchokoï roumains. La Révolution avait donné aux paysans bessarabiens, gratuitement, le sol entier, l'inventaire y compris; or, par la «réforme» agraire, le sol leur fut repris pour être réparti surtout aux agents des politiciens et de l'occupation: aux officiers, sous-officiers, aux maires nommés dans les villages, aux députés et fonctionnaires roumains. En Bessarabie du Sud, par exemple, la côte toute entière, de la Mer et du Danube, appartient aux agents de la Sigourantsa; presque tous les ministres, les ex et les futurs, sont des propriétaires de «villes» dans la région balnéaire. La terre la plus mauvaise, la plus éloignée des villages, a été donnée aux paysans à des prix de 40 fois plus élevés que ceux d'avant-guerre.

Par le moyen de la conversion forcée des roubles, les paysans ont été expropriés de toutes leurs économies par les banques de Bucarest, par les percepteurs, les fonctionnaires et les gendarmes. Dans les poches de ceux-ci sont ainsi entrés des milliards de roubles, c'est-à-dire le fruit du travail pénible de plusieurs générations de paysans bessarabiens.

Ainsi, volée par les réquisitions de son blé, de son bétail, et par l'opération de la conversion des roubles, la paysannerie n'a pas pu être capable de payer les milliards pour les miettes de terres reçues, et elle est tombée victime d'une effroyable usure systématiquement et savamment pratiquée par les banques roumaines, sous la protection directe du gouvernement. Aussi, par manque de terre suffisante, de capital de roulement, et de crédits, d'inventaire vivant et mort, déchirés par une faim chronique inconnue en Bessarabie depuis cent ans, les paysans ont bientôt commencé à «vendre» aux occupants leurs terres, pour des riens, et à s'enfuir au bout du monde, en émigrant. Ainsi, la soi-disante «réforme agraire» n'a été en réalité pour les occupants qu'un moyen pour exproprier la masse des paysans, la mettre sous le joug d'une nouvelle classe de propriétaires roumains grands et moyens, qui travaillent la terre avec les bras, l'inventaire et la semence des paysans sur la base de l'économie naturelle, c'est-à-dire gratuitement. La formation d'une nouvelle classe de boyards, la réintroduction de formes féodales d'exploitation, le dépeuplement sur une échelle inouïe de la Bessarabie — voilà la réforme agraire roumaine.

Lequel des agents des politiciens roumains, venu en Bessarabie sans chemise sur lui, n'y est-il pas devenu riche au bout de deux ans? Nulle part l'enrichissement n'est si facile. Sous prétexte d'y lutter contre le «bolchévisme», tout brigandage hamidien y est permis. La corruption fleurit en Bessarabie comme la plante dans la région tropicale. L'administration locale autochtone, qui a opposé de la résistance à l'occupation roumaine, fut destituée, les membres en furent en grande partie expulsés ou fusillés. Exception n'a été faite que des chefs du Sfatul Tseri, les agents et valets de l'occupation, comme les Inculets, les Ianco, les Pan-Halippa, les Pelivan, les Tehiougourianou et d'autres, autrefois de pauvres diables, devenus aujourd'hui de grands actionnaires de banques roumaines et de grands propriétaires terriens.

Parallèlement avec ce régime d'expropriation, de paupérisation et de brigandage organisé marche la décadence

culturelle, sanitaire et économique. Les occupants n'ont créé pendant ces dix années pas un seul hôpital, pas une école, pas un mètre de chaussée ou de chemin de fer. Au contraire, les écoles ont été violemment roumanisées là où elles n'ont pas été transformées en locaux pour la gendarmerie, pour la Sigourantsa, en tripots ou en maisons publiques pour les besoins de la soldatesque. On trouve parmi les dirigeants de l'enseignement secondaire en Bessarabie des garçons d'hôtel, des cochers et des valets de chambre des tchokoï roumains. L'ancien personnel didactique, s'il n'a pas été expulsé, a été tout simplement fusillé. De riches bibliothèques russes, plusieurs d'une haute valeur culturelle, collectionnées au cours de dizaines d'années, ont été textuellement mises à sac. Les hôpitaux bessarabiens, renommés autrefois dans la Russie entière par leur organisation supérieure, sont ruinés à un tel degré que le ministre actuel de l'Hygiène, M. Incoulets, a dû reconnaître que des dizaines d'années sont nécessaires pour les remettre partiellement en état. Le personnel sanitaire a partagé le même sort que les instituteurs, que toute l'administration. La conséquence en fut que jamais les épidémies n'ont sévi en Bessarabie avec tant de violence que dans les dernières années.

Le commerce et l'industrie sont ruinés, isolés violemment du marché russe avec lequel est lié leur développement organique. Le commerce clandestin avec l'Union Soviétique florit. Le taux d'intérêt est de 200 à 300%. Ce qui reste après l'usurier est englouti par le fisc et la pressuration administrative. Ce régime colonial est naturellement conditionné par un régime d'exception: les droits d'association et d'organisation, de réunion, de conscience et de presse sont supprimés. Dans les villages, le gendarme roumain dispose, littéralement d'une manière absolue, de la vie et de la mort du paysan bessarabien. Dans les villes, c'est la Sigourantsa qui remplace, et dépasse par la torture et l'assassinat, l'Och-rana tsariste. La bastonnade («soeur de la mort» comme le désigne un mot roumain) inconnue des Bessarabiens sous le régime des tsars, est devenue d'usage courant et est appliquée à tous, sans distinction: aux ouvriers comme aux intellectuels, aux commerçants comme aux popes, pour le moindre signe de mécontentement. Un phénomène périodique constituent les «expéditions militaires punitives» dont aucun village, aucune ville n'a été exempté: les biens des paysans (le bétail, les tapis, l'argent, etc.) sont pillés par la soldatesque. Ceux qui esquissent le moindre geste de résistance ou de protestation, sont fusillés sur le champ; des vieillards, des femmes, des enfants sont dévêtus et impitoyablement battus; le village doit payer, comme en pays conquis, un tribut. Les viols sont sans nombre. Les survivants s'enfuient et gagnent la forêt ou les marécages. 150.000 soldats sont tenus par l'oligarchie dans la Bessarabie, c'est-à-dire la moitié des effectifs militaires de toute la Roumanie; ils vivent de vols, de pillages, de pressuration de la population, parce que l'allocation effective de chaque soldat est égale à un centième d'un dollar.

Quoi d'étonnant alors que, pendant ces dix années, le désespoir de la population s'est frayé chemin par des révoltes sans nombre. Et, chaque fois, l'armée, par des canonnades sur terre et sur l'eau qui ont rasé textuellement des villages entiers, a pu proclamer le «rétablissement de l'ordre». A l'étranger ne sont connues que les révoltes les plus saillantes: celles de Khotine (1919) et de Tatar-Boumar (1924). Elles ont démontré à tout le monde combien «bénévole» a été l'«union» de la Bessarabie avec la «mère-patrie». Les termes «procédé bessarabien», «système bessarabien» sont devenus courants partout, non seulement en Roumanie. «Lieutenant Moraresco» — ce nom parle par lui, autant que des volumes d'histoire, et ce bandit officiel est apothéosé par le nationalisme roumain comme un symbole, comme un porte-drapeau de l'occupation roumaine.

La ratification du rapt de la Bessarabie par les impérialistes anglais, par les militaristes français et par les fascistes italiens n'a fait que raffermir la volonté de lutte des masses du peuple bessarabien, pour leur libération. Car, dix années d'exploitation, de famine, de corruption et de dépeuplement, dix années de pillage et de terreur, d'oppression sociale, culturelle, économique, n'ont fait que renforcer, chauffer à blanc le désir de liberté, de résistance contre l'occupation roumaine. Les masses travailleuses de partout, l'opinion du monde civilisé en entier ont appuyé avec sympathie les efforts du peuple bessarabien pour jeter bas le joug de l'occupation étrangère.

Plébiscite pour la Bessarabie!

Voilà la solution unique du problème national bessarabien, pour résoudre la question de la Bessarabie transformée par les occupants roumains en un danger permanent pour la paix européenne.

M. Tatarou (Kichineff)

## On assassine Bujor!

Ce sera bientôt depuis huit années que le leader ouvrier Bujor s'épuise jour par jour dans une cellule isolée de la fameuse Doftana. Son état de santé a, dans les derniers temps empiré de telle façon que le martyr de Doftana cessera bien avant la fin de sa peine de 20 ans. Et il sera jeté dans une fosse du cimetière de la cour de la prison...

Bujor a été condamné en 1920 par un conseil de guerre sous le prétexte d'avoir déserté pendant la guerre (il était officier) et d'avoir «levé les armes contre le pays» dans les rangs de la Révolution Russe. En réalité, des témoins au procès, des boyards et des tchokoïs qui avaient passé par les prisons de la Révolution à Odessa, ont dû reconnaître que Bujor leur avait facilité la situation, même il en avait sauvé un grand nombre de l'exécution à laquelle ils avaient été condamnés pour des agissements contre-révolutionnaires. Quoique condamné aux travaux forcés, donc à un système de peine qui exclut l'isolement, Bujor a été envoyé dans la terrible prison disciplinaire de Doftana, et soumis là, depuis 8 années, à un régime particulièrement exceptionnel et barbare. Et il en est tellement anéanti physiquement, que ce n'est plus seulement le mouvement ouvrier révolutionnaire qui sonne l'alarme; les dirigeants social-démocrates et des intellectuels sans parti en sont aussi alarmés.

L'Internationale Socialiste a aussi commencé à se préoccuper du sort de Bujor. Récemment, MM. Ilie Moscovici, dirigeant social-démocrate, et Socor, directeur de l'«Adeverul», ont réussi à obtenir la permission, jusqu'à présent refusée à tous, de voir Bujor. Ce qu'ils racontent dans le «Socialismul» et l'«Adeverul» fait frémir.

«Devant nous, écrit M. Moscovici, se trouvait un homme anéanti par les souffrances, le visage compressé, le corps épuisé et déformé par la faim, incapable de se réjouir en revoyant ses amis.» Bujor, raconte ensuite M. Moscovici, refuse les aliments qu'on lui avait apportés, parce que «de bons mets ne font que lui détruire l'estomac, son organisme débilité étant incapable de supporter une alimentation à laquelle il n'est plus habitué...»

«Dans la section H., raconte M. Socor, bâtiment de trois étages, tout construit en pierre, il y a 63 cellules. Bujor en occupe une au rez-de-chaussée. Une cellule humide. Les autres sont vides. Autour de lui, un silence de tombe toute la journée. Pendant le jour, il peut se promener 2 à 3 heures dans la minuscule cour de la section H., où il ne rencontre personne. Ceci, pendant le jour. Mais après chaque jour vient la nuit. Et pendant la nuit les choses changent. Dès qu'on sonne la fermeture, le silence de tombe du jour disparaît.» Et M. Socor raconte comment, durant toute la nuit, les gardiens se mettent à faire un bruit infernal de cadenas, dans les murs, pour empêcher le sommeil du condamné. Bujor n'est pas battu, mais il est condamné à une peine plus terrible, encore par son raffinement: à ne pas dormir.

Bujor est ainsi arrivé au seuil de la folie.

«Je suis un soldat tombé dans la lutte. Je ne peux pas avoir une autre espérance que la mort. Je l'attends tranquillement.» Telles ont été ses dernières paroles.

Bujor a été avant la guerre un des dirigeants les plus aimés du Parti Social-Démocrate d'alors. Pendant la Révolution Russe, il s'est rallié à l'étendard de celle-ci. De retour à son pays, il a été arrêté et jeté pour toute sa vie dans la tombe des vivants de Doftana. Aimé et vénéré par la classe ouvrière de Roumanie, il est estimé aussi par de larges cercles non-socialistes pour sa noblesse de caractère. Aujourd'hui, il est en danger de périr en prison, parce que l'oligarchie l'assassine graduellement par les moyens de torture les plus raffinés.

Peut-être est-il encore temps pour le sauver. Mais il faut pour cela soulever un puissant mouvement dans le pays et à l'étranger. L'oligarchie ne lâchera cette proie précieuse que si elle y est forcée. On ne peut compter sur la «bienveillance» de tel ou tel des oligarches. Nous saluons le fait que l'Internationale Socialiste s'est enfin saisie du sort de Bujor. Mais la campagne doit être accélérée, car autrement ce sera la mort qui libérera des griffes de la torture le noble martyr de la classe ouvrière roumaine.

Pour sauver Bujor, nous élevons notre voix et convions tous les lutteurs pour la liberté, tous les combattants contre la réaction mondiale à élever leur voix à côté de nous et du mouvement commencé, dans le but de conquérir à la liberté la noble figure du combattant roumain en train d'être assassiné.

I. M.

## La solution du problème national en U. R. S. S.

Depuis bien longtemps, et surtout après la guerre mondiale, les questions nationales préoccupent l'opinion publique et les chancelleries. Actuellement, le problème national pèse lourdement sur l'Europe et la menace comme un épée de Damoclès. En dehors de toutes les contradictions, toutes les rivalités et tous les antagonismes entre les Etats impérialistes, le problème national à lui seul peut menacer la paix et provoquer une nouvelle boucherie humaine.

Après la guerre mondiale, les frontières de plusieurs Etats en Europe occidentale et sud-orientale ont été modifiées. On a bien créé quelques Etats nationaux, mais en les créant les diplomates des Etats impérialistes ne s'appuyaient point sur le principe de l'autodétermination des peuples; ils n'avaient en vue que les intérêts des Etats vainqueurs. C'est de ce point de vue que la carte de presque toute l'Europe a été modifiée, qu'on a fixé des frontières arbitraires, divisé les peuples, et ainsi les dirigeants de la politique internationale ont placé de nombreuses nationalités dans une situation impossible.

Actuellement, la Société des Nations est incapable de résoudre le problème national en Europe. Tous les efforts des diplomates et des hommes publics restent stériles, et les nations opprimées et les minorités nationales maltraitées, dénationalisées, exploitées sont obligées, pour leur lutte de libération, d'adopter les méthodes révolutionnaires, la lutte révolutionnaire des masses. Alors, c'est l'exemple de la Révolution d'Octobre qui se dresse devant eux. Car c'est par la Révolution d'Octobre que tous les peuples opprimés et toutes les minorités nationales de la Russie tsariste ont été libérées et qu'une grande transformation s'est faite dans la vie publique et sociale de l'U. R. S. S.

On sait que sous le régime des Tsars presque toutes les nations non-russes étaient sans aucun droit et l'Etat Russe n'était pour eux qu'une prison. Par la Révolution, tous les peuples de la Russie tsariste ont été libérés non seulement du point de vue social, mais aussi du point de vue national. Aux premiers jours mêmes de la Révolution fut proclamée la célèbre Déclaration des Droits des Peuples dans l'U. R. S. S.

Au II<sup>e</sup> Congrès Panrusse des Soviets, le Conseil des Commissaires du Peuple, par sa Déclaration du 2 novembre 1917 signée par Lénine, proclamait les principes suivants:

1. Egalité et souveraineté des peuples de Russie;
2. Droits de ces peuples de disposer d'eux-mêmes jusqu'à se détacher de la Russie pour former un nouvel Etat;
3. Abolition de toutes les restrictions et de tous les privilèges fondés sur la nationalité et la religion;
4. Libre développement des minorités nationales et des groupes ethniques vivant sur le territoire russe.

Plus tard, le III<sup>e</sup> Congrès des Soviets a fait une Déclaration dans laquelle il est dit:

«Voulant créer une union libre et forte entre les classes laborieuses de toutes les nations en Russie, le III<sup>e</sup> Congrès des Soviets laisse aux ouvriers et paysans de chaque nation la liberté de prendre une décision indépendante en son propre Congrès des Soviets et d'exprimer ses propres désirs. Chaque nation a le droit de participer dans le gouvernement fédéral et dans les autres établissements fédéraux...»

Le même Congrès confirmait aussi cette Déclaration en les termes suivantes: «La République Soviétique de Russie est fondée sur l'union volontaire des nations libres. C'est une Fédération de Républiques Soviétiques-Nationales.»

Peu après la Révolution, une base indépendante a été octroyée aux nations autrefois opprimées, sous forme de Républiques ou Territoires Autonomes. Il y a actuellement en U. R. S. S., 39 Républiques et Territoires Autonomes, avec une population d'environ 150 millions, dont presque la moitié (60 millions) est non-russe. On voit bien que la base de la politique nationale de l'U. R. S. S. est toute autre que celle des pays d'Occident.

Le premier pas vers la solution du problème national a été le rapprochement de la ville avec le village, c'est-à-dire le Bloc des ouvriers et des paysans qui constituent l'immense majorité du pays.

Mais ce qui est important, significatif, c'est que les révolutionnaires russes ne considéraient pas le problème national comme une question particulière, isolée, abstraite. Tout au contraire, avant même et pendant la Révolution, le problème national était considéré comme un des plus grands liens de tout ce complexe des efforts révolutionnaires, comme un des plus grands liens de toutes les forces de la Révolution.

La solution radicale du problème national est non



seulement une nécessité, mais aussi une action civilisatrice, puisque le relèvement culturel des minorités nationales est indispensable pour le développement de la culture nationale de chaque peuple, car toute nationalité, même la plus infime, possède sa propre culture, primitive, peut-être, mais individuelle. Les résultats obtenus au bout de dix ans par la Révolution Russe sont des arguments éclatants. Beaucoup de nationalités qui, il y a dix ans, ne pouvaient même pas rêver au développement de leur culture nationale, la développent aujourd'hui en toute liberté. Actuellement en l'U. R. S. S. paraissent des journaux, revues et différents livres en presque 50 langues différentes; jusqu'à présent on a établi des alphabets pour 16 nations qui auparavant étaient analphabètes. 130 revues y paraissent en différentes langues, sans compter les milliers de livres. Toutes les nationalités opprimées dans le passé ont actuellement toute une littérature, et on lutte dans toutes les langues contre les préjugés nationalistes et contre les préjugés dans les moeurs et dans la vie, cette succession néfaste laissée par l'ancien régime. Nul ne peut nier que c'est là un travail pour le progrès, pour la civilisation qui, comme l'a dit le professeur Pokrovsky, dépend de la langue, instrument principal et indispensable de la transmission des idées.

P. P. Chateff

## „Les Bourreaux“ en serbo-croate

### Nécessité de créer des Comités Balkaniques en Amérique

Cette grande oeuvre de notre ami Henri Barbusse est connue aujourd'hui non seulement dans les pays de l'Europe, mais aussi dans les autres parties du monde. Par de nombreux documents, classés et interprétés d'une façon qui n'est propre qu'à un écrivain célèbre comme Barbusse, et dont l'authenticité est incontestable, elle a dévoilé devant l'opinion universelle les tortures médiévales et les souffrances surhumaines des masses ouvrières et paysannes des pays balkaniques, soumis à un véritable déchainement de terreur blanche.

Il est tout à fait légitime que cette Histoire des Golgothas des peuples des Balkans ait provoqué un vif intérêt au sein des masses ouvrières des nationalités balkaniques travaillant en Amérique. Il y a déjà quelques mois que la Section Yougoslave du Secours Ouvrier International à Chicago a édité «Les Bourreaux», traduite en serbo-croate par notre ami Erasmus. Bien que, par suite de difficultés matérielles, cette traduction ait été publiée avec un très grand retard, «Les Bourreaux» n'ont rien perdu de leur valeur et de leur actualité, et après quelques mois seulement, ce livre en traduction est à peu près épuisé. Il est très probable qu'au cours de l'année prochaine sortira une deuxième édition.

C'est là un succès très important obtenu par nos amis yougoslaves en Amérique pour la cause des peuples balkaniques opprimés et torturés par les bourreaux, et nous les en félicitons bien fraternellement. L'étendue de ce succès réside dans le fait que «Les Bourreaux» en serbo-croate ont non seulement fait connaître aux masses ouvrières yougoslaves travaillant en Amérique la vraie situation des peuples balkaniques, mais aussi préparé le terrain pour la création de Comités Balkaniques en Amérique, dont la tâche consisterait à lutter contre la Terreur Blanche dans les Balkans, à aider moralement et matériellement les victimes de la Terreur Blanche, à propager l'idée de la Fédération Balkanique et à lutter pour sa réalisation.

Afin de pouvoir comprendre qu'il s'agit d'une large action, d'une action de masses, il est nécessaire de signaler quelques faits dont l'importance a malheureusement été ignorée jusqu'aujourd'hui par l'avant garde des militants de la Fédération Balkanique.

Il y a aujourd'hui presque un million d'ouvriers yougoslaves aux Etats-Unis. Il est certain qu'il y a autant, sinon davantage, d'ouvriers roumains, bulgares et grecs. Plus de deux millions d'ouvriers de l'industrie de diverses nationalités balkaniques! C'est là une force puissante, c'est une masse ouvrière immense, et si nous voulons aller aux masses, elles sont là!

Les masses ouvrières des diverses nationalités balkaniques travaillant en Amérique constituent une source inépuisable de plus-value pour le capital américain, une source d'exploitation sous diverses formes, au profit des capitalistes balkaniques, une source de forces militaires, contre-révolutionnaires dont disposent les impérialistes des pays des Balkans. Afin de justifier cette constatation, il suffit de signaler que les capitalistes et les impérialistes yougoslaves dirigent de nombreuses associations ouvrières yougoslaves en Amérique, par l'intermédiaire des curés et autres valets dévoués, qu'ils y éditent 45 journaux serbes, croates et slovènes dont la tâche consiste à bourrer le crâne des masses ouvrières d'idées nationalistes, militaristes et impérialistes, et enfin, qu'ils ont, au cours de la guerre mondiale, recruté au sein des ouvriers serbes, croates et slovènes des Etats-Unis d'Amérique des milliers de leurs meilleurs soldats...

Il est évident qu'une de nos tâches des plus importantes et des plus immédiates consiste à transformer cette source inépuisable de forces impérialistes et contre-révolutionnaires, en une source de précieuses forces révolutionnaires pour la création de la Fédération Balkanique, pour l'émancipation intégrale des peuples balkaniques.

La création de Comités Balkaniques au sein des masses ouvrières des diverses nationalités balkaniques en Amérique ne doit, dès à présent, subir aucun retard. D'autant plus que le terrain pour cette oeuvre y a été préparé déjà, dans une large mesure, par la publication des «Bourreaux» en serbo-croate.

M. T.

## Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie

La lettre suivante a été adressée à M. Liaptcheff par le Comité Parisien contre la Terreur Blanche dans les Balkans:

«Notre Comité, vous le savez, multiplie depuis plusieurs années les démarches et les manifestations en faveur de l'amnistie complète en Bulgarie.

«Au moment où dans votre pays même, un mouvement populaire sans précédent ébranle toute la nation sur ce même mot d'ordre, vous ne serez pas surpris qu'une fois de plus, et en étroite solidarité avec ce mouvement, nous élevions notre voix pour l'amnistie.

«Vous êtes trop bien renseigné, Monsieur le Président du Conseil, pour ne pas savoir à quel point les problèmes bulgares sont maintenant connus en France, et quelle impression pénible produit dans ce pays la persistance des méthodes spéciales instituées en Bulgarie à partir du 9 juin 1923.

«Il vous appartient de dire, Monsieur le Président du Conseil, si vous voulez dissiper enfin cette impression, et rendre à la Bulgarie, devant notre opinion, la figure d'une nation où les droits des individus et des collectivités ne sont plus arbitrairement méconnus.

«En dehors de toute considération politique, nous souhaitons que votre décision ait un tel résultat, et notre voeu s'inspire avant tout de notre ardente sympathie pour le peuple bulgare, que nous avons appris à aimer en nous intéressant depuis si longtemps déjà à ses malheurs.»

Le Bureau du Comité:

Henri Barbusse — Mme de Saint Prix — Marcel Willard

La lettre suivante a été adressée de Paris aux Membres de l'Union des Ecrivains et Journalistes bulgares.

«Permettez à des écrivains français qui professent une vive amitié pour le peuple si laborieux et si énergique de Bulgarie, d'élever leurs voix pour réclamer l'amnistie politique pleine et entière dans votre pays.

«Il ne s'agit pas pour nous de nous immiscer dans vos affaires intérieures, mais, au nom de la solidarité humaine, d'émettre un voeu qui nous est dicté précisément par nos sentiments d'affection et d'estime envers la nation bulgare.

«C'est un véritable cauchemar pour les hommes de culture et de pensée en Occident, d'entendre depuis des années déjà les plaintes de votre peuple, et particulièrement les cris désespérés de ceux qui, enfants de la Bulgarie, sont émigrés parmi nous.

«Nous ne voulons pas porter de jugement sur les événements qui, en 1923, par un Coup d'Etat, ont transformé la face des choses en Bulgarie. Mais nous sommes obligés de constater, car c'est dès maintenant une donnée historique, que des milliers de Bulgares en ont été les victimes. On peut pleurer ceux qui sont morts; mais comment ne pas penser avec sollicitude aux vivants? Comment ne pas avoir pitié des malheureuses familles qui depuis si longtemps attendent le retour des prisonniers politiques et des émigrés?

«Dans un pays comme le vôtre, si cruellement affaibli par de longues années de guerre, cette prolongation de l'in-

carcération et du séjour à l'étranger de tant de chefs de famille, est, si on se place uniquement au point de vue des intérêts du travail bulgare, un véritable fléau. Au moment où, nous le savons, un grand mouvement populaire, qui n'est l'oeuvre d'aucun parti en particulier, se développe pour réclamer avec plus de force que jamais l'amnistie, nous pensons, nous, écrivains français, amis sincères du peuple bulgare, faire notre devoir en joignant notre voix à celles des malheureux, et en réclamant avec eux l'amnistie pleine et entière en Bulgarie.

« Nous espérons, Messieurs et honorés Confrères, que vous apprécierez les sentiments qui nous ont dicté cette adresse, et nous vous assurons de nos sentiments de haute considération. »

Les écrivains et journalistes français :

Henri Barbusse, Panaït Istrati, Mme Séverine, Vaillant-Couturier, Bracke, Victor Margueritte, Léon Werth, Charles Vildrac, Georges Pioch, André Gybal, Bernard Lecache, Zyromski, Rousset, Léon Bazalgette, Jean-Richard Bloch.

La lettre suivante a été adressée de Paris au maire de Sofia.

Conseillers Municipaux de la Ville de Paris, et Conseillers Généraux du Département de la Seine, nous nous permettons d'élever la voix en faveur de l'amnistie générale dans votre pays.

En prenant cette initiative, nous ne prétendons pas nous immiscer dans les affaires intérieures de la Bulgarie. Mais, comme représentants de la région parisienne où se rassemblent surtout les émigrés bulgares en France, nous avons été témoins de bien de misères matérielles et morales subies par vos compatriotes, victimes des terribles événements qui ont agité la Bulgarie depuis 1923.

C'est notre sympathie pour ces malheureux — sympathie que nous étendons, recevez-en l'assurance, au peuple bulgare tout entier — qui nous fait souhaiter ardemment l'amnistie complète, l'abrogation de la loi d'exception, le rétablissement des libertés publiques, en un mot, le retour à l'état de choses normal dans votre pays.

Depuis quatre années, à maintes reprises, la population parisienne a dû enregistrer avec peine les tragiques

nouvelles venues de Bulgarie. Récemment, elle devait apprendre les nouveaux massacres de la région de Trofan.

A toutes ces occasions, avec sa générosité habituelle, elle a manifesté ses sentiments de solidarité aux victimes.

Aussi, sommes-nous certains de traduire son aspiration profonde en vous disant qu'elle saluerait avec un véritable soulagement les mesures qui libéreraient les prisonniers politiques, permettraient aux émigrés de rentrer au pays natal et, suivant le mot récent de M. le Professeur Aulard, retour de Sofia, restaureraient les Droits de l'Homme en Bulgarie.

Telles sont, Monsieur le Maire, les raisons qui nous inspirent la présente lettre.

Nous sommes certains que vous les apprécierez, et nous vous prions de croire à notre très haute considération.

Raoul Brandon, C. M.; Robert Bos, C. M.; Loyau, C. M.; Fiancette C. M.; E. Deslandres, C. M.; O. Besombes, C. M.; Jean Colly, C. M.; A. Luquet, C. M.; E. Beaufumé, C. M.; Copigneau, C. M.; André Guyot, C. M.; Jolly, C. M.; J. Lauze, C. G., maire de Villeteuse; Marsais, C. G., Ier adjoint au maire de Pantin; G. Marrane, C. G., maire d'Ivry s/Seine; Sabatier, C. G.; Meinville, C. G.; A. Le Troquer, C. M.; Boistard, C. G., maire du Pré St-Gervais; Lesesne, C. G.; Truchaux, C. G.; Heurtaux, C. G.; Laporte, C. G.; Cresp, C. G., Ier adjoint de Montrouge; Jacotot, C. G., maire de Puteaux; Mounié, C. G., maire d'Antony, sénateur de la Seine; Rouquier, C. G., maire de Levallois-Perret; Lagriffoul, C. G.; J. Anne, C. G., maire de Montreuil; Vendrin, C. G.; Chapelain, C. G.; Chausse, C. M.; J. Oudin, C. G., maire d'Issy les Moulineaux; Ponthey, C. G., maire de Bondy; Rebeillard, C. M.; Roche, C. G., maire de Gennevilliers; Brenot, C. G., maire d'Alfortville; Gratien, C. G., maire de Gentilly; Lhenry, C. M.; Foulon, C. G.; Dherbécourt, C. M., sénateur de la Seine; Camille Renault, C. M.; Thomas, C. M.; J. Garchery, C. M., député de la Seine; L. Duteil, C. M.; Ténéveau, C. M.; Louis Sellier, C. M.; Louis Gélis, C. M.; L. Castellaz, C. M.; Levillain, C. M.; Paul Fleurot, C. M. (N.D.L.R.: C. M. signifie Conseiller Municipal de Paris, également Conseiller général de la Seine; C. G. signifie Conseiller général de la Seine.)

## Le mouvement international contre les persécutions syndicales en Bulgarie

Les lettres suivantes ont été adressées de Paris à M. Liaptcheff :

Les travailleurs français groupés dans nos Syndicats s'émeuvent des atrocités dont le gouvernement bulgare accable les Syndicats indépendants de Sofia et des villes de province.

Nous savons, par exemple, que dans les villes de Sofia, Choumen, Varna, Stara, Zagora, Haskovo, Vidin, Jambol, Stanimaka, Gorna, Orhovitza, etc., la police s'est livrée au pillage des locaux des Syndicats indépendants et a brutalisé les militants avec une bestialité sans exemple encore dans votre pays.

Ne croyez pas que les actes de terreur que les éléments fascistes à la solde de votre gouvernement et la police d'Etat commettent sont ignorés dans les autres parties du monde. Malgré la vigilance apportée par vos policiers et par vos espions dans les administrations postales, des documents accablants pour vous et vos ministres responsables nous sont parvenus.

Aux plaintes des familles des emprisonnés, à la classe ouvrière réclamant l'amnistie, vous répondez par de nouveaux massacres et par de nouvelles tortures aux prisonniers.

Vous cherchez à anéantir le mouvement syndical révolutionnaire bulgare, mais vous n'y parviendrez pas. Les travailleurs français soutiendront par tous les moyens en leur pouvoir l'avant garde révolutionnaire bulgare groupée dans les Syndicats ouvriers indépendants.

La C. G. T. Unitaire s'élève avec véhémence contre les actes de brigandage, les assassinats et les tortures que vos sbires infligent journellement aux ouvriers luttant pour leur existence.

Nous nous joignons à vos nationaux pour réclamer impérieusement l'amnistie immédiate pour les emprisonnés et l'abolition de l'ignoble loi pour la défense de l'Etat.

La condamnation de tous les gouvernements de terreur blanche par le monde civilisé, devrait vous inciter à plus de respect pour les libertés syndicales des ouvriers. Vous n'avez rien à gagner à être mis au ban de l'humanité par le prolétariat international. La classe ouvrière n'oubliera pas les crimes perpétrés et vous payerez cher dans des jours prochains tout le sang versé par le peuple bulgare.

Le Secrétariat de la C. G. T. Unitaire

Les promesses que vous aviez faites, il y a quelques mois, avaient laissé espérer aux travailleurs français qu'une amnistie assez proche serait accordée en Bulgarie à tous les détenus pour faits politiques ou connexes.

Alors que nous espérions voir se réaliser ces promesses, il nous parvient de nombreuses villes de Bulgarie des nouvelles qui nous montrent que, loin de se ralentir et de laisser espérer l'amnistie, une répression des plus féroces s'abat à nouveau contre le mouvement ouvrier, contre ses militants, principalement contre les organisations syndicales.

Les travailleurs français, manuels et intellectuels, qui suivent journellement ce qui se passe en Bulgarie, sont bien décidés à n'arrêter leur agitation et leur action de solidarité envers les travailleurs bulgares que le jour où auront cessé toutes ces arrestations arbitraires, toutes ces perquisitions, séquestrations dans les maisons ouvrières et les imprimeries.

Nous avons appris les perquisitions et les confiscations d'archives et de matériel des organisations syndicales, tant à Varna qu'à Sofia, Roussé, Vidin, Jambol, etc., ainsi que les violences et arrestations dont ont été victimes les militants syndicaux de ces différentes localités.

Nous nous élevons contre cette continuation de la terreur envers nos camarades bulgares, et nous affirmons que nous ne cesserons de la dénoncer devant l'opinion publique française jusqu'au jour où, comme dans tous les pays respectueux du droit des gens, les libertés syndicales seront reconnues et où le mouvement ouvrier tout entier pourra s'exprimer librement par la voix de ses militants et de sa presse.

Nos organisations ouvrières françaises sont bien décidées à considérer cet appel tout-à-fait pacifique comme le dernier, et espèrent ne pas avoir besoin, pour sauver nos camarades de Bulgarie, d'avoir recours à une action plus énergique et plus directe contre les responsables de toutes ces violences fascistes.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de notre plus complète solidarité avec le peuple travailleur de Bulgarie.

Pour la Section française  
du Secours Rouge International  
Un des secrétaires :

M. Cordier

# LA RÉACTION DANS LES BALKANS

## FAITS ET ÉVÉNEMENTS

### Bulgarie:

**L'arbitraire éternel.** — Le 7 décembre des agents de police opérèrent à Bratsigovo distr. de Plovdiv, des perquisitions en masse, sans cependant trouver dans les maisons perquisitionnées autre chose que quelques numéros de «Novini», qu'ils portèrent comme de glorieuses trophées à leurs chefs. Malgré cette déconfiture, ces perquisitions ont été répétées le 9 décembre, avec toujours le même résultat. Mais il fallait montrer un fait glorieux: et les agents de police arrêterent une dizaine de personnes, dont Dimitr Demiroff, et Nicolas Micheff furent menacés par le commissaire de police de «disparaître sans trace» pour le cas où ils continueraient à observer une attitude hostile au gouvernement.

**Les arrestations continuent toujours.** — A Sofia, le 2 crl., Vassil Mikhaïloff et Assène Yantcheff, anarchistes, ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir conspiré contre l'Etat. A Roussé, Mara Koslovska, et un étudiant de l'École Technique, ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir conspiré contre l'Etat.

**«Razzia» général des citoyens.** — A Sofia, le 8 décembre, à 6 h de l'après-midi, la police a cerné toutes les issues de la rue Légué, la grande artère de la capitale, et a demandé à tous les passants leurs cartes d'identités. Ceux qui ne les avaient pas sur eux ont été conduits au commissariat, en masse, soumis à des interrogatoires, plusieurs battus, plusieurs gardés au commissariat.

**La fait d'appartenir à la «Rodna Zachtita» assure l'impunité aux agresseurs.** — Le 1er janvier, vers les 8 heures du soir, en plein centre de Sofia, dans la rue Légué, un individu qui avait essayé de nouer conversation avec deux jeunes passantes mais qui avait été éconduit, pour se venger de son insuccès asséna des coups de poing à la figure d'une des jeunes filles, et ce si féroce que la malheureuse en eut des dents brisées. Aux cris poussés par elle, un agent de police accourut, mais l'agresseur se légitima comme membre du «Rodna Zachtita», et l'agent de police n'osa pas l'arrêter, à la plus vive indignation des nombreuses personnes qui avaient été témoins de cette odieuse agression.

**La corruption partout.** — De grands abus viennent d'être découverts à la mairie de Stara-Zagora et le procureur a ordonné l'arrestation de 13 conseillers municipaux. Nos lecteurs se souviendront encore des détournements de fonds découverts à la mairie de Kirdjali, à la suite de quoi tous les conseillers, le maire en tête, avaient été arrêtés. C'est la corruption partout. («Znamé».)

Le caissier du tribunal du département de Philippople a détourné une somme de 374,464 lévas.

Guéorgui Dimitroff, fonctionnaire de la commission chargée de la distribution de terres aux émigrés, a été appréhendé au moment où il recevait des «dons en numéraire» d'un émigré contre promesse de lui assigner de bonnes et grandes terres. Il a été par la suite établi qu'il avait ainsi encaissé plus de 100.000 lévas.

**Les Wrangéliens, suppôts du gouvernement, favorisés dans toutes les branches.** — On sait que des milliers de contre-révolutionnaires russes, de l'armée de Wrangel, sont restés en Bulgarie et sont à chaque occasion choyés par le gouvernement bulgare qui a en eux ses spadassins pour des massacres d'ouvriers. On se souvient des tueries en masse de communistes que ces bandits ont perpétrées en 1923 sur l'ordre de Tsankoff. Le ministre de l'Instruction Publique M. Naydenoff, toujours dans le même ordre d'idées, vient de présenter à la Chambre un projet de loi pour engager dans l'enseignement, comme professeurs dans les gymnases, 16 Wrangéliens, alors que, d'autre part, des centaines d'instituteurs et professeurs bulgares sont, «par mesure d'économie», tout simplement licenciés et jetés sur le pavé.

**La crise économique.** — La Banque Populaire Coopérative, la Société Anonyme «Orbi», les maisons de commerce David A. Aladjem, Stephan Kanarian, Nissim Tolédo, Costa P. Yanoutseff la Société Anonyme des Industries Unies de Choumen; la maison de commerce des frères Ivan Tsochévi, de Popovo; la maison de commerce Jordan. Stoyan et Dimitr Tcholakoff, de Razgrade, etc. etc. ont été déclarées en faillite.

**Les traites protestées.** — D'après les chiffres publiés par les journaux bulgares le nombre des traites protestées en 1926 en Bulgarie a été de 152,849, représentant une somme totale de 1.347.841.772 de lévas.

**Les pertes humaines de la Bulgarie dans la guerre générale.** — D'après les chiffres publiés récemment par la

direction de la statistique, la Bulgarie a perdu, dans la guerre générale, en tués, 88,100 officiers, sous-officiers et soldats. Dans ce chiffre ne sont pas compris ceux originaires de la Dobroudja, de la Thrace, de la région de Stroumitza et des régions occidentales, actuellement sous joug serbe.

### Grèce:

**La fureur de répression.** — Le gouvernement se montre de plus en plus violent contre le mouvement ouvrier. Depuis la semaine dernière, des arrestations en masse ont eu lieu. Le gouvernement n'a pas craint d'inquiéter M. Panait Istrati lui-même. A Athènes seulement, soixante-douze nouveaux mandats d'amener ont été lancés. La répression porte particulièrement sur la région macédonienne. M. Turcovassili s'est rendu en Macédoine soi-disant pour questions personnelles, mais en fait pour examiner sur place les meilleurs moyens à employer pour parvenir à la dissolution des deux plus puissantes fédérations ouvrières de Grèce: la Fédération du Tabac et la Fédération du Ravitaillement.

Le député de Salonique du bloc des ouvriers, paysans et réfugiés, Papanicolaou a été arrêté. De même, à Athènes, les rédacteurs du «Rizospasis» sont constamment poursuivis.

(Lire dans notre dernier numéro, dans cette rubrique: L'ouvrier Pyliodis...)

**Contre le Secours Rouge.** — Du service compétent du ministère de l'Economie nationale a été transmis au juge d'instruction le dossier relatif au contrôle financier de l'organisme du Secours Rouge. Dans son rapport, le ministre de l'Economie nationale, M. Vilentza, invite le procureur à procéder à la dissolution du Secours Rouge. Mais il recommande du tact, car la classe ouvrière grecque est prête à défendre courageusement son organisation de solidarité. Elle l'a prouvé en assistant en masse à la Conférence du M.O.P.R. de la région d'Athènes. Plus de 3.000 ouvriers ont suivi les travaux et ont encouragé le Comité en acclamant l'œuvre de secours entreprise dans des conditions très défavorables. A l'issue de la conférence un salut aux exilés et emprisonnés a été voté par acclamations.

En attendant la dissolution pure et simple, le gouvernement réactionnaire ne cesse de poursuivre les diverses sections régionales du Secours Rouge. Le Comité régional entier de Cavalla a disparu.

Les autorités locales ont refusé de donner des explications à une délégation d'ouvriers qui s'est présentée à elles. La classe ouvrière de Cavalla est anxieuse du sort des disparus. De nombreux télégrammes de protestations ont été envoyés au gouvernement.

### Macédoine:

**La terreur dans la Macédoine sous joug bulgare.** — Après la proclamation de l'état de siège dans les départements de Petritch et Kustendil, la terreur a atteint son point culminant. Un commissariat militaire fut établi dans chaque village et le commandant, avec les «autonomistes», agit sans contrôle. Comme les «autonomistes» sont dans leur territoire et connaissent les conditions locales, ils sont les maîtres effectifs de la population corps et biens.

Personne ne peut sortir hors du village (comme en Macédoine serbe) sans carte d'identité portant, outre le portrait, l'empreinte digitale. Les paysans ou citadins les plus intelligents sont en prison. Il y a de nombreux cas de disparitions «sans trace».

La terreur fut particulièrement renforcée lors de la «découverte» des armes dans le département de Kustendil. Voilà comment fut bâtie la provocation: «Les autonomistes» (gens de l'O.R.I.M. de Protogéroff et Michailoff) recherchaient des armes dans certains villages. On n'a pu rien trouver. Alors ils ont pris 200 fusils abîmés des leurs et les ont enfouis dans le champ de M. Hristo Manoff, du village Stensko, député agrarien. Après quoi ils ont rassemblé toute la population du village et, devant elle, ont fouillé le champ et «découvert» les armes. Tous les paysans furent soumis à une cruelle bastonnade! Les jours suivants, la vague de terreur a déferlé sur les villages environnants et on a découvert de la même manière les «armes» au village Blatetz! A la suite de ces affaires, plus de 600 personnes ont été emprisonnées et enchaînées.

Dans le département de Petritch, la situation est pire, étant donné que là, tout: loi, morale, justice, humanité, vie humaine, est soumis au poignard des sicaires «autonomistes».

**Roumanie:**

**Le gouvernement roumain se sent... persécuté.** — Il s'est plaint au gouvernement de Vienne, contre la propagande injuste qui part, dit-il, de la capitale autrichienne. En réponse, une note du ministère des affaires étrangères de l'Autriche, que les journaux réactionnaires de Bucarest ont publié avec grande satisfaction, déclare que cette propagande est organisée par des Roumains mêmes, les Autrichiens n'y étant donc pour rien. Roumains ou non, la réalité est que seule la propagande qui repose sur des faits peut se répandre. Et si celle faite contre la réaction roumaine prend, cela prouve, déjà par soi-même, qu'elle est fondée. Que la Roumanie cesse d'être le pays le plus policier et réactionnaire de l'Europe, la propagande contre elle cessera aussi de trouver de l'écho, elle cessera toute seule. Le gouvernement roumain met la charrue devant les boeufs. Qu'il commence, lui le premier, le reste viendra...

**«L'ordre s'exécute, il ne se discute!»** — Pendant les pogromes à Cluj. Dans la gare, il y avait 600 à 800 étudiants auxquels les autorités devaient donner à manger et à boire. Il fallait donc 400 à 500 pains. Chaque pain coûte 10 leis. Monsieur le colonel chargé de cet ordre en avait chargé à son tour le commissaire de la nourriture des étudiants, mais il avait oublié de dire de quels argents il fallait acheter le pain. Et alors... M. Chifor (ainsi, s'appelle le commissaire) s'est adressé au... chef rabbin de la ville: «Ou vous me donnez 5000 leis pour acheter du pain, ou les étudiants entrent dans la ville et il arrive aux Juifs ce qui leur est arrivé à Oradia.» Le rabbin a hésité au commencement, mais à la fin il a cédé. Il a fait une «donation» de 3000 leis. Les étudiants ont mangé (et bu aussi), et après, à la queue du camion qui leur avait apporté du pain, ils ont pénétré dans la ville où les dévastations ont commencé. La synagogue et la résidence du rabbin n'ont pas, bien-entendu, échappé. («Lupta».)

**Une sentence significative.** — On sait que le ministère du Travail avait demandé au parquet de Bucarest de faire dissoudre par le tribunal les syndicats unitaires, sous le motif qu'il font une «politique de lutte de classes». Le nouveau ministre du Travail, le «tsaraniste de gauche» Dr. Lupu, a déclaré qu'il retire cette demande... mais le ministre de la Justice a déclaré que lui, il la maintient. Or, le parquet de Galats ayant demandé aussi la dissolution des syndicats de cette ville, le tribunal vient de repousser cette demande. Les syndicats unitaires restent donc légaux. Il s'ensuivrait que le ministre de la Justice devrait tirer les conséquences et renoncer aux persécutions des syndicats ouvriers. Mais il n'en fut rien. Au contraire: on vient de renforcer les persécutions contre les syndicats de Bucarest et autre villes.

**La crise qui enrichit.** — Tandis que la crise bat son plein (120.000 sans-travail dans les villes, paupérisation terrible des paysans à la campagne et des couches moyennes dans les villes) le directeur-général de la statistique annonce dans l'«Argus» du 1er janvier que le nombre des sociétés par actions s'est accru de 2440 en 1925 à 2617 en 1926 et à 2794 en 1927. Leurs capitaux s'accroissent respectivement de 27.566 millions à 34.226 millions et à 37.268 millions. De 1926 à 1927, le capital des sociétés par actions s'est donc accru de 3.131 millions de leis. De cette somme reviennent pour les sociétés nouvelles: 1.099 millions de leis, tandis que les sociétés déjà existant ont augmenté leur capital de 2.032 millions. La crise n'existe donc pas pour les riches...

**Liberté de conscience.** — Les prédicateurs baptistes Ion Ilea et Georges Ionescu, de Alparea (départ. de Bihor) ont été arrêtés pendant qu'il prêchaient et amenés au poste. Ils y ont été torturés jusqu'au sang, et envoyés ensuite au conseil de guerre de Cluj. («Adeveruk».)

**Fourberie officielle.** — Les syndicats unitaires de Bucarest éditent depuis trois ans une revue éducative intitulée: «Cultura Proletara». Or la «Lupta» vient d'annoncer sous le titre de: «Un abus de la Sigurantza» que cette dernière a confisqué la revue qui avait été autorisée par la censure. Ledit journal conclut: «Si la revue était subversive, pourquoi la censure a-t-elle approuvé son impression, et puisqu'elle l'a approuvée, pourquoi la revue fut-elle confisquée».

C'est là un acte particulièrement révoltant et perfide, parce qu'il devient clair que l'intention des autorités qui vont mains en mains, a été de faire dépenser aux ouvriers l'argent pour l'impression et provoquer ainsi des pertes difficilement supportables par eux.

**Le privilège de ne pas être sujet roumain.** — Le nouveau journal ouvrier de Bucarest, «Desteptarea», annonce que le gouvernement roumain va payer au sujet américain Keller huit millions de leis pour le dédommager

des filles qu'il a reçues à Oradia lors des pogromes, les étudiants l'ayant pris pour un Juif... tandis que les centaines de pauvres Juifs et Hongrois dont les habitations ont été mises à sac, sont condamnés à mendier dorénavant de porte en porte.

**Mortalité infantile.** — De 600.000 enfants nés sur le territoire de la Roumanie, 20% meurent avant d'atteindre un an, 20% avant d'atteindre l'âge de dix ans, et 20% de ceux échappés à la mort sont impropres au service militaire. De 600.000 enfants, 260.000 seulement restent valides, mais ils ont à lutter contre la phthisie, l'alcoolisme, la syphilis, etc. («Dreptatea».)

**Pour la guerre prochaine.** — Les besoins de l'armée, pour qu'elle soit capable de commencer une nouvelle guerre (contre les Soviétiques), s'élèvent à 150 milliards de leis. On projette d'échelonner cette somme géante en 12 années.

(«Lupta» du 18 janv.)

**80 millions et 500.000 leis.** — Le premier chiffre indique la somme que le gouvernement a mis à la disposition des grands négociants des villes saccagées par les pogromistes en Transylvanie, pour les dédommager, tandis que le second représente le montant que le gouvernement a mis à la disposition des syndicats social-démocrates pour être réparti aux sans-travail. Le journal des syndicats unitaires «Viata Muncitoare» (du 1er janvier) remarque que les syndicats social-démocrates ont 5000 sans-travail au plus. Les autres 115.000 sans-travail restent ainsi en dehors de tout secours. Si on compte pour chaque sans-travail deux à trois membres de famille à soutenir, il résulte que, par la suite du chômage qui fait maintenant rage en Roumanie, 400.000 personnes environ souffrent de faim.

**L'héritage royal.** — Il s'élève à 388 millions de leis et une grande partie de ces lei sont des leis-or. Chaque héritier a donc reçu 76 millions de leis, en grande partie leis-or.

**Ignominie politique.** — Le chef de l'Association Juive, le député Fidermann, est parti à l'étranger en mission. Il va essayer de convaincre les cercles de la finance internationale que ce n'est pas le gouvernement libéral qui est coupable des pogromes et qu'il mérité des crédits.

(«Cuvantul» 16 janv.)

**Yougoslavie:**

**La famine s'étend.** — Le développement de la famine en Yougoslavie menace de devenir catastrophique. Les demandes de secours au gouvernement sont toujours plus nombreuses. Non seulement les provinces «économiquement passives», comme le Monténégro, la Dalmatie, l'Herzégovine, mais aussi les provinces qui n'eurent jamais encore à souffrir de la famine, comme le département de Nieh, la Choumadia (Serbie) et la Bosnie avec une partie de la Croatie, demandent à présent d'urgence des crédits pour parer à la famine.

La conférence départementale de Nieh a voté, le 29 décembre, un crédit de 3 millions de dinars pour secourir les masses paysannes éprouvées dans la famine.

La conférence du département de Vrbasse vient de voter une résolution, demandant au gouvernement un secours urgent. On réclame 1.350 wagons de maïs et un secours de 5.000.000 de dinars. On constate que la somme de 500.000 dinars que le gouvernement avait accordée ne suffit même pas pour les besoins les plus stricts.

Le président du parlement régional de Mostar, Dr. Smoljan, qui avait dernièrement parcouru toute l'Herzégovine, a déclaré à des représentants de la presse que rien dans la région de Ljubuski plus de 12.000 personnes sont sans aucune nourriture. On se «nourrit» de racines, d'écorces d'arbre, de mousse. Dr. Moljan adresse un appel à l'opinion publique pour ne pas laisser mourir de faim des dizaines de milliers de pauvres paysans.

Sous la poussée de la protestation générale, le gouvernement, pour jeter de la poudre aux yeux, a fait voter des crédits pour les régions dévastées par la famine, mais ces crédits ne sont pas encore liquidifiés. Et, de plus, en ce moment précis où la famine sévit avec tant de violence, le gouvernement fait encaisser par des ventes forcées les impôts et dettes arriérés des pauvres paysans mourant de faim et y a fait renforcer les effectifs de la gendarmerie.

**Persécutions ouvrières sans fin.** — Le 14 janvier dernier eut lieu à Dubrovnik (Ragusa) le procès contre les ouvriers Nikolo Maslatch, Niko et Peter Mujravitch, accusés d'avoir organisé des sections communistes. Les trois ouvriers sont pourtant des membres du Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans. Nikolo Maslatch et Niko Mujravitch ont été condamnés à 6 mois de prison sévère. Peter Mujravitch a été acquitté.

**Grève de faim.** — L'ouvrier Blas Vidatitch, détenu à la prison de la police de Zagreb depuis un mois, a déclaré la grève de la faim en demandant d'être déféré au tribunal.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Félicien Challaye

*Félicien Challaye, geboren am 1. November 1875 in Lyon, Dozent der Philosophie, ist Professor an einem Lyzeum in Paris. Er wurde Sozialist durch den Einfluss von Jean Jaurès. Dreimal machte er die Reise um die Welt und weilte hauptsächlich in Japan und in Zentralafrika mit dem Forscher Savorgnan aus Brazza. Ganz besonders widmete er sich dem Schutze der in allen Kolonien unterdrückten Eingeborenen. Bis zum Kriege war er Präsident der Liga für den Schutz der Eingeborenen. Gegenwärtig ist er Vizepräsident der Liga gegen koloniale Unterdrückung und gegen den Imperialismus und Mitglied des Zentralkomitees der Liga für Menschenrechte.*

*Die Hauptwerke von Félicien Challaye sind: „Der französische Kongo“, „Das illustrierte Japan“, „China und Japan“, „Wissenschafts- und Moralphilosophie“, „Psychologie und Metaphysik“, „Das japanische Herz“, etc.*

Ein alter Freund Mazedoniens und der Balkanvölker ist es, an den sich heute eure Enquête wendet. Obzwar ich am Orte selbst mit den Balkanvölkern nicht — noch nicht — habe in Berührung treten können, habe ich sie seinerzeit im Gefolge von Francis de Pressensé und Jean Jaurès verteidigt. Mit ihnen habe ich, hauptsächlich in den Artikeln, die ich damals in der »Revue du Mois« schrieb, eine gerechte Lösung der Balkanprobleme gefordert.

Es kam der Weltkrieg. Der Krieg, Triumph der brutalen Gewalt, ist unfähig, das Recht zu verwirklichen und die Kultur zu fördern. Die Lösungen, die der Krieg bringt, sind unserem menschlichen Ideale ebenso gleichgültig wie die Ausdrücke der Natur selbst. Es ist unvermeidlich, daß manche Konsequenzen der blutigen Schlächterei krasse Ungerechtigkeiten werden.

Zu den ärgsten Ungerechtigkeiten des Weltkrieges zähle ich die Zerteilung Mazedoniens und die Verlängerung der »Balkanisierung des Balkans«.

Mazedonien würde zerfleischt, ohne irgendwelche Rücksichtnahme auf seine Bewohner. Dies ist eine schwere Verletzung unseres Justizideales.

Der Balkan im allgemeinen und Mazedonien im besonderen bleiben günstige Länder für die Intrigen der nebulösen Imperialismen, welche dort, wie überall, um Kolonien und Einflußzonen kämpfen.

Mazedonien ist nicht das einzige Opfer dieses unheilvollen Regimes. Überall sind die ethnischen Minderheiten ihrer elementarsten Freiheiten, ohne welche es unmöglich ist, edel und fröhlich zu leben, beraubt.

In den Balkanstaaten sind gegenwärtig die freien Geister und die edlen Herzen grausam verfolgt durch nimmersatte, egoistische und unterdrückende und zugleich feige und grausame, mit einem Worte »mussolinische« Regierungen. Der sogenannte »Staatsschutz« dient nur als Vorwand für ungeheuerliche Ungerechtigkeiten, und zwar sowohl in den Balkanstaaten als in den dem Joche der europäischen Imperialismen unterworfenen asiatischen und afrikanischen Kolonien.

Die einzige Lösung des Problems scheint mir die Balkanföderation, eine Föderation von autonomen Staaten oder Kantonen, deren Grenzen von der Bevölkerung selbst bezeichnet werden müßten.

Die Henker, Könige und die Tyrannen-Diktatoren, unter deren Joche die Balkanvölker leiden, würden niemals freiwillig diese logische Lösung annehmen. Es ist notwendig, daß ein starker Hauch demokratischer Revolution über sie weht, um sie zu beugen oder zu brechen.

Inzwischen müssen schon alle balkanischen Anhänger des föderativen Ideals trachten, den unsinnigen Haß, der diese unglücklichen Völker noch trennt, zu unterdrücken. Es gibt kein wirkliches Interesse, das die bulgarischen, serbischen, griechischen Arbeitenden voneinander trennt. Es sind nur ihre Herren, die aus ihrer Uneinigkeit Nutzen ziehen. Es ist eine große Aufgabe, den Haß zu beschwichtigen, welcher durch Jahrhunderte von den egoistischen Regierungen, von in ihren Diensten befindlichen Pädagogen und von ihnen besoldeten Publizisten gefördert worden ist.

Die Vollendung dieser Aufgabe würde eine intellektuelle und moralische Revolution sein, die tiefste und effektivste aller Revolutionen.

Warum sollten die balkanischen Anhänger des föderativen Ideals nicht schon so handeln als ob ihr Ideal schon verwirklicht wäre? Die Hindus unter englischem Joche haben neben den von ihren Unterdrückern errichteten Institutionen selbst einen »National-Congress« gegründet; warum sollten die Balkanbewohner nicht ein Balkanparlament gründen, welches gleiches Recht für alle proklamieren und die Organisation der Volksabstimmung vorbereiten würde, welche, unter einer internationalen Aufsicht, die Grenzen der Staaten und der Kantone, die sich in der zukünftigen Föderation gruppieren werden, bezeichnen müßte.

Alle Republikaner des Balkans müssen sich dieser edlen Aufgabe widmen! Sie müssen neben den freiheitlich Denkenden die Massen der Arbeiter und Bauern hinreißen! Die intellektuellen und manuellen Arbeiter bilden die große, wohltuende Kraft, von welcher, auf dem Balkan wie überall, eine bessere Zukunft ausgehen muß und wird.

Balkanbewohner von heute, die ihr in feindliche Länder zerteilt seid, vereint Euch!

Félicien Challaye

## Dr. Manfred Georg

*Dr. Manfred Georg wurde am 22. Oktober 1893 in Berlin geboren. Er studierte Jurisprudenz und Literaturwissenschaften und steht heute unter den wenigen Journalisten Deutschlands, die gegen die Reaktion und Scheinrevolution auf jedem Gebiet zu Gunsten der Durchführung einer radikalen Geistigkeit kämpfen, in erster Linie. Es gibt wenige wichtige Ereignisse in Europa, an denen er nicht als Beobachter und Kritiker teilnimmt. Vorübergehend war er Leiter der inzwischen aufgelösten »Republikanischen Partei«, die sich die Bildung einer deutschen »Linken« vorgenommen hatte.*

*Auf literarischem Gebiet bezeichnet ihn die kritische Meinung als den Schöpfer der deutschen »Short Story«.*

Die gegenwärtige Lösung der Nationalitätenfrage auf dem Balkan ist in der Stunde des Krieges erfolgt. Eine solche Stunde ist nie die der Gerechtigkeit und Freiheit. Die Grenzen, die das Schwert gezogen hat, sind Grenzen der Willkür und über sie führen keine Brücken. Ueber die Stacheldrahtzäune, die die Balkanländer voneinander absperrten, geht nur Haßgeschrei, und die in einzelnen Staaten an der Macht befindlichen Klassen pflegen alles, was der Aufrechterhaltung der Gegensätzlichkeit dient. Sie sind es, die von der Verhetzung der Völker profitieren, sie sind es, die jeden Gegner ihres Regimes im Innern mit den schlimmsten und brutalsten Mitteln zu unterdrücken versuchen. Wenn man die legalen resp. illegalen Presseberichte aus den Balkanländern von heute liest, so erschrickt man vor der Offenheit und Schamlosigkeit des Terrors, der in fast allen südöstlichen Staaten von Regierungen getrieben wird, die keinen Wert mehr darauf legen, vor Europa als Repräsentationsorgane von Kulturvölkern angesehen zu werden. Im Grunde haben die weltgeschichtlichen Ereignisse längst die engherzigen nationalen Streitigkeiten der Balkanvölker miteinander durch das Aufwerfen anderer und einzig wichtiger Probleme zur Nebensächlichkeit herabgedrückt. Für keinen unbefangenen wirtschaftlich-politischen Beobachter kann noch ein Zweifel darüber bestehen, daß die Zeit für eine balkanische Union gekommen ist. Der Balkan kann seine Stellung in Europa und in der Welt überhaupt nur dann zu einer ihm entsprechenden machen, wenn er Schluß macht mit dem Irrtum, daß es verschiedene Interessen auf dem Balkan gibt. Es gibt zwar verschiedene Interessen der herrschenden Klassen, aber nur ein einziges wahres Volksinteresse, das ist: der friedliche Ausgleich der historischen Reibungen und die Pazifizierung der nationalen Ehrgeize, die sich vor allem in einer loyalen, innerhalb einer Balkan-Union sich als selbstverständlich ergebenden Eingliederung der Minderheiten in die jeweiligen kulturellen Staatseinheiten (die ja als Volksgemeinschaften nicht verschwinden werden) auswirken muß.

So wie die Zersplitterung des Balkans heute im Innern von allen jenen ausgenutzt wird, die mit dem Verrat an Menschen und Menschentum Kriegsgeschäfte machen, so ist sie auch für die übrigen Geschäftspolitiker Europas ein Spekulationsobjekt, das eine ständige Gefahrenquelle für den Europa-Frieden bedeutet.

Der Balkan kann sich Europa gegenüber nur durch eine einheitliche Repräsentanz und durch einen einheitlichen Willen durchsetzen. Er muß und kann sich seinen inneren Störenfrieden gegenüber eine Instanz schaffen, die als Exekutivorgan eines Balkanbundes die Macht und das Recht hat, aus dieser im Kampf zerrissenen Völkergemeinde eine Art kleinen Völkerbund zu errichten. Ob das nur mit Hilfe des großen Völkerbundes möglich ist, muß dahin gestellt

bleiben. Dieser ist meines Erachtens nach noch viel zu jung und viel zu sehr mit den kapitalistischen Traditionen seiner Gründer belastet, um seinem Namen bereits den wirklichen Inhalt zu geben. Der Balkan wird sich wohl nur selber helfen können und nur dadurch, daß in allen seinen Ländern Männer und Parteien an die Regierung kommen, deren Programm nicht auf die Erhaltung kapitalistisch-nationalistischer Absonderung abzielt, sondern die Schaffung einer in allen Staaten gleichen sozialen Grundlage zur Förderung erhebt. Erst wenn diese Basis überall vorhanden ist, wird die Möglichkeit eines friedlichen Balkans, der keine politischen Meuchelorde und Polizeitorturen kennt, in die Nähe der Erfüllung gerückt sein.

Dr. Manfred Georg

## 10 Jahre rumänische Okkupation in Bessarabien

### Deklaration der bessarabischen Emigration in Österreich

Zehn Jahre sind vergangen, seit Bessarabien von rumänischen Truppen besetzt wurde. Aus der »zeitweiligen Besetzung zur Sicherung der Lebensmittelfuhr für die rumänische und russische Armee an der rumänischen Front«, von der die erste Deklaration Gen. Presans, des Hauptkommandierenden der Okkupationstruppen sprach, wurde eine »freiwillige Vereinigung Bessarabiens mit dem rumänischen Mutterlande auf Grund des Selbstbestimmungsrechtes der Völker«.

Dieses Selbstbestimmungsrecht soll durch den sogenannten Staful Zerii ausgeübt worden sein. Es war dies ein Organ, eingesetzt von den moldawanischen Abteilungen der russischen Armee, zur Vorbereitung und Durchführung freier Wahlen für den Landtag eines autonomen Bessarabiens innerhalb des Staatsverbandes des russischen Reiches. In diesem willkürlich zusammengesetzten provisorischen Organ wurde der moldawanischen Volkspartei, die bei den Wahlen zur Konstituante Rußlands 3% aller bessarabischen Stimmen auf sich vereinigte, 70% der Mandate vorbehalten. Aber selbst dieses auf so merkwürdige Art gebildete Organ konnte nur mit Hilfe des von den Okkupationstruppen proklamierten Standrechtes und nur sehr schrittweise die »Vereinigung mit dem Mutterlande« vollziehen. Wenige Tage nach dem Einmarsch der russischen Truppen, am 24. Jänner 1918, beschloß der Staful Zerii, Bessarabien sei eine autonome Republik, am 27. März 1918 wurde Bessarabien als autonome Provinz an das Königreich Rumänien angeschlossen, und am 25. November beschloß der Staful Zerii die bedingungslose Vereinigung mit Rumänien und verzichtete auf die Autonomie Bessarabiens! Diese »denkwürdige« Sitzung fand unter dem Schutze der Bajonette der Okkupationstruppen statt und wurde durch die merkwürdige Erklärung des Vorsitzenden Stere eingeleitet, alle jene Minderheiten, die gegen die Vereinigung stimmen würden, müßten beseitigt werden. Die Vertreter des Bauernbundes, der Massenorganisation der bessarabischen Bauernschaft, etwa 85% der Bevölkerung, die Vertreter der Minderheiten, wieder etwa 52% der Bevölkerung, protestierten gegen den ungesetzlichen Beschluß. Das »Selbstbestimmungsrecht« triumphierte, und die unbequemen Deputierten des Staful Zerii wurden wenige Tage später erschossen und ihre Leichen in den Dnjester geworfen.

Die bessarabische Bevölkerung war von dieser Vereinigung mit dem Mutterlande wenig erbaut. Früher hatte man ihr die Besetzung durch die rumänischen Truppen als eine zeitweilige schmackhaft zu machen versucht. Daß dieses nicht gelang, davon zeugt die Unterstützung, die die Bevölkerung den russischen Truppen überall dort zuteil werden ließ, wo sich diese dem rumänischen Vormarsch entgegenstellten; davon zeugen die lokalen Aufstände jener Zeit. Die Stimmung der Bevölkerung wurde in Telegrammen des Kischinewer französischen Konsuls an den Gesandten in Jassy und des italienischen Gesandten an den italienischen Konsul in Odessa als eine sehr gefährliche bezeichnet und die Notwendigkeit von Verhandlungen mit der russischen Regierung hervorgehoben, da die Okkupation bloß eine zeitweilige militärische Operation und kein Akt der internationalen Politik sei...

Nach vollzogenem »Anschluß« erhob sich ganz Bessarabien in zahlreichen Aufständen, die mit allen Mitteln der Kriegskunst, Bomben, Kanonen und Giftgasen, unterdrückt wurden. Bei dieser Durchsetzung des »Selbstbestimmungsrechtes« schlachteten die rumänischen Truppen in den Jahren 1918 bis 1924 nach rumänischen Angaben 15.514 Bessaraber, Männer, Frauen und Kinder, hin. Allein nach dem Chotiner Aufstand wurden 11.000, nach dem Tatar-Bunarer 1300 Per-

sonen hingemordet. Die englische Militärmission Mac Lorens berichtet von fürchterlichen Greueln und schildert in den lebhaftesten Farben die fürchterlichen Leiden der bessarabischen Bevölkerung, bevor sie sich zum Aufstand entschloß.

So der »freiwillige« Anschluß.

Und seine Früchte?

Bessarabien ist ein Paschalik für besondere Protégés der regierenden rumänischen Oligarchie geworden. Ihre Korruption und Gewalttätigkeit macht die Lage Bessarabiens unerträglich. Ein Mann, der zweimal wegen Veruntreuung von Staatsgeldern schwere Gefängnisstrafen erhielt, wurde zum Direktor des Landwirtschaftsressorts bestellt, und von 14 neuen Schulinspektoren waren 12 wegen verschiedener Verbrechen vorbestraft. Die leiseste Opposition bringt ins Gefängnis, und die Methoden der Untersuchung sind so wirkungsvoll, daß sogar die Siguranza nicht umhin kann, die Ueberlebenden, weil kräftigen Verhafteten für Monate ins Spital zu bringen.

Die Wirtschaft des Landes liegt darnieder. Früher exportierte das Land mehr als 62% seiner Getreideproduktion, was ihm 100 Millionen Rubel jährlich einbrachte. Zwei Millionen Pud Obst, 7 Millionen Wedros Wein gingen alljährlich nach Innerrußland. Der Getreideexport stockt, für Obst und Wein fehlt dem Lande jeder Absatzmarkt. Der Kontrabandhandel mit Rußland bietet da nur einen sehr mangelhaften Ersatz.

Der Handel erstickt. Unerträgliche Steuerlasten und das herrschende Bakschischsystem geben ihm den Rest. Die kleinen Kaufleute in den Städten greifen zum Mittel der Protestdemonstrationen, der Streiks. Die übrigen Schichten der städtischen Bevölkerung, namentlich die Arbeiterschaft, deren gewerkschaftliche Organisationen aufgelöst wurden, verkommen in Not.

Am schlimmsten ist wohl die Lage der Bauernschaft. Vor der Agrarreform besaßen 2½ Millionen Bauern 57% des Landes, ein kleines Häuflein von Großgrundbesitzern 30% desselben. Die Reform hat wohl den Landbesitz der Großgrundbesitzer von 30 auf 20% verringert. Die Statistik weist sogar eine Steigerung des Prozentanteiles der Bauernschaft an der gesamten Landfläche von 57 auf 66% auf. Die »Bauern«, die den Boden erhielten, sind aber vorwiegend rumänische Kolonisten oder agrarische Offiziere, Siguranzagenten oder sonstige Spekulanten. Die im Jahre 1917 aufgeteilten Staatsländereien mußten die Bauern unter dem Druckmittel der Strafexpedition wieder herausgeben. Zum Boden- und Absatzmangel gesellt sich der drückendste Mangel an lebendem und totem Inventar. Dieser hat Mißernte und in jedem Jahr in immer neuen Bezirken des Landes Hungersnot zur Folge. Um sich auch nur mit Mais nähren zu können, ist die Bauernschaft auf die Unterstützung von Wucherern angewiesen. Für ihre Hilfe müssen jährlich 120 bis 200% an Zinsen bezahlt werden. Der Staat treibt seine Steuerforderungen nicht weniger rücksichtslos ein, als der Wucherer die seinigen. So muß der Bauer schließlich von Haus und Hof.

Die Armut des Landes und seine schlechte Verwaltung fördern die Verbreitung fürchterlicher Krankheiten: Skorbut und Typhus. Wer kann, flieht aus dem unglücklichen Lande. Von 1917 an sind etwa 400.000, fast 15% der gesamten bessarabischen Bevölkerung, aus dem Lande geflüchtet.

Das Schulwesen des Landes liegt darnieder. Die Minderheitenschulen wurden geschlossen. In den Schulen darf nur rumänisch gesprochen werden. Der Erfolg des Unterrichtes ist deswegen bei den Minderheitenschülern gleich Null. In den Dörfern fehlt es an Lehrern. Die besten unter ihnen sind bei der »Pazifizierung« des Landes hingemordet

worden. Der Analphabetismus breitet sich in erschreckender Weise aus.

Das sind die Erfolge bojarischer Verwaltungskunst in dem vor zehn Jahren »selbstbestimmten« unglücklichen Bessarabien. Ein rumänischer Abgeordneter, der Volksparteiler Alexandri, gelangt bei Besprechung der Lage in Bessarabien zu dem elegischen Schlusse, Bessarabien würde, wenn es die Möglichkeit hätte, sich an jeden beliebigen Staat anschließen, nur nicht an Rumänien. Skorbut und Siguranza herrschen im Lande, Europa aber schweigt.

### Resolution

Die heute am 22. Januar 1928 in Wien stattfindende Versammlung der bessarabischen Emigranten in Oesterreich stellt nach Besprechung der durch die zehnjährige rumänische Okkupation Bessarabiens geschaffene Lage Folgendes fest:

Der durch die Okkupation verursachte ökonomische, soziale und kulturelle Zusammenbruch Bessarabiens, die vollständige Verarmung der breiten Bauernmassen, sowie aller arbeitenden Klassen Bessarabiens, ist das Ergebnis der Gewalt- und Plünderungsmethoden der rumänischen Imperialisten. Bessarabien, einst eines der blühendsten Gebiete des früheren Rußland, ist dank der Kolonialpolitik der rumänischen Räuber vollständig ruiniert.

In den Jahren der Okkupation hat die Bevölkerung ungeheure Opfer gebracht. Zehntausende mutiger Vorkämpfer der arbeitenden Klassen Bessarabiens sind hingerichtet worden.

Die Bevölkerung Bessarabiens hat nie anerkannt und wird nie anerkennen weder den rumänischen Raub, noch dessen Ratifizierung durch die imperialistischen Mächte, die über das Schicksal Bessarabiens zu verfügen versuchen und die Bessarabien als militärische Basis des künftigen Krieges gegen die Sowjetunion, den sie vorbereiten, betrachten.

Für die arbeitenden Massen Bessarabiens ist die Sowjetunion das Vaterland, die rumänische Okkupation aber eine vorübergehende Erscheinung, und sie sehen als einzigen Ausweg aus der durch die zehnjährige rumänische Okkupation geschaffenen ökonomischen, sozialpolitischen und kulturellen Sackgasse nur den möglichst raschen Anschluß an die Familie der Arbeitenden der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken.

#### Die bessarabischen Emigranten in Oesterreich

### Fragmente aus der neunjährigen Herrschaft der großserbischen Machthaber

Neun volle Jahre sind bereits seit dem Tage der Proklamierung der »Vereinigung« des Versailler und Saint Germainer Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen verflossen. Neun Jahre der blutigen Reaktion, des weißen Terrors, des Gewehrkolbens und der Peitsche für die Arbeiterklasse des »vereinigten« Königreiches, für die »befreiten« Völker der neuen Provinzen und der nationalen Minderheiten unter der Herrschaft der serbischen Dynastie Karageorgević.

Das Fazit der neunjährigen Unterdrückungspolitik der großserbischen Machthaber ist in zwei Tatsachen zusammenzufassen: im völligen wirtschaftlichen und politischen Zusammenbrüche. Und keine einzige Maßnahme, woher sie auch kommen mag, kann den Zerfall des »vereinigten« Königreiches hindern. Vom ersten Tage der Vereinigung an ließ die serbische herrschende Bourgeoisie ihren im voraus berechneten Plan nicht außer Acht: die absolute politische, kulturelle und wirtschaftliche Unterordnung der übrigen Provinzen unter ihr Kommando. Die Tagesparole lautete: der konsequenteste »Zentralismus« der Staatsverwaltung. Bei geschickter Ausnützung der unmittelbar nach dem Ende des Weltkrieges und dem Zusammenbrüche der österreichisch-ungarischen Monarchie herrschenden Stimmung der in diesen Gebieten wohnenden Bevölkerung und unter Führung ihrer eigenen Bourgeoisie und der sozialdemokratischen Führer im Zagreber Volkerat, setzte für die serbische herrschende Bourgeoisie mit dem 1. Dezember 1918\*) die erste Etappe ihres Planes ein. Schon von diesem Tage an bis zur Herbeiführung der Vidovdaner-Verfassung im Juni 1921, hatten sich bereits die Früchte der Politik der herrschenden serbischen Bourgeoisie tief und blutig in das Fleisch und Leben der Arbeiterklasse und das der unterdrückten nicht-serbischen Nationen des »vereinigten« Königreiches S. H. S. eingeschrieben.

Durch das blutige Ersticken des Aufstandes im Sandshak und in Westmazedonien, durch die Bartholomäus-Nacht am heiligen Abend von 1918 und den blutigen Reigen, der diesem historischen Ereignis als Antwort — auf die Erhebung der montenegrinischen Bevölkerung, die eine solche »Vereinigung«, wie sie Belgrad wollte, ablehnte — folgte; durch blutige Feldzüge gegen die kroatischen Bauern (1920), die sich gegen das Abstempeln ihrer Pferde seitens der Militärbehörde widersetzen und schließlich durch das Verbot und die Auflösung der Kommunistischen Partei durch die famose »Obznana«, Ende 1920, und zahlreiche andere Gewaltmaßnahmen, war die erste Etappe und Periode der großserbischen Bourgeoisie und Alexander Karageorgević's in der »parlamentarisch-verfassungsmäßigen« Monarchie S. H. S. erfüllt...

Durch die Annahme der Vidovdaner-Verfassung am 29. Juni 1921 wurde definitiv der Belgrader Zentralismus und seine hegemonistisch-militaristische Politik sanktioniert. Die »Obznana«, das Verbot der Kommunistischen Partei und der gleichzeitige Terror gegen die Arbeiterklasse riefen eine ungeheure Empörung in den Reihen der Arbeiterklasse hervor und gaben Anlaß für das erfolglose Attentat des Woiwodinaer Arbeiters Stejić auf König Alexander. Eine neue Reaktionswelle, die diesem Attentate folgte, führte zu einem entsetzlichen Terror, zu neuen Verfolgungen, zur Annullierung der 59 kommunistischen Parlamentsmandate und zu einem großen politischen Prozesse gegen das Zentral-Komitee der Kommunistischen Partei, wobei das Regime die Bestrebung hatte, die Kommunistische Partei für das Attentat auf den König verantwortlich zu machen. Der Prozeß zeigte das Gegenteil. Das Gericht fällte mehrere Jahrzehnte Zuchthausstrafen, ohne ein Keimchen von Beweisen vorzulegen, andererseits aber wurde das Regime in seiner richtigen Farbe demaskiert und beleuchtet.

Die zweite Etappe hatte ihren Ausgangspunkt mit der Inkraftsetzung der Vidovdaner-Verfassung und des berichtigten Staatsschutzgesetzes (Herbst 1921). Die zeitweilige wirtschaftliche Konjunktur im Lande ermöglichte dem Regime seine Klassen und politische Positionen zu stärken. Nachdem das Regime die Arbeiterklasse entrechtete und ihre Vorhut in die Illegalität drängte, wurde auch die soziale Reaktion wahrnehmbar, beziehungsweise die Offensive des »vereinigten« Kapitalismus auf der ganzen Linie. Eine ganze Reihe von blutigen Streiks erschütterte das Land. Diese Lage führte u. a. zu dem tödlichen Attentate auf den Innenminister Drašković, der im Kurort Delnice von dem jugendlichen Arbeiter Alija Aliagić erschossen wurde.

In der Zwischenzeit bereiteten die Belgrader Machthaber den neuen Plan der Offensive gegen die kroatische republikanische Bauernbewegung vor. Sie wurde auf Grund des Staatsschutzgesetzes verboten. Die Leitung der kroatischen republikanischen Bewegung, mit Stephan Radić an der Spitze, kapitulierte schamlos vor den Belgrader Unterdrückern; sie hat die Bewegung, die Massen und die Idee der Selbstständigkeit Kroatiens schwächlich verraten. Trotz dieser Maßnahmen gegen die Arbeiterklasse und gegen die kroatische Bauernschaft gelang es nicht, jene »Gefahren« und die Katastrophe, welchen das »vereinigte« Königreich sich entgegen setzt, zu lösen oder zu entfernen. Die Idee des Republikanismus und Kommunismus läßt sich nicht durch Kolben, Peitsche und Zuchthaus vernichten. Beide sind das Produkt der sozialen und Klassenbeziehungen und ihrer Gegensätze. Sie lösen und wirken sich aus in ihrer Höhe oder Schwäche, von diesen determiniert. Von diesem ausgehend, kann man fest behaupten, daß die beiden Ideen heute im ganzen Lande, trotz aller Verfolgungen, dank der objektiven Bedingungen und des dort herrschenden Terror-Regimes, die breitesten Wurzeln faßt.

Heute fragen sich bereits zahlreiche begeisterte Anhänger der Vereinigung von 1918: wo und wie weit gehen die großserbischen Machthaber zu gehen? Der schwere und unerträgliche Druck der Unterdrücker hat das Seine geleistet...

Das erste Budget des »vereinigten« Königreiches, das 15 Milliarden Dinar betrug, stieg nach 9 Jahren auf 14 Milliarden Dinar, unter gleichzeitiger Berücksichtigung der Distrikt-Selbstverwaltungs-Steuerbelastung. Die Arbeitslosigkeit steigt, das Gespenst des Hungers beherrscht bereits ein Drittel des Landes. Mit dem Entstehen des Staates wurden — eine Rekordzahl — 27 Regierungen gewechselt! Tatsachen, die krasse Beweise von der Unstabilität der Monarchie S. H. S. aufzeigen. Dazu die im vollen Umfange entstandene Agrarkrise. Der Todespunkt der Industrie und ihr Rückgang sind die natürlichen Begleitumstände so einer Lage. Auf der anderen Seite haben die

ungeheure Steuerlast, insbesondere die indirekten Steuern, die bereits durch die bewaffnete Gewalt gehoben werden, die enorm hohe Zahl von 4 Milliarden Dinar nur der Bauernschulden, die Mehrheit der Bevölkerung völlig ausgeraubt und zugrunde gerichtet. Zu all diesem kommen noch die Elementarkatastrophen hinzu, wie: Uberschwemmungen und Dürre, die das Bild noch vervollständigen.

Es wird nun ein Ausweg gesucht. Das Regime fühlt, daß das Gebäude ins Schwanken geraten ist. Es findet den Ausweg in dem immer stärker werdenden Druck von oben, in immer brutalerer und rücksichtsloserer Anwendung ihrer Diktatur. Wohin, in welcher Richtung? in den Krieg, in die Revolution?...

Die äußerst verwickelte außenpolitische Lage ist ein Reflex und entspricht der Lage im Innern des Landes. Die vrvovistischen Attentate in Serbisch-Mazedonien und die akute Kriegsgefahr auf dem Balkan haben noch weiter

den Kurs der Diktatur und der Reaktion verschärft. Die Machthaber bereiten sich auf ein neues Kriegsabenteuer vor und deshalb benötigen sie, um die »Aufmerksamkeit der Massen abzulenken, neue Entdeckungen auf dem Gebiete der »kommunistischen Verschwörungen«. Daher folgen die Massenverfolgungen und mittelalterlichen Folterungen in Belgrad; daher der Angriff auf die unabhängigen Gewerkschaften in Belgrad, Zagreb und im ganzen Lande; daher hunderte und hunderte unschuldig verhaftete, niedergeprügelte, erschlagene und getötete Mazedonier, die mit den Henkern der bulgarischen Werkstätten nichts gemeinsam haben!

Es dauert nicht mehr lange! Auf den Trümmern der »vereinigten« Monarchie, die im vollen Zerfallen begriffen ist, entsteht die blutige Geburt der dritten Etappe — die Abrechnung und der Endsieg der Werkstätten über ihre Unterdrücker.

Dimitrije Jovanović

## Der Leidensweg des mazedonischen Volkes

### Mazedonien klagt an . . .

Wir bringen mit Genugtuung und ohne Kommentar den uns zugeschickten Appell der mazedonischen Bürger als ein Dokument der blutigen Unterdrückungspolitik der großserbischen Machthaber aus Belgrad.

Die Red. „La Fédération Balkanique“.

#### Appell,

gerichtet an die Redaktionen: „Novosti“, „Rad“, „Odjek“, „Reč“, und „Politika“ in Belgrad; „Borba“, „Dom“, „Obzor“ und „Rijec“ in Zagreb; „Rejec Radnika i Seljaka“ in Osijek; an die Zeitschriften-Redaktionen: „Knjizevni Glasnik“, „Misa“, „Buducnost“ in Belgrad, „Nova Europa“ und „Knjizevna Republika“ in Zagreb; an die Rektoren der Universitäten von Belgrad, Zagreb und Ljubljana; an die parlamentarischen Abgeordnetenkörper des Bauernbundes und der Bäuerlich-Demokratischen Koalition; an den Präsidenten der Skuptschina; an die Abgeordneten: Svetozar Pribicevic, Dr. Sekula Drljevic, Stepan Radic, Nastas Petrovic, Ljuba Davidovic, Jovan Jovanovic und Milan Grol; den im öffentlichen Leben stehenden Männern: Slobodan Jovanovic, Dragoljub Jovanovic, Jasa Prodanovic, Dragisa Vasic, Miroslav Krleza, Antun Trumbic und Bezala.

Die letzten Ereignisse in Mazedonien und die augenblicklichen Vorgänge zwingen uns, uns an Euch zu wenden, indem wir an Euch diesen Appell richten, in der Erwartung, daß Ihr für die Rettung der mazedonischen Bevölkerung von der dort herrschenden Gewalt eintreten werdet.

Mazedonien leidet. Was sich dort abspielt, ist nicht mehr erträglich. Es ist eine Zeit, in der wir nicht wissen, ob wir vom Schlafen wieder erwachen werden oder nach dem Erwachen in ewigen Schlaf eingehen.

Das Volk befindet sich in einer verzweifeltten Lage. Protogeroff schickt seine Tscheten, um Attentate auszuführen, wobei die Folgen fast immer die unschuldigen Mazedonier zu spüren bekommen: das heutige Regime nützt jeden Versuch eines gelungenen oder nicht gelungenen Attentats aus, um einen immer stärkeren Terror in immer verschärfterer Weise anzuwenden. Ueber die Verschacherung unserer eigenen Haut wagt der Streit. Nur die Mazedonier leiden dabei, obwohl sie für keine Seite Partei ergreifen, sondern die Arbeit der einen wie der anderen verurteilen.

Wir schwiegen und hielten für wahr genug aus. Wir glaubten, daß die wechselnden Regierungen ihre Aufmerksamkeit auf die verödete und zugrundegerichtete Provinz lenken würde. Von Tag zu Tag wird es jedoch schlimmer. Das schlechteste Menschenmaterial wird hierher geschickt, dessen einzige Aufgabe darin besteht, sich auf Kosten der ausgeraubten Mazedonier zu bereichern. Den Ausnahmen gebührt unsere volle Achtung, aber sie sind sehr selten zu finden.

Auch dieses kommende Jahr bringt uns nichts Besseres. Anstatt im Jahresbudget Ausgaben, die für Mazedonien tatsächlich notwendig wären, vorzusehen, sind ungeheure Erhöhungen der Ausgaben für die sogenannte »öffentliche Sicherheit im Süden«, das heißt für die Polizei und Gendarmerie festgesetzt worden. Obwohl bereits die Zahl der Gendarmen in Mazedonien auch jetzt sehr groß ist, entfallen nach den Ausführungen von Pribicevic von 15000 Gendarmen im ganzen Lande auf Mazedonien allein 10000 Gendarmen.

Wir haben alle Hoffnung verloren, daß sich die Regierung daran erinnern wird Mazedonien zu helfen, denn alles, was sie bisher vornahm, geschah auf unsere Kosten. In manchen Blättern wird öfters davon geschrieben, daß in Mazedonien alles gut sei. Diese Artikel kommen von Leuten, die der Regierung und dem Regime nahe stehen, denen es

auch tatsächlich gut geht. Wird aber irgendwo ein Artikel von heimischen Leuten geschrieben, in welchem die Lage im Süden gepriesen wird?

Wir wollen nicht nach den Schuldigen fahnden, wir klagen niemanden an. Wir wollen lediglich, daß alle fortschrittlichen Elemente Interesse für das Schicksal dieser unglücklichen Provinz zeigen. Denn hier wird systematisch das Schlechte bevorzugt. Leute, welche die Mazedonier gut behandeln, werden versetzt, an ihre Stelle kommen andere, die vor nichts Halt machen, um nur dem heutigen Regime sich als servil zu bewähren. Man würde fordern solche zu nennen; es ist nicht möglich, weil es so viele sind. Es könnten nur die Ausnahmen erwähnt werden. Das größte Uebel sind Polizei und Gendarmerie. Die Gendarmen sind manchmal mächtiger als die Bezirkshauptleute, größer sogar als selbst der Präfekt. Man gewinnt den Eindruck, daß sie von den höheren Organen die Befehle erteilt bekommen haben, ihre blutige Arbeit noch grausamer durchzuführen.

Damit dies alles nicht als Uebertreibungen erscheine, wollen wir die Tatsachen sprechen lassen.

Schon vor dem letzten Attentat wurden die Bauern auf staatliche Zwangsarbeit und zur Verfolgung gegen die Komitadjis kommandiert. Seit dem Monate Oktober d. J. herrscht an allen Orten ein richtiger Ausnahmezustand. Sämtliche Dörfer von Kumanovo an, bis Stip und Gvgeli, haben die furchtbare Peitsche der Polizeigewalt gespürt. Die Bauern werden aufgefangen wo man sie findet, und werden auf die Treibjagd abgeführt. Es wird ihnen nicht erlaubt Kleider und Nahrung mitzunehmen, sondern sie müssen tagelang, hungrig und der Kälte ausgesetzt, herumziehen. In allen Orten werden täglich 50 bis 100 Leute zu Treibjagden befohlen. Einige von ihnen bewachen das Dorf und die Gemeinde, andere wieder die Straßen und die Eisenbahn, und die dritten gehen auf die Jagd gegen die Komitadjis, ob es welche gibt oder nicht. Bei diesen Treibjagden gehen die nur mit Stöcken bewaffneten Bauern voran, und die mit Gewehren und Bomben bewaffneten Gendarmen folgen ihnen.

Diese »freiwillige« Miliz geht durch Hunger, Kälte und Müdigkeit zu Grunde. Die Bauern müssen tagelang auf der Wache oder auf der Treibjagd verweilen, nackt und barfüßig, weil sie für diese Arbeit keine warme Kleidung haben. Nach den Meldungen der Zeitungen wurden einige Menschen aus der Miliz, die das Bahngleise hüteten, erfroren aufgefunden. Unser Erstaunen war aber groß, als dieselben Zeitungen diese Meldung einige Tage später demontierten. Wir sind sicher, daß das auf Befehl einer »höhen« Persönlichkeit geschah, denn nicht nur, daß die Meldung auf Wahrheit beruhte, überstieg die Zahl der Erfrorenen sogar die der gemeldeten, denn es waren über 50 Erfrierungsfälle. Der Tod einiger war wirklich schrecklich. So hat der Zug den Bauern Traiko Lakae, der in der Nähe von Veles vor Müdigkeit und Kälte eingeschlafen war, überfahren und zu Tode gerädert. Zwei andere hatten dasselbe Schicksal auf dem Geleise Gradsko-Krivolak.

Die Gefängnisse sind überfüllt. Tausende unschuldige Mazedonier verkommen in den Kasematten. Monatlang liegen sie in der Untersuchungshaft. In Strumitza besteht irgend ein »Komitee für den Nationalschutz«, in welchem neben einem Polizei- und einem Militärspion noch zwei



Rechtsanwälte, der Chef des Monopols, der Schulrat und der Direktor des Gymnasiums Dzamouja sitzen. Auf das Verlangen dieser »Gesellschaft« wurden über 50 unbescholtene Mazedonier verhaftet, darunter einige angesehene Kaufleute, welche das »Verbrechen« begangen hatten, von einigen Herren dieser »Gesellschaft« die Rückzahlung einiger Schulden zu fordern. Hier war auch ein Mädchen, welches der Militärspion verhaften ließ, weil sie auf seine Vorschläge nicht einging. Unter den Verhafteten waren auch die geschiedene Frau des Polizeispions und ihre Mutter. Alle drei wurden als Helfershelfern der Komitadjis verhaftet. Nach der Untersuchung mußten über 40 von ihnen und die drei Frauen auf freien Fuß gesetzt werden, da gar kein konkreter Beweis gegen sie aufzutreiben war.

Es ist unmöglich, alles, was mit den Bauern geschieht, zu erzählen. Sie werden verhaftet und geprügelt, wo man sie nur findet, die Mädchen werden von den Gendarmen vergewaltigt — solche Fälle geschahen in den Dörfern von Skopska Crna Gora (die Umgebung von Skopje). Von diesem Fall wurde auf einer Konferenz der demokratischen Partei in Skopje gesprochen, wo ein Redner unter anderem auch dieses sagte: »Wenn es so länger dauern wird, werden wir alle in die Berge gehen müssen«. In der Umgebung von Stip sind viele Dörfer fast entvölkert und in der Umgebung von Kumanovo fliehen viele Bauern in die Stadt, um dort eine Zuflucht gegen den Terror der Gendarmerie zu finden. In den Gefängnissen geht man inquisitorisch vor. Von Schlägen und Folterungen gibt es Tote und Wahnsinnige. So wurde einer im Gefängnis zu Skopje auf den Rücken geschlagen, damit er sein Geschlechtsorgan in die Hand nehmen soll; einem anderen wurden die Hoden mit einem besonderen Marterwerkzeug gepreßt. Im Gefängnis von Strumitza hat man zwei verhaftete Bauern gezwungen, auf der Glut zu tanzen, bis sie vor Schmerzen in Ohnmacht fielen. Im Skopjer Gefängnis ist einer vor Schlägen verrückt geworden; ein anderer mußte 2 Monate im Krankenhaus liegen. In Veles wurde der Fleischhauer Stevan Bosota so mißhandelt, daß er auf einer Tragbahre nach Hause befördert wurde, nachdem er einen Monat unschuldig im Gefängnis gehalten wurde. Es gibt unzählige solche Fälle, die wir nicht anführen dürfen, da sich die Betroffenen noch in den Gefängnissen befinden.

Wir sagten, daß wir unseres Lebens nicht sicher sind. Das Leben eines Mazedoniers hat für die hiesige Gendarmerie und Polizei nicht einmal den Wert des Lebens eines Hasen. Hier einige Beispiele:

1. Ueber den Mord an Misha Mihajloff und dessen Sohn brachten die Zeitungen nur jenes vor, was die Behörden befohlen hatten, zu schreiben. Es ist aber in ganz Mazedonien bekannt, daß die beiden Ermordeten von den Banditen Kalamatieffs von daheim weggeschleppt wurden und auf der Chaussée nach Carevo Selo ermordet wurden. Es gibt Augenzeugen, die diesen ganzen Meuchelmord gesehen haben. All dies beweist auch die Tatsache, daß die Polizei keinen Finger gerührt hat, die Mörder ausfindig zu machen.

2. In Gevgeli wurde der angesehene Mazedonier und ehrliche Bürger Rista Gligosijevic ermordet. Auch über diesen Mord haben die Behörden gemeldet, daß es sich um eine Missetat des Mazedonischen Komitès handelt, wobei sie nichts unternahmen, die »Attentäter« ausfindig zu machen.

3. Am 29. Dezember 1927 wurde in Negotin der Bäcker Gjorgje Angusevic vor seinem Haustor ermordet. Einige Tage vor seinem Tod geriet der Ermordete in einen Konflikt mit einem Gendarmeriegefreiten, der ihm damals zurief: »Du wirst mich schon im Gedächtnis behalten«. Nach den Mördern wurde auch hier nicht gesucht.

4. Am 3. Dezember 1927 hatten die Gendarmen im Dorfe Roz den angesehenen Bauern Rista Komitoff zu sich in die Gendarmeriekaserne berufen. Dort versuchten sie ihn zu erwürgen. Später, als sie vom Alkohol berauscht waren, änderten sie ihren Plan, erstachen ihn mit ihren Bajonetten und warfen seine Leiche in seinen eigenen Hof. Die Bauern konnten nach den Blutspuren feststellen, daß er aus der Gendarmeriekaserne gebracht wurde.

5. Im Dorfe Dren wurden zwei Bauern ermordet. Die Mörder wurden nicht gesucht.

6. Im Dorfe Zivelje wurde Sava Gjorgjeff ermordet.

7. Im Dorfe Susica wurde Dona Traikoff ermordet.

8. Im Dorfe Alekince wurde Jane Stojceff ermordet.

Von all diesen drei zuletzt angeführten Morden weiß man, daß sie das Werk von Gendarmen sind.

9. Den jugendlichen Toma Kujundschieff aus Strumitza haben die Gendarmen unterwegs, beim Transport vom Gericht ins Gefängnis, ermordet.

10. Der Schneider Mone Geramoff aus Stip wurde auf dem Wege von Carevo Selo nach Stip ermordet. In Carevo

Selo wurde ihm gesagt, daß man ihn nach Stip in sein Haus führt, man gäbe ihm nur einen Gendarmen mit, der ihn beschützen soll. Gleichzeitig wurde auch ein anderer Gefangener »befördert«.

11. In derselben Weise wurde auch während des Transportes nach Carevo Selo ein junger Bursche, dessen Name nicht auszuforschen war, ermordet.

12. Ein junger Mann aus Stip wurde verhaftet, als er aus Bulgarien zurückkam. Der Bezirkshauptmann erklärte einige Tage später seinen Eltern: »Er ist nicht mehr euer Sohn, Gott hat ihm verziehen«.

13. Die »Vreme« brachte die Nachricht, daß auf dem Transport vom Bahnhofe nach der Stadt Kumanovo, der Gefangene Saldija Saldjevic von einem Gendarmeriewachtmeister auf der »Flucht erschossen« wurde. Dabei war der Unglückliche mit Ketten gefesselt, der Platz, wo der Betreffende ermordet wurde, ist ganz frei, einige Schritte von der Kaserne. Augenzeugen sahen, wie ihn der Gendarm erschoss.

Wir haben in ganz kurzen Zügen die Lage in Mazedonien geschildert. Sie ist noch viel schlimmer. Die Zahl der Ermordeten ist viel größer, es ist aber unmöglich, die Namen aller Ermordeten zu erfahren, da die Dörfer und Städte fast blockiert sind und die Bauern aus Angst nicht alles zu erzählen wagen. Es gibt viele unbekannte Opfer, deren Leichen verscharrt sind, und niemand konnte ihre Identität feststellen, denn hier ist es bereits ein Delikt, sich über einen Ermordeten zu erkundigen.

Wie in den Dörfern gearbeitet wird, illustriert folgendes Beispiel am besten: Nach dem Attentat in Alexandrovo wurde das Dorf so blockiert, daß sogar das Vieh drei Wochen nicht auf die Weide gelassen wurde. Eine Frau, die in diesen Tagen starb, konnte während der ganzen Zeit nicht begraben werden.

Alle diese Tatsachen könnte eine unvoreingenommene Enquete feststellen.

Wir wiederholen, daß wir die Schuldigen nicht suchen, ja sogar auch keine Anklage gegen sie erheben, obwohl wir dazu das Recht haben. Wir wollen lediglich, daß man uns unser Leben sichert, wenigstens soweit, daß wir nicht morgen infolge der Polizeiwilkkür im Kerker sitzen oder nach soviel Leiden unter der Erde uns ausruhen können.

Wenn es keine andere Hilfe gibt, soll man ein allgemeines Abschlichten anordnen, damit einmal Schluß mit all diesen Leiden sei, die wir erleben. Dann werden die Protogeroffleute und die Polizei von Vukicevic beruhigt sein. Wir aber sind ruhige mazedonische Bürger, Opfer dieser »Abrechnungen«.

Zum Schlusse fügen wir hinzu, daß wir ursprünglich eine Deputation in die Skuptschina absenden wollten, die dort alle diese Tatsachen vorlegen sollte. In der Erkenntnis, daß keiner dieser Deputierten, wenn sie zurückkehren würden, am Leben bliebe, wählten wir diesen Weg und hoffen, daß Sie sich unserer Leiden annehmen werden und dieser unerträglichen Lage ein Ende machen.

Eine Gruppe Mazedonier

## Das Regime in den jugoslavischen Gefängnissen

(Aus Briefen von politischen Gefangenen.)

Die Osijcker Zeitung »Rječ Radnika i Seljaka« vom 14. Jänner veröffentlicht unter dem Titel »Hilfeschrei aus der Belgrader Glavniata« den folgenden Brief eines jungen eingekerkerten Arbeiters. Wir geben aus diesem Brief, der ein Dokument der furchtbaren Gefängnisgruel ist, Nachstehendes auszugsweise wieder:

... Das Verhör und die Folterungen leitete der Wrangelist, Polizeiasistent Nikolski. Anwesend waren beim Verhör einige Agenten und der Polizeirat der politischen Polizei, Zivota Simic. Man fragte mich, ob ich Mitglied der Kommunistischen Jugend oder der Partei sei. Ich verneinte es. Daraufhin gab mir Polizeirat Simic einige Schläge ins Gesicht und verließ das Zimmer. Gleich darauf begannen mich Nicolie und die Agenten mit Fäusten zu bearbeiten. Nachher wurde ich gebunden, an Händen und Füßen gefesselt, ein Stock zwischen den Knien durchgezogen und Nikolic schlug mich mit einer geflöchten Peitsche. Als er müde wurde, wechselten die Agenten einander ab, solange, bis ich blutüberströmt, ohnmächtig zusammensank.

... Nach dieser Tortur wurde ich in eine Zelle gebracht, wo mich ein alter Polizeiaгент »ärztlich« behandelte, indem er mir kalte Umschläge auf den ganzen Körper gab. Ich blieb in dieser Zelle sechs Tage, solange, bis die

Spuren der Mißhandlung halbwegs geschwunden waren. Während dieser sechs Tage bekam ich nur altes, ungenießbares Brot als »Nahrung«. Nach dieser »Erholung« wurde ich in eine sogenannte Wasserzelle gebracht. Diese Zellen sind ganz leer und aus darin angebrachten Wasserrohren tropft dauernd Wasser in die Zelle. Für die in diese Zellen Gebrachten gibt es auch keinen Hofgang. Nachdem ich zehn volle Tage in dieser furchtbaren Zelle verbracht hatte, brachte man mich endlich in eine normale Zelle. In diesen Wasserzellen befanden sich von den zuletzt Verhafteten u. a.: Radimir Vujovic (3 Tage), P. Kovacevic (3 Tage), Obre Nikolic (3 Tage), D. Popovic (10 Tage) und Ottokar Kerovani noch länger. Gegenwärtig befindet sich in einer Wasserzelle der Arbeiter Vuja Metalac.

... Wir im Gefängnis führen einen großen und schweren Kampf. Es ist an Euch, Euren Freunden zu helfen und unsere schwere Lage zu erleichtern.

Auszug aus einem Brief des politischen Gefangenen in Zagreb, Gavra Krampa, der in der Zagreber »Borba« unter dem Titel »Schlimmer als in Asien« erschien:

Am 9. November wurde ich wegen angeblicher Teilnahme an einer geheimen Feier des 10. Jahrestages der russischen Revolution verhaftet. Ich wurde darauf volle 14 Tage mit gemeinen Verbrechern in einer Zelle gehalten. Erst nach einem Hungerstreik wurde ich dem Gericht übergeben. Im Gerichtsgefängnis verbrachte ich volle 23 Tage, ohne zu wissen, warum. (Meine Verhaftung war auf Grund einer Denunziation des bekannten bezahlten Polizeiprovokateurs Dominikus erfolgt.) Das Gericht mußte mich freisprechen. Nächher, trotz des Freispruches, mußte ich wieder auf sechs Tage ins Polizeigeängnis. Darauf wurde ich aus Zagreb ausgewiesen, wobei die Polizei mir überdies meine sauer verdienten 104 Dinar »für Quartier und Kost« auf der Polizei abnahm...

In Sunja haben wir im Gefängnis übernachtet. Von dort brachte man uns nach Janovac, wo wir jeder 1 Dinar für Brot erhielten. Von dort aus mußte ich bei großer Kälte zu Fuß 10 Kilometer bis nach Nowsk. In

Zenta, meinem Heimatsort, kam ich ohne alle Mittel an, arbeitslos, völlig zerschlagen durch die Folterungen, Hunger und Kälte. Und nun frage ich die Herren Machthaber: Wollt ihr denn aus mir einen Räuber machen?

Die »Borba«, die diesen Brief veröffentlicht, bemerkt hierzu, daß noch viel Schlimmeres im Lande geschieht mit ganz unschuldigen Arbeitern. Wer in die Hand der Polizei kommt, ist dadurch außer Gesetz gestellt. Denn die jugoslawische Polizei steht in Wirklichkeit über Gesetz und Verfassung. Die Verantwortlichen für alle diese Gewaltmaßnahmen, für diese Verbrechen an Leben und Gesundheit der Arbeiter sollen zur Kenntnis nehmen, daß sie eines Tages doch zur Verantwortung gezogen werden könnten.

#### Ausbreitung der Protestaktionen gegen die Folterregime.

Die Arbeiterschaft der Textilfabrik »Textile« und des Gaswerkes von Zagreb richtete an den Ministerpräsidenten energische Proteste gegen die Folterungen im Belgrader Gefängnis »Glavnjatcha« und forderte eine Enquete mit Heranziehung von Vertretern der Arbeiterschaft. Diesen Protesten schlossen sich u. a. auch die Angestellten des Zagreber Gemeindelagerhauses und der Fabrik »Iskra« an. In der Provinz fanden gemeinsame Versammlungen der Metall-, Leder- und Bekleidungsarbeiter statt, wobei gleichfalls Protestresolutionen an die Regierung beschlossen wurden. Die Arbeiter der Papierfabrik Smith & Meyner haben ein ähnliches Protesttelegramm abgesandt.

#### Ein Erfolg der Protestbewegung.

Während bisher die serbische Regierung die Taktik befolgte, über die Anklagen bezüglich der Folterungen und Mißhandlungen einfach mit Schweigen hinwegzukommen, ist sie jetzt angesichts der Stimmung und der lebhaften Proteste breiter Volksschichten gezwungen, wenigstens in krassen Fällen vorzugehen. So wurden in Krusevac der Bezirksgendarmerieleiter Kasimirovic, der Gendarmerieleutnant Babic sowie mehrere andere Gendarmeriefunktionäre unter dem Verdachte verhaftet, durch schwere Mißhandlungen den Tod der verhafteten Arbeiter Savic und Stamenko herbeigeführt zu haben.

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Положението в България

Новия поход на реакцията: Обиски, арести и побоища. Нови „безследни изчезвания“ и убийства при „опит за бегство“. Корупция, злоупотребления, фалити.

Реакцията в България отново надига глава. Тя пак почна да показва своите рога. Убийците на българските работници и селяни се готвят за нов кървав поход против собствения си народ. Те са гузни, неспокойни, те са в тревога. Те са жадни за нова работническа кръв.

Разните племена, които образуват тѝ наречения Демократически Сговор, са в жестока и непримирима помежду си борба. От една страна, крайната десница, начело с Цанков—Русев—Калфов и от друга, тая »со кропте и благо«, начело с Ляпчев и С-ие, делат медан. От ден на ден борбата се изостря и взима все по-застрашителни за управляющата клика размери, които логически водят към рападането на Сговора.

Цанков—Русев—Калфов, героите на 9 юни, бият тревога, че държавата била в опасност, че червената вълна заливала целата страна. Пред страха от тоя призрак, те искат да вземат на всеки цена в свои ръце властта. И те се готвят за нови Вартоломееви ноци. Те се готвят да удавят отново в кръв българския трудов народ. Защото, единния фронт, крещат те, още не бил унищожен. »Разбойниците«, вместо да бъдат изкоренени, се увеличавали все повече. Законна за защита на държавата се указал неефикасен. Той не бил дал очакваните резултати в борбата с разрушител-

ните елементи на държавата. Родоотстъпниците на българското племе засилили още повече своята »предателска« по отношение на България дейност. НРС били само едно прикритие на бивщата БКП, която и днес продължавала да конспирира против устоите на българската държава. Работническата партия не била нищо друго, освен самата БКП, която отново почнала да сее класова умраза сред разните слоеве на българския народ. Тя и днес продължавала да работи за събарянето на съществуващия строй и обявяването на диктатурата на пролетариата.

Ето защо, Цанков—Русев—Калфов искат на всеки цена Ляпчев да се оттегли от държавната власт и отстъпи своето место на тех, за да образуват едно чисто фашистко правителство, правителство на силната ръка, или най-малко, да имат поне вътрешното министерство, за да се разправят еднаж за винаги с българския болшевизъм.

Обаче, са ли в състояние силите на реакцията да спрат историческия процес на общественото развитие? Могат ли те да унищожат класовата борба на пролетариата, пом като капитала и частната собственост, които създават тия класи, продължават да служат за крайнжъден камък на съвременното буржуазно общество?

Могат ли те да изкоренят от душата на българския

работник и селянин стремлението за повече хляб и свобода? Да се откаже от борбата за подобрене на своето материално положение, от правото на живот?

Могат ли те да унищожат работническата класа?

Не и хиляди пкти не!

Но кое кара тия тъмни сили на реакцията да треперят от собствената си сянка?

Не е ли това призрака на преследващите ги сянки на убитите от тях 25.000 работници и селяни, учители и лекари, инженери и адвокати, публицисти и писатели, ученици и студенти, занаятчии и земеделци, избити всички при »опит за бегство« или »изчезнали безследно« през време на техния тираническо управление? Не е ли страха от приближавания се народен гнев, който, не е далеч деня, когато ще се разрази в една стихия, която ще помете всичко гнило и кално, за да даде простор на новото, което тепърва се ражда? Не е ли страха от тоя именно народен съд, който ги кара да изгубят ума и дума, и да треперят за своята съдба и за тая на своите собствени деца?

Убийците на българския трудов народ губят вече силите на равновесието. Почвата под техните крака почва да се рони. Те чувствуват края на своята диктатура — диктатура на едно нищожно малцинство, против грамадното болшинство от народа, който влечи веригите на едно черно робство. И тая именно техни диктатура им копае гроба. И близък е деня, когато тираните ще се стромоляват под тежестта на собствените си престъпления. Тогава българските работници и селяни ще имат едничкото задължение: да погребят напоените с народна кръв техни трупове.

Цанков—Русев—Калфов и всички тия, които кляха българския народ, виджайки трагичния край на своята съдба, искат да отдалечат временно поне своята неминуема смърт. И ето защо, те търсят изход от това положение и те го намират само в един нов 9 юни.

Призраците за това са на лице. Реакцията е вече в пълн ход. Тя отново почна да организира своите тъмни сили, особено след като хората на труда от градове и села изказаха публично своето горещо желание да посетят първата държава на руските работници и селяни — СССР, за да видят с собствените си очи великото дело на социализма. Но реакцията се уплаши. Тя се уплаши и не позволи на българските работници и селяни да узнаят истината за Съветска Русия. Тя още повече се уплаши, когато виде с очите си величественния конгрес на трудяща се България — тоя на НРПС. Тя се убеди вече за лишен път, че 9 юни 1923 година не бе в състояние да унищожи освободителното дело на българските работници и селяни, че нейните пжклени плановете, — да държи в робство и подчинение широките народни маси, за да може по-добре да ги експлоатира, като прибра за себе си принадлежната ценност, останаха празни мечти. Тя бе помислила за момент, че е погребала вече за винаги освободителното революционно движение на българския пролетариат. Но и тук тя остана дълбоко излъгана. Не се гаси туй що не гасне! И ето защо, обзета от злоба и бес, загрижена за своята историческа роля на потисник и експлоататор, тя не се отчайва, а напротив, с още по-голема стръв тя се залавя за старите и изпитани средства на потискане широките народни маси: терора и насилието! И тя бие тревога: държавата е в опасност! Страната се заплашва от кървавия болшевизъм, който е смъртен враг на европейската култура и цивилизация! И колкото повече борбите между разните племена в Демократическия Сговор се засилват, толкова повече реакцията се шири из цялата страна. Целия апарат на държавата: полиция, жандармерия, детективи и пр., е на крак! Нема село или град, където да не са извършени обиски, да не са арестувани, бити и изтезавани по-видните дейци на Работническата партия. Клубовете на тая партия се затварят, архивите им се задигат, мебелите се разхвърлят и чулят, а самите помещения запечатват. Произволите на развилнелата се власт се нижат като халките на верига. За да бъде картината по-пълна, ние ще изброим някои от по-главните произволи на тая власт, която е превърнала България в една страна на средновековната инквизиция.

На 1 декември м. г. синд. работнически клуб на ул. цар Самуил №50 в София, в който се помещават централните и местни н-ва на НРПС, ц. к. на НРПС и редакцията на в-к Единство, е бил ограден от конна и пеша полиция, заедно с агенти от Дирекцията на полицията. Група агенти нахлуват в помещението, задържават всички присъстващи там работници и работнички, и почват обиск, като изпочупват всички шкафове и чекмеджета. След това задигат цялата архива, разни книжа, писма, вестници и др., и без да съставят нуждния за това акт, излизат си, като отвеждат с себе си повече от 25 души работници и работнички в II пол. участък и запечатват помещението.

В с. Надежда — софийско, синд. клуб, обискиран, архивата му задигната, мебелите изпочучени, помещението запечатано.

В Пловдив, синд. клуб, както и жилищата на много членове от Работническата партия са били обискирани и всички архиви, книжа и в-ци задигнати. Много работници арестувани, между които Куманов, Ст. Иванов, Ахлянов, Калайджиев, Георгиев и др.

В Станимака, целото н-во на Тютюноработническото д-во е било арестувано и откарано в участъка. Синд. клуб и домовете на много работници обискирани и всички архиви и книжа задигнати.

В Ст. Загора, синд. клуб е бил обискиран, архивата му задигната, а помещението запечатано.

В Ямбол, кжщата на секретаря на НРС — Кючюков обискирана и всички мебели изпочучени. Архива, книжа и разни в-ци задигнати.

В Сливен властта е забранила всекаква организационна дейност на НРС.

В Айтос целото Общоработническо д-во арестувано.

В Бургас секретаря на местния синд. съвет арестуван.

В Варна е бил обискиран и запечатан синд. клуб. Арестувани и откарани в пол. участък маса работници, между които малолетни деца и общ. съветници: Г. Делчев, А. Атанасов, Ж. Русев, Г. Стоянов, А. Цачев, и Т. Памуков.

В Русе е бил арестуван целия синд. съвет. Между тях се намира и домакия на клуба — Ив. Костов, който е бил откаран в Обществена безопасност и там жестоко бит.

В Шумен е бил арестуван секретаря на Шивашкото д-во заедно с още трима работници, които са били случайно при него. В участъка секретаря е бил смазан от бой.

В Ески—Джумая е бил арестуван секретаря на Общоработническото д-во Чолаков и настоятеля на в. Единство — В. Добрев. В техните домове са били извършени обиски и всички книжа и в-ци задигнати.

В Габрово е било арестувано н-вото на Общоработническото д-во. Некои от арестуваните са били страшно бити.

В Видин, синд. клуб обискиран от група стражари и детективи, начело с пристава Камбуров. Цялата архива, печата на партията и разни в-ци задигнати. Клуба запечатан, като забранили всекаква орган. дейност на НРС.

В Дупница, жилищата на работничките Стоянова и Златарева, както и тия на работничките Георгиев, Перанов, поп Михайлов и др. са били обискирани от агенти на властта. Всички синд. и партийни книжа, в-ци и др. задигнати. Търсили са и сумите за делегацията, която щела да замине за Съветска Русия.

По случай всички тия произволи на властта, работническите депутати: Авр. Стоянов, Хр. Калайджиев и Д. Димитров са отправили до м-р председателя Ляпчев една интерпелация, с която най-настоятелно искат прекратяване преследванията на работническите организации и освобождяване на арестуваните работници и работнички, връщане на архивите и книжата и отваряне отново на запечатаните работнически клубове.

Но реакцията не спира до тук. Тя продължава да беснее с още по-голема сила из цялата страна. Органите на властта: полицията и детективите продължават своите произволи, като бият и арестуват всеки по-сжбуден работник и селянин. Терора нема край. »Безследните изчезвания« и убийствата при »опит за бегство« са станали обикновено явление в страната. България е единствената може би в света страна, където човешкия живот не струва нито ступена пара. За да не бъдем голословни, ние ще възпроизведем некои от най-характерните случаи на терор и насилия на обезумялата фашистка власт.

В Враца, след едно събрание на Демократическата партия, полицейски агенти влизат в кръжмата на демократа П. Коцев и насочили срещу него своите парабели. Ако не са били присъстващите, той е щел да бъде убит. Напускайки кръжмата му, те срещнали на улицата опозиционера Юрдан Марков, когото е неколко вистрели поведили на земята тежко ранен. Отнесен в болницата, той починал всред страшни мъки.

В Лясковец, бившия земеделски депутат Шабанов е бил нападнат за четвърти път от група детективи, членове на Кубрат и бит до смърт. Кмета на сжщия град — Бъчваров е бил сжщо тжй нападнат от група детективи и бит с боксове по главата до безсъзнание.

В Хасково, след разтурянето на едно работническо събрание, секретаря на местния синдикат — Васил Маринов е отишъл в Градоначалството за да се оплаче за тоя произвол на полицията. Обаче, там той е бил на сила сжжнат в едно от подземията и бит най-жестоко.

В Брацигово са били извършени масови обиски и арестувани мнозина селяни. Околийския н-к е нанесъл те-

жак побой на Д. Демиров, като му се е закарал, че в Брацигово са паднали главни и пак ще падат. След два дни са били извършени нови обски, като са арестували 8 души селяни, които са откарани в Пещера. Некои от тях са били бити.

В Русе е бил арестуван един ученик от техническото училище. За втори път вече е арестувана работничката Мара Козловска и откарана в Дирекцията на полицията в София. Гражданите в Русе се страхуват да не би тя да »изчезне безследно«. Председателя на адвокатския съвет в същия град — Д. Атанасов е бил заплашен от »неотговорните фактори« с »безследно изчезване«, ако не напустне поста, който заема и ако не се откаже от политическа дейност. Същите фактори са заплашили и работника М. И. за да се откаже от синдикална дейност. В къщата на Цв. Симеонов, русенски гражданин, е била хвърлена една бомба, която експлодирала, обаче не взела човешки жертви.

В София са били арестувани социал-демократите П. Рачев и П. Николов, които били откарани в полицейския у-д, където са били заставени да обелят картофите на стражарите и извършат нечистотите на помещението. На 2 януари са били арестувани Васил Михайлов и Ас. Янчев и откарани в Обществена безопасност. Техната съдба е неизвестна. Пак в София, когато движението по ул. Лега е най-големо, долия и детективи обсаждат целата улица и всички арестувани граждани закарват в участъка. Мнозина от тях са били немилостиво бити, защото не са имали легитимационни карти. А на нова година, пак по същата улица, един родозащитник е нанесъл тежък побой на две госпожички, като на едната е изпочупил всичките й зъби. На виковете за помощ се притекли граждани, които извикали близкостоящия стражар, за да арестува побойника. Обаче последния е показал своята детективска карта и стражара го оставил свободно да се разхожда по улицата.

В Кюстендил са били извършени масови обски и арестувани повече от 120 души граждани и селяни, които били откарани из разните участъци на града. Мнозина от тях са били подложени на страшен бой. В същия град, по сред бел ден и то пред самата му къща, е бил убит от »неотговорни фактори« народния учител Костадин Ефтимов, който оставил жена и две малки деца на произвола на съдбата. Освен това, Кюстендилския окр. съд е издал четири смъртни присъди по закона за защита на държавата.

Иван Петров от с. Долна Бана, емигрант, след като е бил амнистиран, върнал се в родното си село и се отдал на мирен труд — дърводелство. Обаче, един прекрасен ден, идват детективи в дюкяна му и го откарват в Дирекцията на полицията в София, от където не се е върнал вече. Той »изчезнал безследно«. Въпреки енергичните постъпки на жена му Елена, него и до днес още го няма.

Ганчо Моев, сподвижник на Васил Попов — героя, преди една година е бил арестуван от органите на властта. И сега напоследък, когато са го конвоирали за Плевен, за да бъде разпитан от съдебния следовател, е бил убит при »опит за бегство« в самия вагон на гара Доираница и то обкован в вериги.

В Варна е бил арестуван работника Димо Бъчваров, обвинен в открадването на един чаршаф. И за да признае, че е автор на тая кражба, той е бил подложен на такъв бой, че още на другия ден починал всред страшни мъки.

Никола Стоянов от с. Каланджа — малко търновско, е бил арестуван заедно с жена си Кирияки и откарани чак в Василико. Тук, за да изгърнат от него признанието, че е убиец на некой си Граматиков от с. Резово, той е бил така зверски бит, че след три дни е починал. И жена му също тъй е била подложена на страшен бой. Тя е била заставена насила да погребее мъжа си в Василико, само и само да се попречи на извършването на аутопсий.

Да продължим ли? Произволите на властта немаат край. »Безследните изчезвания« и убийствата при »опит за бегство« са система в управлението на Сговора. Той е превърнал страната в собствена мушия, в която свободно разполага с живота и имота на българските работници и селяни. А с своята политика на покровителство на банкерския и спекулантски капитал, той засилил още повече и без това острият економическа криза в страната. Народа е доведен до просешка толяга. Мизерията всред трудовия народ е страшна. Тя взима всеки ден своите жертви. Самоубийствата, вследствие мизерия и безработица, са станали вече обществено зло, пред което Сговора си затваря очите. Техното число се увеличава всеки ден извънредно много. Стопанската криза бърза да стигне своя краен предел, а финансовата е минала вече всека възможна представа. България се намира пред неизбежна финансово-катастрофа. Европейските банкери и те отказват вече да дадат заем на Ляпчевото правителство. Държавата нема пари да плаща на своите чиновници, обаче, Сговора все намира още за да

плаща на своите джандари, полицията и детективи. Сговора е на изпитание. Разните племена в него са се хванали за гуша. Те се обвиняват един други в корупция и злоупотребления. Само един пример.

В Стара Загора е била извършена в общината от страна на финансовите органи ревизия, която констатирала големи злоупотребления. По тоя случай прокурора най-сетне е требвало да се намеси, като арестувал целия общински съвет състоящ се от 13 души, които е пратил в затвора. За също такива злоупотребления е бил арестуван не преди много и общинския съвет в Кърджали.

Злоупотребленията на държавни и общински пари от страна на големи и малки сговористи е станало обикновено явление. Ще цитираме само некои по-фрапантни случаи. Тъй например:

Държавния бирник на Габрово е избегал, като задигнал 400.000 лв. Касиера на Пловдивския окр. съд — Георгиев е злоупотребил една сума от 374.464 лв. Секр. бирника на с. Строево — пловдивско е злоупотребил 73.000 лв., тоя на с. Ястребово — ст. загорско е избегал, като забрабил една сума от 150.000 лв. Касиера на ж. п. работилница в София — Т. Атанасов е злоупотребил повече от 700.000 лв. Общ. съветник в VI районно кметство в София П. Филчев е избегал зад граница, понеже е злоупотребил големи парични суми, и пр. и пр.

Злоупотребленията на държавни и общински пари немаат край. Колкото повече Сговора върви към своето разкапване, толкова повече неговите големи и малки величия потъват в кражби и престъпления.

А фалитите, вследствие бушуванията економическа и финансово криза, се диякат като картини в калайдескоп. И техното число расте неимоверно много. Тъй например:

В София са фалирали: Д-во Орби, това на Бено Фишер, фирмите на Турнаян, Д. Аладжем, Х. и М. Асют, в Шумен Д-во Съединени индустрии, в Пощово тър. къща на братя Почевци, в Разград тая на Чолаков, в Дупница тая на Хр. Лонцов, в Пловдив тая на Л. Папазян, в Бургас тая на Дянков и Попов, и пр. и пр.

Ето до къде Демократическия Сговор докара страната. С своята вътрешна политика на терор и насилие, на »безследни изчезвания« и убийства при »опит за бегство«, той разгроил целия стопански и економически живот на страната. С своята външна политика на работене и сервилност, той капитулира по всички линии и с това изложи престижа и авторитета на България. С една дума, с своята престъпна и противонародна дейност, той докара страната пред пропаст.

И когато вестниците на трудовия народ изнасят неговите престъпления, тогава те биват конфискувани, а редакторите им давани под съд, за да бъдат след това оправдани. Всички вестници, като Новини, Земледельско възраждане, Работническо дело, Единство, Ведрия, Наквалня, Младешка дума и пр., които бранят истинските интереси на българските работници и селяни, се конфискуват. Освен че се конфискуват, но много от техните редактори се заплашват от разни »неотговорни фактори« и с смърт. Ще споменем само един курioзен случай, който се повтаря вече трети път.

От щаб на македонските автономисти, с седалище София, са били изпратени в редакцията на в. Новини няколко души терористи, които са на служба и в Обществена безопасност, да заявят на редакторите му, че им се забранява занаяред да диякат каквото и да е за Македония, добро или лошо. В противен случай, те ще »изчезнат безследно«.

На тия заплащания на македонските главорези, Новини е отговорил, че той не може да се откаже от да брани интересите и свободата на потиснатите балкански народи, както и тия на поробеня македонски народ. И той ще ги брани, па ако ще би това да коства и живота на неговите редактори.

Ето картината на положението в България.

На българските работници и селяни обаче, предстои тежка, но благородна задача. На техните плещи лежи целата борба с тъмните сили на реакцията в страната. С себеприщание те се борят и ще се борят, докато не освободят кървавата диктатура на Демократическия Сговор и освободят страната от убийците на българския трудов народ и заедно с всички потиснати балкански народи изградят величавата сграда на Балканската Федерация.

И тогава нема да има вече »безследни изчезвания«, нема да има убийства при »опит за бегство«. Тогава ще настъпи нова ера на повече свобода и братство, на истински мир и благоденствие, всред всички балкански народи.

И тъй, напред към Балканската Федерация!

П. Нарски

## Тирана и Англия

Ударите следват като халките на една верига за да задушат мира в света. Изпърво, удара върху Танжер, за да потвърди правото на италианците върху Средиземното море. След туй, публикуването на френско-югославияския договор. Франция не е сама срещу фашистка Италия. Най-сетне, Тиранския пакт No 2. Италия трансформира Тиранския пакт No 1 — договор за приятелство и арбитраж — в един военен съюз, понеже тоя договор заставя подписавшите го страни да вземат известни предохранителни мерки в случай на опасност от война, да поставят всички свои военни, финансови и други източници в разположение една на друга.

И италианския печат се мъчи да подчертае значението на новия акт, който е дирижиран както срещу Югославия, тъй и срещу Франция. Той се стреми да увеличи своите обвинения против Франция. Не е ли Франция, която окуражава и въоръжава югославияските прищевки против Албания и, от тук разбира се, против Италия?

Напразно френската преса показва миролюбивите чувства на Франция, „локарския дух“ на нейната външна политика. Напразно тя се оглава на хитро сравнение на двата договора, за да изтъкне, че френско-югославияския договор е „изцело в рамките на пакта на Обществото на народите“, че тоя договор е един приятелски и миролюбив акт, сключен в духа и буквата на Женевския пакт, че даже предвиждането възможността да се отблъсне едно „непровокирано“ военно нападение на една трета сила, има за цел да установи и да съгласува най-добрата защита на съответните интереси, винаги в духа на пакта на Обществото на народите. Тона на италианския печат не спада, неговия език носи отпечатък на една студена надменност, пълнен с сарказъм. Даже в навечерието на общото стълкновение през 1914 год. ние не бехме чули такива противоречиви бржтвежи на дипломатическото благоприличие.

Намираме ли се в навечерието на една нова война? Сега, за момента, това не може да се верва. Това са големите маневри на италианския и югославияския империализми на Балканите. Може да се каже, че Франция не е замесена на Балканите направо, директно; тя е замесена там, тикана от фаталността на своята политика за равновесие и пресия в Европа. Тук именно се заключава цялата сериозност на въпроса. Защо Франция се намира на страната на Югославия? Защото тя искрено поддържа своите приятели от времето на войната, търсейки ги за да си служи с тех за да покрие своите най-чувствителни точки, които са най-много изложени на нападение. Всички пазят своите флангове, Франция върши същото.

Затова именно итало-югославияския конфликт Европа е на път да се раздели на два лагера, от които единия е с Италия, а другия с Франция. Явно е, че Албания е една твърде незначителна плячка за задоволяване алчността. Албания е следния случай, претекста, началната точка. Всеобщата война не се ли яви вследствие един много по-незначителен сръбски инцидент? Истината е, че разделението на Европа на два лагера, влиза в сметката на Англия, която, както след всеобщата война, така и преди нея (войната „на демокрацията“, за правото на народите да разполагат с себе си, и пр. и пр.), неуморно преследва своята политика на равновесие на силите. Ние бихме могли да се изсмеем над тая нескончаема върволица от дипломатически актове, които Франция, Италия и Югославия са на път да изковат, ние бихме могли да се пошегуваме, както с първия, тъй и с втория Тирански пакт, с френско-югославияския договор и с всички тия пиони на балканската шахматна дъска — които ни водят към една нова война, — ако лошо скрития съдържател на тоя азартен дом не беше Англия на Чемберлена и С-ие. Англия беше, която вчера тикаше своя безбрамен проидьох Мусолини да отправя разни самовалски жестове против Турция, Русия и Китай, и днес против Франция, Югославия, Австрия и Малката Антанта. Достатъчно ще бъде една открита дума, един акт на действителност . . . лоялност на Англия по отношение Обществото на народите, за да се превърнат в нищо всички тия договори, върху които са фиксирани вниманието и грижите на целия свет.

Един твърде прост въпрос се поставя: защо сър Ерик Дрюмонд, главен секретар на Обществото на народите, постоянно твърди, че неговата роля се състои само в регистрирането на всички договори, безразлично от какво естество са те, без никакво предварително обсъждане на техния съдържание? Като допуца, че секретаря нема даже юридическото право да обсъжда договорите, как е възможно щото тая власт да принадлежи вече на Съвета на Обществото? Разумно ли е, че при Обществото на народите се регистрир-

ват договори, които са отрицание даже на самото големо Общество, които са в фразантно противоречие с неговото право на съществуване, неговите цели, неговото развие и бъдеще? Вземете под внимание, че лук не се касае да се тъпчи държавната сувереност. Разните държави могат да сключват каквито си искат договори, но ако тия договори съдържат противни на принципите в пакта постановления, то, най-малкото, което би могло да се иска, това е да се откаже техното регистриране. Едно подобно отказване би било достатъчно да отбележи отхвърлените чрез едно морално неодобрение договори, което ще ги унищожи. Доказателството? Вслушете се само в истеричните кресъци на италианския печат против желанието изявено от Обществото на народите да дискутира двата пакта на Тирана.

И тъй, тоя договор нарушава безпорно пакта на Обществото на народите. Изобщо, всички договори са подозрителни. Може те само да се приемат, когато, както бе случая с Локарския пакт, те са уговорени между две противни страни, в един дух най-малко помирителен. Юридическото и дипломатическото превъзходство на френско-югославияския договор по отношение на Тиранския пакт се заключава именно в това, че Франция нотифира открито своя договор на Италия, предлагайки ѝ да го подпише . . . Но когато се отнася до договори, уговорени открито от едни против други, тогава нема никакво съмнение, че тия договори са едно нарушение на пакта на Обществото на народите, защото те са противни на договорното задължение за искане на помощна интервенция от страна на Обществото. Техното регистриране е една голема глупост.

Целия свет знае това. Също така, ако Англия би поискала, сър Ерик Дрюмонд би го разбрал също, а след Англия, всички други народи биха също тъй го разбрали. Но Англия не мръдва от местото си.

Лицемерието на нейната игра се състои в това да бъде едновременно и главния ръководител на Обществото на народите и неговия най-решителен противник. Това противоречие е привидно. Обществото на народите — каквато и да бъде преценката за него — означава един принцип на европейско обединение. И тъй, империалистическа Англия е преди всичко за една политика на европейско разделение, за своята традиционна политика на равновесието. Тя вижда с най-голема благосклонност, че фашистка Италия се явява като наследник на австро-унгарската политика на Изток. Стария антагонизъм между централните империи и западните сили по отношение Балканите отстъпва на френско-италианския. Континента е още един път разделен. Освен това, младия фашистки империализъм, с своите аспирации в Мала Азия, е една хубава стрела забита в фланговете на Турция, и даже в тия на Съветска Русия. Да се остави Франция и Италия да се карат, да се обявяват неприятели на Турция и Русия, това е дело на Англия. От друга страна, тая голема пепинера от конфликти, която представлява Балканския полуостров, трябва да бъде запазена за Англия. Обаче, възбуждането на всички конфликти, техното изоставяне на произвола, както беше през време на българо-сръбския конфликт, ще се противопостави на органическото дело, което е необходимо за техното разрешение. Не би ли се очудил човек, че сър Остен Чемберлен не можа да намери нещо по-бързо за предложение, в онова тъй „мирно“ време, от това, да сведе годишните заседания на Обществото на народите от четири на три.

Да се повърнем на първия Тирански пакт. Тоя пакт поставяше един двоен въпрос. Първо, дали една „независима“ държава може да се откаже от своята независимост, изцело оставяйки член на Обществото на народите, като суверенна държава. После, дали това може да стане, когато даже общите условия на сигурност в Европа, се разклащат. Тия въпроси са, както се вижда, от ведомството и компетентността на Обществото на народите, чиито „висши договорящи страни“ са също членове.

Втория Тирански пакт влоши само положението. Един военен съюз се схваща като такъв между две сили, които имат всека една своя собствена военна организация, ползваща се с известна автономия. Каква собствена военна организация представлява Албания? Ясно е впрочем, че втория Тирански пакт не говори за един съюз, а за една евентуална военна окупация. Това е италиански протекторат върху Албания, който се открива под дипломатическата покривка на един договор за отбранителен съюз. Туряйки ръка върху албанската земя, Италия казва на Югославия: „Аз имам тая страна, аз я пазя, тежко на тоя, който иска да я забравя“. В това хубаво Общество . . . на народите, тия начини, които ни изглеждат същинско разбойничество, не са ли добре оценени както те го заслужават? Но по това никой не смее да възрази. Мусолини, под протекцията на сър Остен Чемберлен, може да върши всичко каквото си иска; тая голема албанска дъска за прескачане, тъй необходима за да му

позволи да се хврли на Балканската победа, му е осигурена. Тоа значи, че, ако войната не избухне днес, тоа ќе стане утре. Двата балкански лагера са вече укрепени, готови. Околу теж, цела Европа се нарежда, очаквајќи започнувањето на касапницата, за хубавите черни очи на западните империализми и, преди всичко, за тия на Англија. Има само едни пат за избегвање на опасноста. Да се демаскира Англија и да се подпомогне Обществото на народите.

Ето една задача за пријателите на мира и за независноста на балканските народи, които треба да работат за исчезнувањето на тоа разпокосвање на населуващите полуострова народи, което е венеца изработен от Тартуфа в Версайл в името на „национални принцип“. Национални принцип на Балканите ще победи в действителност само чрез Балканската Федерация.

Паоло Давила

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA  
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji IV. Turski narodi Sovjetske Unije

### Jakuti i Ojrati. Čuvaši.

U dalekoj Sibiriji žive dva turska naroda: Ojrati i Jakuti. Mali i primitivni narod Ojrata dobio je tek posljednje revolucije prvu knjigu na materinskom jeziku. Jakuti nalaze se na znatno višem stepenu kulture. Prostrano Jakutska Republika (3,8 miliona km<sup>2</sup> sa 280.000 stanovnika, od kojih su 88 % Jakuti), od prirode je vrlo bogata zemlja, nu iskorišćavanje u većoj mjeri njenih prirodnih bogatstava jeste tek stvar budućnosti. Nalazeći se pod žestokim pritiskom carizma i daleko od drugih turskih naroda, Jakuti su u XVIII. vijeku bili natjerani od svoje prvobitne religije u pravoslavlje. Ali su nacionalnost svoju, usprkos svih pokušaja rusifikacije, potpuno očuvali. Do revolucije služili su se ćirilicom, sada su prešli na latinicu. G. 1912 bilo je u Jakutiji 85 škola sa 2766 djaka, g. 1924/25 bilo je 145 škola sa 7.808 učenika. Kod Jakuta razvija se i beletristika na nacionalnom jeziku. G. 1924—26 izašlo je beletrističkih knjiga, nekoliko popularno-ekonomskih i niz popularno-političkih knjiga. Profesor Pekarski završio je g. 1926 svoj Veliki Jakutski Rječnik. Pri predsjedništvu jakutske vlade imade posebna komisija — komisija pomoći sjevernim narodima — koja ispituje uslove života primitivnih lovačkih sjevernih plemena (Tunguzi, Samuti, Čuvanci i drugi) i traži način, kako da se tim plemenima pomogne k boljim materijalnim i kulturnim uslovima života.

Na pravoslavlje bio je natjeran još jedan turski narod bivše carske Rusije. To su Čuvaši, sjeverozapadni susjedi kazanjskih Tatara, jedna čisto seljačke nacija. Oni su još prije Tatara podпали pod Moskvu i bili pokršteni. Čuvaši očuvali su svoju narodnost i imade danas svoju autonomnu republiku (sa 900.000 stanovnika, od kojih su 90 % Čuvaši). Čuvaške osnovne škole obuhvaćaju 45 % djece školske dobe. Do revolucije izlazila je jedna čuvaška novina, g. 1926 — 3 novine i 2 žurnala. Čuvaši imadu svoje učiteljske škole, 2—3 srednje poljoprivredne škole, radnički fakultet pri univerzitetu, čuvaško nacionalno kazalište; postoji „Savez čuvaških književnika“.

### Ruski centri za turske narode.

Kad se govori o napredovanju turskih naroda Sovjetske Unije, valja spomenuti i rad nekoliko centralnih sovjetskih institucija za turske narode. Leningradske Akademija

Nauka SSSR imade posebno odjeljenje za turske narode Akademije je spremila Jakutski Rječnik i izdala uigurske rukopise. Ukrajinska Akademija Nauka imade takodjer posebno Istočno Odjeljenje, koje izdaje odlične studije o istočnim, muslimanskim narodnim. Pri Centralnom Izvršnom Odboru Sovjeta. SSSR postoji „Unijska Asocijacija za izučavanje Istoka“, pod rukovodstvom poznatog sovjetskog specijalista za istočnu politiku, Pavloviča. Asocijacija izdala je do sada 12 brojeva velike revije „Novi Istok“. Akademije Nauka i Asocijacija za izučavanje Istoka, organizovale su niz znanstvenih ekspedicija (arheoloških, etnografskih) u turske oblasti.

Postoji nekoliko važnih škola u centrima gdje se uče djaci turskih naroda.

Moskovski „Komunističke Univerzitet radnog naroda Istoka“ priprema sovjetske i partijske funkcionere istočnih naroda. Do 1. januara 1926 više od 500 ljudi dao je taj univerzitet istočnim republikama. Sada imade na njemu 300 djaka turskih naroda.

Na moskovskom „Institutu za izučavanje Istoka imena N. Narimanova“ izučavaju se pod rukovodstvom prvoklasnih specijalista zagrančni istočni jezici: perzijski, turski, kineski, japanski i izučava se temeljito ekonomski i politički život Istoka. Na tom Institutu uči 50 Turaka.

U lenjingradskom Institutu živih istočnih jezika izučavaju se turski jezici naroda Sovjetske Unije. Tu ima sada 27 predstavnika turskih naroda.

„Centroizdat“, centralni nakladni zavod neruskih naroda Sovjetske Unije izdao je u g. 1917—1926 na turskim jezicima preko 6.000.000 brošura, knjiga i žurnala. Od toga je izdato, na pr., na tatarskom jeziku 95 izdanja sa srednjom nakladnom od 10.000 komada; na kazakskom jeziku 78 izdanja sa srednjom nakladom 5.000; na uzbekskom jeziku 57 izdanja sa po 5.000 komada itd.

### Ruska revolucija i muslimanski Istok.

Ruska revolucija, koja je potresla čitav Istok, probudila je i ruske Muslimane. Počeo je bujni razvoj nacionalne kulture. Količina postignuti rezultata, različita je kod pojedinih naroda, već prema stepenu kulturnog i političkog razvitka, kojeg su ti narodi do revolucije dostigli, — ali je nagli, revolucionarno — gigantski tempo razvoja zajednički njima svima.

## V. Transkavkavska Federacija\*)

### Kavkaski nacionalitetni mazaik.

U XIX. i XX. stoljeću Balkan i Evropa često su bili potreseni glasovima o armenskim i drugim kavkaskim grozotama, gdje su pokolji bili periodična pojava. Bit će zato od posebnog interesa da iznesemo podatke kako izgleda danas, u Sovjetskoj Uniji, taj kavkaski „nacionalni pakao“. Kavkaz predstavlja „veliki put naroda“, most između Azije i Evrope. To je jedan razlog, da na njemu živi

\*) Literatura: Izvještaj o radu Vijeća narodnih komesara i N. višeg Ekonomskog Vijeća Transkavkazije za g. 1924, Tiflis 1925; „Prosvjeta u Transkavkaziji 1914—1924“, Izdanje CSUT, Nr. 116 1925; Stenografski Izveštaj sa II. i III. Kongresa Sovjeta Transkavkazije 1923 i 1924 g.

toliko naroda i jezika. Drugi je razlog gorovitost Kavkaza, gudure i klanci, koji omogućuju hiljadugodišnji život, nepromjenjivost i zatvorenost naroda od desetak tisuća ljudi. Još u rimsko doba cijenio je Plinije na 130 broj jezika i dijalekata kojima se govori u Kolhidi (na Kavkazu).

Sam Kavkaz razdijeljen je velikim Kavkaskim Gorskim Lancem (od Novorosijska do Baku, dužina 1.100 km, sa nekoliko vrhova od 5.000 m. visine) na dva dijela. Sjeverni dio niklinira prema južno-ruskoj nizini. Transkavkaski (južni) dio predstavlja oblast za sebe. Rusija je osvojila Kavkaz u XVIII. i XIX. stoljeću. Na Kavkazu bio je uveden režim rusifikacije kao i po svim ostalim dijelo-

vima carsva. Tokom XIX. stoljeća razvila se je žestoka, krvava, istrebićka borba medju kavkaskim narodima, naročito medju najvažnijim: armenskim, turskim i georgijskim. Carizam iskoristavao je i podjarivao uzajamne šovinizme u svoje ciljeve. Naročito mu je to uspjevalo medju Armenima i Azerbeidžanskim Turcima, gdje su nacionalne suprotnosti bile pojačane klasnim. Armeni predstavljali su vladajuću, izrabljivačku klasu (trgovci, inženjeri, oficiri, uopće građani; 21,4% Armenaca živilo je prema popisu g. 1897 u gradovima, a od Turaka samo 10,6%) a Azerbeidžanski Turci: seljane, feudalce i gradsku sirotinju.

**Revolucija, šovinizam, sovjeti.**

Za vrijeme oktobarske revolucije uzela su vlast u Transkavkaziji lokalne šovinističke partije: musavetisti u Azerbeidžanu, dašnaki u Armeniji, menjševiki u Georgiji. Brzo je nastalo uzajamno klanje zbog pograničnih kotareva. Azerbeidžanci pozvali su u pomoć otomanske Turke, Georgijci Nijemce. To se je događalo 1918 g., poslije Brest-Litovskog mira. Poslije sloma centralnih sila, preuzela je antanta ulogu protektora i izrabljivača lokalnih šovinizama. Izmedju Armenije i Georgije vođen je formalni rat za Borčaluiski i Ahalkalaski kotar, u Baku slijedili su za sobom pogromi Turaka i Armenaca. Godine 1920—1921 završen je građanski rat sovjetizacijom Azerbeidžana, Armenije i Georgije.

Slijedeći prirodnoj geografskoj podjeli, Kavkaz razdijeljen je u Sovjetskoj Uniji na dvije osnovne jedinice: Sjeverni Kavkaz koji se spušta od Kavkaskog Gorskog Lanca prema ruskoj nizini i ulazi kao skup malih autonomnih nacionalnih republika u Rusku Federativnu Republiku, i drugi dio, gorovit, koji se prostire od Kavkaskog Lanca do Turske i čini Transkavkasku Federativnu Sovjetsku Socijalističku Republiku (TFSSR.) od republika: Azerbeidžana, Armenije i Georgije.

O rezultatima sovjetske nacionalne politike na Sjevernom Kavkazu bilo je već govora u prošlom članku (Turski narodi Sovjetske Unije) i bit će još govora u posljednjem članku (Nacionalno pitanje u RSFSR), ovaj članak posvećen je specijalno nacionalnom pitanju u Transkavkaziji.

**Države i narodi Transkavkazije.**

Transkavkaska Federativna Republika zaprema površinu od 193.000 kv. klm. sa 5.406.200 stanovnika, što predstavlja 0,9% teritorije i 3,8% stanovništva Sovjetske Unije.

Po nacionalnosti stanovništvo Transkavkazije raspodijeljeno je na slijedeći način:

Georgijci	1.702.900	(33,4%)
Armeni	1.352.350	(24,1%)
Azerbeidžan. Turci	1.300.150	(23,1%)
Rusi	252.250	(4,6%)
Osetinci	92.757	(1,7%)
Abhasci	43.220	(0,8%)
Ostali (Lezгини, Gorski, Jevreji, Tati, Tališinci, Perzijanci, Ojsori, Ezidi, Kurdi, Gri, Nijemei, Poljaci itd.	662.573	(12,3%)
	5.406.200	(100%)

Po liniji triju glavnih narodnosti, izvršeno je nacionalno raigraničavanje. Kod toga vodilo se računa i o manjim skupinama, koje su dobijale autonomne oblasti.

Nacionalno-teritorijalna raspodjela Sovjetske Transkavkaskе Federativne Republike izgleda ovako:

	Teritorija kv. klm.	stanovništvo
1. S. S. R. Georgija	72.000	2.479.800 (45%)
od toga:		
S. S. R. Aphazija	9.000	176.963
S. S. R. Adžaristan	2.150	127.875
Aut. Obl. Južnoosetinska	3.600	82.374
2. S. S. R. Armenija	36.000	911.000 (16,8%)
3. S. S. R. Azerbeidžan	85.000	2.016.000 (37,3%)
Aut. Oblast		
Gorski Karabah	3.800	137.000
Aut. rep. Nahičevan	6.100	77.394
Ukupno T. S. F. S. R.:	193.000	5.406.200 (100%)

U Georgiji dolazi 68,1% stanovništva na Georgijce; u Armeniji 86% na Armence; u Azerbeidžanu 56% na Turke. Armenska je republika nacionalno najkompaktnija, ali veliki dio (40%) Armenaca živi izvan granica Armenske republike, u Georgiji i Azerbeidžanu, naročito u gradovima Tiflis i Baku. Ova dva najveća grada Transkavkazije imaju slijedeći nacionalni sastav: Tiflis (glavni grad Georgije i TSFSR.), 223.958 stanovnika, od kojih dolazi: na Armence 36,5%, na Georgijce 34,6%, na Ruse 16,5%, Jevreje 3,7%, ostale 8,7%. Baku (glavni industrijski grad Transkavkazije i prijestolnica Azerbeidžana) imade 255.556 stanovnika, od kojih dolazi na: Azerb. Turke 31,3%, Ruse 28,3%, Armence 15,2%, Perzijance 14,7%, Jevreje 5,7%, ostale 4,8%.

**Komu pripada vlast u Transkavkaziji?**

Pored nacionalnih vlada u svakoj republici, postoji u Tiflisu zajednička federativna vlada za čitavu Transkavkaziju. Transkavkaska federativna republika jeste jedna od 6 saveznih republika Sovjetske Unije. Sva tri jezika su ravnopravna a nacionalne manjine ne moraju se opsluživati u njihovom jeziku. Nacionalno razgraničenje izvršeno je prema slobodnoj volji stanovništva. Na osnovici ravnopravnosti i slobode sviju naroda življavaju se sistematski nacionalne suprotnosti.

Sastav sovjetskog kongresa, vrhovne vlasti u Transkavkaziji, moći će nam dati sliku o tom, kako pojedine nacije učestvuju u vlasti: Na kongresu 1925 g. bilo je 583 delegata. Po nacionalnosti ti su delegati bili raspodijeljeni ovako: Georgijci 32,1%, Armeni 25%, Turci 24,6%, Rusi 10,4%, ostali 7,4%.

Interesantan je takodjer nacionalni sastav delegata po republikama, jer se i tu vidi šticeenje nac. manjina. Od 261 delegata Georgije dolazilo je na Georgijce 71,8%, na Armence 9,6%, Turke 4,9%, Ruse 3,8%, ostale 9,4%; od 103 delegata Armenije bili su 91 Armenaca, 5 Rusa, 4 Turčina i 3 ostalih; od 219 delegata Azerbeidžana bilo je 57,4% Turaka, 20,6% Rusa, 12,9% Armenaca, 0,9% Georgijaca i 8,2% ostalih.

(VIII. Nastavak.)

Dr. C. Antonetić

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## Привредно стање Југославије и режимско газдовање

Прошла 1927. година значила је за Југославију један корак ближе на путу ка општем државном краху и распаду. Док политички и после пуних девет година од свога постанка представља једну неограћену земљу коју изнутра разједа нерешено национално, аграрно и друга питања а споља је угрожавају исходом рата незадовољни суседи — дотле је економски потпуно разривена са производњом нерационалном и непланском и са пуном стагнацијом у обрт.

Онога часа када је настала криза пољопривредног газдинства, то је значино за Југославију подковавање њених темеља на којима се издиже цела државна зграда. Сасма разумљиво, када се зна да је земља аграрне културе са 85% сељачког становништва које са готово истим толиким процентом учествује у економском приносу.

Минула жетва била је далеко испод средње, за извесне покрајине савршено лоша. Према извештају загребачког »Лојда« житни принос за 1927. јесте следећи: пшеница 16.50, раж 1.50, јечам 3.16, овас 3.03, кукуруз 19.50, кромпир 8.28, шећерна репа 4.98 милијона квинтала. Код тога се ценило да би извозни сувишак могао износити код пшенице 1.20, а код кукуруза 2 милијона квинтала. Сличан прорачун је учинио и Пету конгрес привредника С. Х. С.

(септембра 1927.) а целокупни извоз проценио на 6.750 милијона динара од чега чине 75% пољопривредни производи и индустријске биљке — што би дало 1.5 милијарду динара мање него 1926/27. или 3. милијарде мање него 1925/26. год. Како трговински биланс за 1926/27. није давао никакву активу и крај свих ограничења увоза — може се са сигурношћу рачунати да за 1927—28. биланс спољне трговине има да донесе дефицит најмање за 1.5 милијарду.

Приметићемо да процена извоза, учињена како од конгреса привредника тако и загреб. »Ложда« и сувише је произвољна и нереална. Извоз житарица је прецењен, јер се код калкулације тога узео у обзир вишак кога дају производно богате покрајине — без, или тек делимично кофена рачуна о пасивним крајевима (Далмација, Херцеговина, Лика, Пр. Гора), које треба у току 6. и 7. месеци исхрањивати ако су привредници на то уопште помислили! Ово несумње има да изазове повећање дефицита како у државном буџету тако и у платном билансу. Према подацима Генералне Дирекције Царина пасивност трговинског биланса у 1927. ишла је овом скалом:

јануар пасиван за	62,5	милиј. дин.
февруар	65,8	„ „
март	11,2	„ „
април	129,6	„ „
мај	58,2	„ „
јуни	64,9	„ „
јули	52,5	„ „

Са августом месецом дефицит трговинског биланса у тој години већ је достигао пола милијарде динара, што никако не пружа изгледа да ће текућа пословна 1927/28. год. то да измени на боље. Дали ће се форсирати извоз хране да достигне висину коју су предвидели заинтересовани извозници преко својих привредних органа а за љубав својих зарада, платног биланса и вредности домаће валуте — или ће се исти ограничити у сврху исхране гладног становништва Далмације, Херцеговине, Црне Горе... није проблем пред ким би се данашњи властодршци Југославије замислили. Појачање жандармерије у гладним крајевима, а отворена врата шпекулантима да извозе храну те реализују своје профите — био је и биће одговор влада и монархије Карађорђевић које имају корен у народу таман толико, у колико је исти бачен испод њихових ногу које га немилосрдно газе.

И ако ужива најшире повластице од стране државе (порезе, заштитне царине, јевтин кредит, ниска тарифа и др.) индустрија Југославије не може да се похвали да чини онакве кораке напретка како се то, од капитала инвеститивног у њој, очекује. Више индустријских грана (од којих нарочито млинска, дрвна, делом рударска) налазе се у један тежак положај.

Депресија код тих индустрија тумачи се недостатком капитала и стањем на светском тржишту. Да је осетно погођена баш млинска и дрвна индустрија (грађа је један од најјачих извозних артикала Југославије; овогодишњи извоз дрва и нешто руде процењен је од Конгреса привредника на 1.506.800.000. дин.) треба потражити узрока у појави Совј. Русије на светском тржишту са артиклима те индустрије. Ово привредници Југославије не могу да тумаче »бољшевичком пропагандом« како је то у крви њиховом политичко — берзанском лидеру В. Маринковићу. Ту су потребни други аргументи — ако се ни за коју цену неће међусобни споразум (трговински и дипломатски) па не жели ни решење питања конкуренције и тржишта због чега страдава млинска, дрвна и многе друге индустрије и обрт Југославије.

Повољни закључни биланси код индустријских предузећа суаређу се у оним гранама које су тесно скопчане са ратном индустријом (метална, текстилна, хемиска, авијонска, бродоградилштина). Код истих држава се јавља као ортак или субвенционист а Народна Банка као јевтин кредитор. (Приватним паробродским друштвима и бродоградилштима дала је држава 1926. год. 35. милијона дин. субвенције; код других, нарочито за авијонску, дато је још знатније.)

Слаба куповна моћ и опште осиромашавање широких народних маса најјаче је деловало на трговину и занатство. Најбројнији потрошач, сељак и радник, није у стању да зађе у трговину и код занатлије да би могао да подмири своје животне потребе а и трговцу дао зараду. Зато је трговина у стагнацији а занатство се укочило. За право стање код ових довољно је указати на стечајеве који у 90% погађају ситног трговца и занатлију. Година 1927. забележила је око 1.100 конкурса, што је према 1926. један »напредак« за скоро 30%. Да ће текућа јубиларна година да туче рекорд у банкротствима — говори нам целокупно стање привреде Југославије у коме је доведена штурим главама и ненаситим апетитима својих управљача.

Сем подизања индустрија скопчаних са војним потребама Југославије, инвестирање капитала у другим је сасвим познато. У колико се још врши, оно нема трајних намера већ искористићава тренутно стање пијаце или широке повластице које држава уступа (на пр. експлоатација шума у Босни). Недостатак домаћег капитала почиње да ствара једно сасвим ново расположење код привредника Југославије. Уверивши се да су савршено импотентни за веће радове и осећајући да се срља у банкротство ако се не створе нови услови за радове и обрт, домаћи привредници — капиталисте, без икаквих ограничења, без икаквих услова, чак уз готовост за највеће концесије управљају захтев на меродавне а молбу на иноземне финансиске кругове да се томе краху стане на пут. Док се политички тражи безбедност, привредна потреба је за зајмовима, кредитима и новим капиталистичким силама за инвестиције које треба да оживе организам једног банкрота!

Јасно да је страни капитал расположен пласману на Балк. Полуострво. Али он тражи изванредно повољне услове за то; тражи гаранције и контролу, сигуран профит, тражи власт.

Иза тога, да је у меродавним круговима Југославије превладало мишљење да иноземном капиталу треба отворити слободан улаз, почиње се давањем концесија у разним облицима и на разним пољима, у финансиским институцијама и индустрији, не првом месту. Политика на томе сектору, инаугурисана од В. Маринковића, мина спољних послова и председника Београдске Берзе, своди се на то: да се, као и до сада, у ратној индустрији нарочито фаворизира француски капитал, али на свима осталим пољима остаје се на територији Југославије слобода утакмице империјалистичким интересима. На тај начин у Југославији се почињу привлачити светски финансијери и она сваком даном постаје позоришта најживље игре разних империјалистичких тежњи, укрштања, сплетова и са тиме — дипломатских интрига. — Хотели се сачувати резервисано место за Француску у сврху оспособљавања Југославије, да чува *status-quo* створен империјалистичким светским ратом, ствар је која не стоји до Београда већ до Париза и моћи француских империјалиста да гарантују Версаљу из 1919. подобне регуле за Балкан и Средњу Европу — Нејски, Сен-Жерменски и Тријанонски уговор о миру.

Приметићемо да само за два-три последња месеца могао се забележити следећи улаз страног капитала у Југославији:

а) Министарство Трговине и Индустрије одобрило је оснивање »Јадранско-шумског д. д. у Дубровнику за експлоатацију шума«. **Енглески капитал** преко Хрв. Есконтне Банке која је постала обичном филијалом Англо-Интернационалне Банке Лтд. Лондон.

б) Крајем новембра 1927. посетио је амерички финансијер **Caedmeen** Југославију којом је приликом основано једно друштво за експлоатацију баукошта у Далмацији и Цр. Гори.

в) Мин. Тргов. и Индустрије одобрило је 29. XII. 1927. оснивање »Општег југ. банковног друштва А. Д. у Београду« са почетним акционим капиталом од 100 милијона динара (предвиђено 400 милијона). Поред **Wiener Bankverein** — (иза кога стоје Енглези) главно учешће у овој новој кредитној установи узима **Banque Belgique pour l'Étranger** и **Banque Commerciale de Bales** (Швајцарска). Доскорашњи белгиски мин. председник **Theunis** један је од најглавнијих акционара.

У једној мисији, по прилици узимања шума у експлоатацију, борави моментано у Југославији члан париске куће Рочилда.

д) У најскорије време треба **Cunard Line** да отвори своју подружницу у Сплиту за успоставу сталне пруге за своје пароброде. У привредним круговима Југославије ово је наишло на повољан пријем с обзиром на то да ће конкурисати »непријатељској« талијанској пловидби.

е) Берлински »**Börsen-Courier**« у полемици са »**Ewening Standard**«-ом признаје да је закључено да немачки капитал отпочне зидање у Југославији фабрика за вештачку свилу.

ф) Према информацијама београдске »Правде« оснива се једна велика немачко-југословенска банка са почетним капиталом од стотину милијона дин. У томе циљу имале би да се фузионишу две постојеће београдске банке.

г) **Victor E. Freeman**, Лондон, који има учешћа у шумским предузећима у Југославији, посетио је исту крајем децембра у намери да повећа своје учешће у експлоатацији концесија шума.

h) Мариноселски рибњаци (Пакрац) лија је површина 2.000 кат. јутара куплени су ових дана од једног енглеско-мадарског конзорција банака.

(Наставиће се.)

М. Стефановић



# Голгота македонског народа

## Македонија оптужује...

Доносимо са пуно огорчења и без коментара следећи, редакцији »La Fédération Balkanique« упућен апел македонских грађана, као један докуменат више крваве уштегатачке политике београдских велико-српских властодржаца.

Редакција »La Fédération Balkanique«.

### Апел

упућен редакцијама листова: Новости, Рад, Одјек, Реч и Политика у Београду; Борба, Дом, Обзор и Рјеч у Загребу; Рјеч Радника и Сељака у Осјеку; редакцијама часописа: Књижевни Гласник, Мисао, Будућност у Београду; Нова Европа и Књижевна Република у Загребу; — ректорима универзитета у Београду, Загребу и Љубљани — клубовима народних посланика: Земљорадника и Сељачко Демократске Коалиције; — председнику Народне Скупштине — народним посланицима: Светозару Прибићевићу, Секули Дрљевићу, Стјепану Радићу, Настасу Петровићу, Љуби Давидовићу, Јовану Јовановићу и Милану Гролу-јавним радницима: Слободану Јовановићу, Драгољубу Јовановићу, Јаши Продановићу, Драгиши Васићу, Мирославу Крлежи, Анти Трумбићу и Др. Базала.

Оно што се у последње време догодило у Македонији и оно што се сада догађа натерало нас је, да вам се обратимо и да вам упутимо овај апел, очекујући од вас да ћете предузети нешто за спасавање Македонског живља од данашњих ужаса.

Македонија страда. Ово што се у њој сада дешава не може се више поднети. Настало је такво време да ми овамо не знамо да ли ћемо осванути ако смо омркнули нити да ли ћемо омркнути ако смо осванули.

Народ овамо налази се у очајном положају. Сједне стране Протогеров шаље своје чете да би вршили атентате у којима готово увек страдају и невини Македонци. С друге стране данашњи режим сваки такав покушај атентата успео или неуспео искоришћава да би овамо заводио све јачи терор који само злу води.

И тако се преко наше коже води спор чија је Македонија од којег разрачунавања само Македонци пате и ако не саучествују ни у чему, него осуђују и један и други рад.

Бутали смо и трпели дуго. Мислили смо да ће владе које су се мењале једна за другом обратити пажњу на ову опустелу и разорену област, али узалуд. Из дана у дан све је горе. Све што је од људи ваљда најгоре овамо се пошаље чија је једина брига да се на рачун оголелих већ Македонаца обогате. Изузетци којима да је част врло су ретки.

И ова година која долази не доноси нам ништа боље. Јер уместо да се у буџету оно што је стварно потребно за Македонију, предвиђа се огромно повећање издатака за т. зв. јавну безбедност на Југу, то јест за полицију и жандармерију, и ако је број жандарма у Македонији и сада врло велики: по речима г. Прибићевића од 15000 колико их свега има само на Македонију долази 10000.

И нас је зато оставила свака нада да ће се влада и сама сетити да се Македонији помогне, јер све што је до сада предузимала било је увек на нашу штету. Истина по неким новинама се чешће пише као да је у Македонији све добро. Али ти чланци долазе увек од људи који су блиски влади и режиму и којима је заиста и добро. Да ли је икада изишао какав чланак од овдашњих људи који би хвалио стање овамо на Југу.

Ми нећемо истраживати кривце, нећемо оптуживати никога. Ми само хоћемо да се сви напредни елементи заинтересују за судбину ове несрећне покрајине. Јер овде се систематски спроводи зло. Људи који су добри према грађанима одмах се премештају, а доводе се други, који у слепој жељи да удоволе данашњем режиму не презају ни од чега. Можда би се тражило да се наведу такви: немогуће је, јер их је много, могли би се навести само изузетци. Највеће зло долази од полиције и жандармерије. Жандарми су по некад силнији од поглавара, већи чак и од самог жупана. Они за своја дела никоме не одговарају, тако да се добија утисак да су од самих виших органа добили одобрење за свој крвави посао.

Да ово не изгледа претеривање прећићемо на излагање самих факата.

И пре последњих атентата сељаци су терани на кулук и у потере за комитама али од октобра на овамо по свим местима завладало је право опсадно стање. Сва села почев од Куманова па на ниже до Штина и Вевђелије прошиштала су од полицијских ужаса.

Сељаци се покупају како се ко затекао и одводе се у потери. Не допушта им се да узму ни одело ни храну са

собом, него понеколико дана лутају не утопљени и гладни. По свима местима свакодневно по 50—100 људи одређују се у потере. Једни од њих чувају село и околину, други чувају путеве и пруге, а трећи иду у потери за комитама и кад их има и кад их нема. При тим потерама сељаци **ненаоружани, него са моткама иду напред, а пушкама и бомбама наоружани жандарми иду за њим.**

Та тобоже добровољна милиција пропада од глади, зиме и умора. Понеколико дана узастопце они морају да проводе на стражи или у потери и то голи и боси, јер одело топло за тај посао немају. За време пошких мразева листови су јавили, да се неколико људи из милиције смезло поред друге чувајући је. На наше велико запрепашћење ти исти листови су неколико дана доцније је демантовали своје прве вести. Ми верујемо да је до учињено по нечијем налогу, јер не само да су те вести биле истините, него је број премрзлих био много већи од оног јављеног и прелазило је 50. А смрт неколицине њих била је управо грозна. Тако је на улазу у сами Велес од умора и хладноће заспао Трајко Јукар и воз га је прегазно на пола. Исто тако на прузи Грацко-Криволак воз је прегазно двојицу.

Затвори су препуни. Број невиних Македонаца који трупну по казаматима огроман је и прелазе хиљаде. Увек леже месецима под истрагом, па се најзад пуште као невини. А на који начин падају полицији у руке показује овај случај. У Струмици постоји некакав комитет за националну заштиту. У њему се поред једног полицијског и једног војног шпијуна налазе још и два адвоката, управник монопола, **школски надзорник и директор гимназије Џамоња.** На захтев овога »друштва« било је ухапшено преко 50 исправних грађана од којих је њих 40 као невинне пустио сам жупан г. Матковић. Међу овим ухапшеним налазили су се и неки угледни трговци чија је »кривица« била што су се усудили да некима из овога »друштва« траже наплату дугова. Ту је била и једна девојка коју је дао ухапсити војни шпијун зато што није хтела да му се пода. Ту је била и разведена жена полицијског шпијуна и њена мајка. **Све три ухапшене као комитски јатаци и све три пуштене као невинне.**

А шта се пак чини са сељацима не може се све ни рећи. Тамо се хапси и пребија ко се стигне, жандарми бешчасте девојке, као што је био случај по селима у Скопској Црној Гори, и, о чему је било речу на једној демократској конференцији у Скопљу где се од једног говорника чуло и ово: »Ако овако потраје мораћемо сви да се у гору одметнемо«. У околини Штина многа села су се готово раселила а у околини Куманова многи сељаци беже у варош да се склоне од жандармског терора.

У затворима се поступа инквизиторски. Има умрлих и полуделих од бијења и мучења. Тако је један у скопском затвору тучен по леђима да би могао да се сагне и дохвати свој полни орган, а другоме су нарочитом справом стезали мошнице. У струмичком затвору двојицу сељака ухапшених терали су да играју по жару боси док нису пали у несвест. У скопскоме затвору један је од бабина полудео а други је два месеца лежао у болницу. У Велесу један касанин Стеван Босота тучен је толико, да кад је после месец дана лежања у затвору најзад пуштен као невин, морао је бити на Њлимину однесен кући. И многи још али њихове случајеве не смемо износити јер су још у затвору.

Казали смо да ни за своје животе нисмо сигурни. Живот Македонаца за овдашњу жандармерију и полицију не вреди ни колико живот једнога зеца. Ево доказа:

1. О убиству Мише Михајлова и сина новине су до-неле оно што су власти наредиле. Међутим широм целе Македоније зна се засигурно да су њих из куће одвели Каламатијевићеви бандити и убили наред пута за Ново Село, јер је при њиховом одвођењу од куће као и убијању било очевидаца. Све ово потврђује и факат што полиција ни прстом није магла да пронађе убице.

2. У Вевђелији је убијен угледни Македонац и честит грађанин Риста Глигоријевић. И у овом као и у горњем случају власти су само објавиле да је то дело Македонству-јућних о нису ништа учиниле да пронађу »атентаторе«. Док у близини Куманова доведен је цео воз жандармерије из Скопља да пронађе ко је истукао једнога албацију, и разгласили свуда да је то био покушај атентата.

3. 29-ХИ-1927. у Неготину испред своје капије убијен је Ђорђе Анђушевић пекар. Неколико дана пре тога он је

doșao u sukob sa žandarmerijskim kaplarom kojom pri likom mu je ovaj rekao: »zapamtiš me«. I ovde za ubicama nije tražano.

4. 3-XII-1927. u selu Rožden, srez Kavadariski žandarmi su pozvali kod sebe u stаницу угледног домаћина Ристу Комитова и покушали да га опију па угуше. Али како су се и сами били много напили то су променили план и изболи га ножевима па мртвог однели и бацили у његову авлију. Сељаци су по трагу крви утврдили да је донесен из станице.

5. У селу Дрен на путу су убијена два сељака. Убице није нико тражио.

6. У селу Живеље убијен је Сава Торђећ.

7. У селу Сушица убијен је Доне Трајков.

8. У селу Алекинце убијен је Јане Стојчев.

За сва три горња случаја зна се да су то дела жандарма.

9. Тому Кујунџијева, младиња из Струмице убили су жандарми при спроводу из суда за затвор.

10. Моне Берамов, кројач из Штина убијен је при спроводу из Царевог Села, за Штин. У Царевог Селу су му рекли да га воде кући у Штин али да га неби ко напао они му дају жандарма да га чува. Том приликом спровођен је још један затвореник.

11. На исти начин при спроводу за Царево Село убијен је и један дечко чије се име није могао да сазна.

12. Један младић из Штина ухапшен је у Штину чим се вратио из Бугарске и после неколико дана одведен из затвора. Родитељима поглавар је рекао: »Он више није ваш син, Бог га опрости«.

13. »Време« је донело ноћу, да је у Куманову а при спроводу од вароши до станице жандарм наредник убио неког Салдију Салдијевића јер је »покушао да бежи«. Међутим несрећник је имао лисце на рукама, место где је убијен је чисто без икаквог заклона и налази се на неко-

лико корачаји од касарне пуне војника, а очевидци су видели кад га је жандар свукао у јендек.

Сада смо вам у најкрајним потезима изложили стање у Македонији. Оно је још много горе, број убијених је много већи али је немогуће сазнати имена свих, пошто су и села и вароши готово блокирани, а сељаци не смеју од страха ни да причају све. Има пуно незнатних жртава, чије су лешине разнесене а нико није дознао ко су, јер је овде кривица и распитивати се за побијене.

Како се ради са сељима најбољи је овај пример: Изв атентата код села Александрова то село било је тако блокирано, да ни стока три недеље није пуштана на пашу; а једна жена која је тих дана умрла за све то време није могла бити сахрањена.

Све ово могла би једна у истини непристрасна анкета да извиди и утврди.

Понављамо опет, да ми не тражимо кривца, ми чак нећемо ни да оптужујемо и ако на то имамо права. Ми само хоћемо да нам се осигура живот да нам се да бар толика сигурност, да нећемо сутра по шефу полиције бити иза катанца или чак да се одмарамо под земљом после свих претрпљених мука.

Или ако нема друге помоћи, онда нека се нареди општи покољ, нека се истребе сви Македонци, па нека се од једном заврше сви ужаси које сада преживљавамо. Тада ће бити мирни и Протогеровци и Вукићевићева полиција а највише бићемо мирни ми Македонски грађани који страдамо од њиховога разрачунавања.

На крају да споменемо да смо прво мислили да образујемо једну депутацију, која би у скупштини изнела све ове чињенице, али свесни да би ретко ко после тога из те депутације остао жив ако би се овамо вратио, ми смо изабрали овај пут и начин верујући да ћете се заузети и поради да ово неиздржљиво стање код нас престане.

Македонски Грађани

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## 10 Ani de Ocupație românească a Basarabiei

La 28 Ianuarie s'au împlinit 10 ani de când trupele românești au ocupat fosta gubernie rusă, Basarabia. Fiecare zi de ocupație este de-atunci o pagină plină de crime sângeroase. Armata bancherilor și boerilor români a intrat în Basarabia sub pretextul de a asigura paza depozitelor de alimente necesare armatelor românești și rusești, aflate în 1918 încă pe frontul român, și cu obligația de a nu se amesteca în afacerile lăuntrice ale Republicii Basarabiei și de a părăsi această provincie bogată cel mai târziu în timp de două luni.

Dar din prima zi a ocupației armata română a inaugurat cea mai cumplită teroare împotriva populației dela sate și orașe. Masele de muncitori și țărani, trezite la viață politică de către Revoluția Rusă care le-a dat dreptul și posibilitatea unei vieți omenești libere, au întâmpinat ocupația imperialistă românească cu proteste și răzcoale. Trupele de ocupație au răspuns atunci prin represii sângeroase: luptele dela Bender, Chișinău, Vâlcova, împușcarea conducătorilor muncitorimii (socialiști și social-revoluționari), executarea soldaților din regimentele moldovenesti, risipirea cu forța, alungarea congresului țărănesc basarabean, arestarea și împușcarea Președintelui congresului, înecarea în Nistru a femeilor și copiilor în masă, însfârșit împușcarea fiecărui al zecelea om în orice sat sau oraș unde locuitorii își exprimau cea mai mică nemulțumire față de trupele ocupante, față de rechizițiile fără plată și față de jafurile organizate, — iată numai câteva momente sângeroase din primul capitol al istoriei ocupației românești.

Întreaga Basarabie fără deosebire de naționalitate, — moldoveni, ruși, ucrainieni, bulgari, evrei, etc., — s'a împotrivit invaziei românești imperialiste. Și totuși, două luni după ocupație Sfatul Țării, organizație chemată la viață, după mărturisirea propriei ei prime declarații, pentru pre-

gătirea și convocarea Constituantei Basarabiei, Sfatul Țării, descomplectat prin executarea și înecarea a numeroși membri ai săi, în prezența numai a unei treimi din numărul total al membrilor săi și împotriva voinței fracțiunii țărănești, Sfatul Țării, înconjurat de trupe, într'o sală de ședință al cărei public îl constituiau soldații cu baioneta întinsă și cu mitralierele gata să pornească, — proclamă »unirea de bună-voie și pe veci« la România. Această comedie sinistă, capitaliștii și boerii români o bagă în față opiniei publice internaționale ca argument deciziv, suprem al »drepturilor« României asupra Basarabiei. În puterea acestui »argument« capitaliștii și boerii români țin de 10 ani sub călcăiul ocupației celei mai groaznic de sângeroase o provincie, a cărei populație, peste 50% »minoritară«, nutrește ura cea mai disperată împotriva ocupanților.

Firește, ocuparea Basarabiei de către trupele românești s'a produs cu sprijinul imperialiștilor din toate lagărele: atât al lui von Kühlmann, ministrul lui Wilhelm al II-lea, cât și al lui Loyd George și Clémenceau. Kühlmann dădea boerilor români o compensație pentru Dobrogea, anexată de germani, iar Anglia a consimțit la anexarea Basarabiei pentru a îndepărta Rusia dela Dunăre unde ea (Anglia) conta să rămână curând singură stăpână. Astfel politica imperialismului anglo-francez, ca și a celui german în chestiunea Basarabiei era determinată de dorința de a lovi Revoluția Rusă, de a lovi Puterea Sovietică. În anexarea Basarabiei, ca și a altor teritorii și provincii, de către România bancherilor și boerilor imperialiștii din toate lagărele au văzut ridicarea unei bariere împotriva »bolșevismului«, Basarabia trebuia să fie o secțiune a cordonului contra-revoluționar, îndreptat cu vârful baionetelor împotriva muncitorilor și țărănilor ruși.

Nerecunoașterea de către Uniunea Sovietică a raptului

Basarabiei, dușmănia și ura dlocotindă a populației fără deosebire de neam, nici de clasă împotriva României, perspectiva tot mai apropiată a unui război anti-sovietic în care Anglia împinge România, — toate aceste momente fac ca ocupanții români să se simtă foarte nesiguri în Basarabia, a cărei populație privește Uniunea Sovietică drept adevărata patrie și în cazul unui război împotriva Uniunii Sovietice va dezorganiza spatele frontului imperialisto-românesc. Clasa stăpânitoare din România vrea să frângă această ură și dușmănie printr'o teroare cumplită și printr'o politică de pradă și de expropriere directă a populației basarabene. Clasa stăpânitoare exploatează Basarabia după un sistem colonial. »Colonia de peste Prut« iată cum este desemnată Basarabia de către politicienii români de toate culorile politice.

În anii 1918, 1919, 1920 autoritățile românești au rechiziționat dela țărani toată pâinea fără nici-o plată, pentru a o specula apoi în orașele românești unde populația murea de foame de pe urma războiului. Înșelătoria cinică denumită »reforma agrară« și ridicată în slava cerului de capitaliștii și ciocoi români, nicăeri nu se demască mai eras ca în Basarabia. Revoluția Rusă dăduse țăranilor basarabeni fără plată întreg pământul cu inventar cu tot; iar »reforma agrară românească li l-a luat îndărăt pentru a-l da în cea mai mare parte slugilor politicieniste și instrumentelor ocupanților: ofițerilor, plutonierilor, percepților, primarilor numiți, deputaților și funcționarilor români. De-o pildă în sudul Basarabiei toată coasta Mării și țărmul Dunării aparține funcționarilor de Siguranță; mai toți foștii sau viitorii miniștri au câte un platou pentru o vilă în regiunea balneară. Pământurile cele mai proaste, mai îndepărtate au fost date țăranilor pentru o plată care-i de 40 de ori mai mare decât prețul pământului în timp de pace. Preschimbarea rublelor a însemnat exproprierea tuturor economiilor țăranilor din Basarabia de către băncile bucureștene, de către funcționarii, percepții, jandarmii și deputații români: prin această operație statul însuși a expropriat nemijlocii 60%. În buzunarele ocupanților și slugilor lor au intrat astfel peste 10 miliarde de ruble, adică munca câtorva generații țărănești basarabene.

În asemenea condiții țărănimea jefuită prin rechiziționarea tuturor rezervelor de pâine și vite, prin operația preschimbării rublelor, n'a fost în stare să plătească miliarde pentru fărâmițele de pământ primite și a căzut în ghiarele unei groaznice cămătării, sistematic și savant practică de băncile românești sub protecția nemijlocită a guvernului. Lipsită de pământ îndestulător, de capital rulant și de credite, de inventar viu și mort, sfâșiată de o foame cronică, așa cum în Basarabia nu s'a pomenit de o sută de ani, țărănimea basarabească a început să-și »vândă« ocupanților pământurile pe nimica și să fugă în lumea largă. Astfel așa-zisa »reformă agrară« a fost pentru ocupanți numai mijlocul de a expropria masa țărănească, de a o băga sub jugul unei noi clase de proprietari mari și mijlocii români, care-și lucrează pământul cu brațele, inventarul și sămânța țăranilor pe bază de gospodărie naturală, adică pe degiaba. Formarea unei noi clase boeresti, reintroducerea de forme feudale (neoiobage) de exploatare, despopularea (prin piete și emigrare) pe seară întinsă a Basarabiei, — asta-i »reforma agrară« română.

Și cine nu s'a îmbogățit de pe urma reformei agrare! Oameni și agenți ai oligarhiei stăpânitoare, veniți în Basarabia fără cămașă pe ei, devin în doi ani bogați. Nicăiri îmbogățirea nu-i așa de ușoară ca în Basarabia, unde, sub pretextul luptei împotriva »bolșevismului«, administrația, alcătuită din elementele românești cele mai declassate, năpustite asupra Basarabiei ca o haită de lupi flămânzi, practică un sistem de jaf și corupție hamidiană. Căci administrația localnică, ce s'a împotrivit ocupației românești, a fost destituită și în mare parte expulzată sau impușcată. Excepție au făcut numai fruntașii »Sfatului Țării«, agenți ai ocupanților ca Incuț, Ioncu, Pelivan, Cihureanu., Halippa și alții, cari din niște părliți au devenit astăzi acționari la marile bănci liberale și proprietari de moșii întinse.

Mână-n-mână cu exproprierea în masă a populației, cu introducerea neoiobăgiei, cu despopularea țării, cu corupția fără seamăn, merge și decăderea culturii, sănătății publice și gospodăriei basarabene. Ocupanții n'au făcut în zece ani de ocupație nici-o școală, nici-un spital, nici-un metru de șosea sau de cale ferată. Dimpotrivă, școlile au fost complet și forțat romanizate, acolo unde n'au fost prefăcute în local de jandarmerie sau de Siguranță, în grajd de proci, tripou sau bordel pentru militari. În fruntea școlilor secundare au fost trimiși în Basarabia chelneri, birjari sau slugi de casă ale ciocoiilor români. Personalul didactic localnic dacă n'a fost expulzat, a fost pur și simplu impușcat. Biblioteci bogate rusești, unele de-o mare valoare

culturală, adunate în curs de zeci de ani, au fost textual arse. Spitalurile basarabene, renumite altădată în Rusia întreagă pentru organizația lor superioară, sunt azi în așa hal de ruină, încât ministrul sănătății însuși, d. Incuț, a recunoscut de curând, că ele nu vor putea fi refăcute în parte nici în zeci de ani. Personalul sanitar a împărțit aceeași soartă ca și cel școlar. Urmarea este, că niciodată epidemiile n'au bătuit în Basarabia atâta, ca în ultimii ani.

Comerțul și industria, izolate cu violență de piața rusă, cu care ele sunt legate printr'o dezvoltare organică, sunt ruinate. Comerțul clandestin cu Uniunea Sovietică e deaceea în floare. Dobânda este de 200 și 300%. Ceeace rămâne de pe urma cametei este înghițit de către percepții și de către administrație. Acest regim colonial este, firește, condiționat de un regim de excepție: drepturile de asociație, de întrunire, de conștiință, de presă sunt suprimate. La sate jandarmul român dispune literalmente în chip absolut de viața și moartea țăranului. La orașe Siguranța înlocuiește, și întrece prin tortură și asasinat, ohrana țaristă. Bătaia necunoscută sub regimul țarilor în Basarabia, a devenit un lucru obicinuit sub ocupația românească și este aplicată fără deosebire: muncitorilor ca și intelectualilor, negustorilor ca și popilor pentru cel mai mic semn de nemulțumire. Un fenomen periodic sunt »expedițiile militare de pedeapsă«, de care nici-un sat sau oraș nu a fost cruțat: averile țăranilor (vite, țoale, bani, etc.) sunt jefuite de către soldătime; cei cari schițază un gest de rezistență sau de protest sunt impușcați pe loc; bătrâni, femei, copii sunt dezbrăcați și bătuți fără milă; satul întreg trebuie să plătească, ca în țară cucerită, un tribut. Violurile femeilor nu lipsesc. Supraviețuitorii fug în pădure sau în bălți. 150.000 de soldați se află în Basarabia, jumătatea efectivului întreg, și trăiesc din furtișaguri, jafuri și extorceri pe socoteala populației, pentru că alocația zilnică este de o sutime dintr'un dolar.

Cine să se mai mire, că în timpul acestor zecede ani desperarea populației și-a desfășurat drum prin revolte fără număr. Și de fiecare dată armata, susținută de artileria grea de uscat și de cea marină, care a ras sate întregi de pe fața pământului, a putut proclama »restabilirea ordinii«. Revoltele dela Hotin (1919) și dela Tatar-Bunar (1924) sunt numai revoltele cele mai cunoscute; ele demonstrează în fața lumii întregi cât de »benevolă« a fost »unirea« Basarabiei cu »patria-mumă«. Termenii »procedeu basarabean«, »sistem basarabean« au devenit curente pestetot, nu numai în România. »Locotenent Morărescu!«, acest nume vorbește lumii întregi și de peste graniță cât volume de istorie, acest bandit oficial este apoteozat de către naționalismul românesc ca un simbol, ca un port-drapel al ocupației românești în Basarabia.

Ratificarea raptului Basarabiei de către imperialiștii englezi, de către militariștii francezi și de către fasciștii italieni n'a făcut de cât să întărească și să îndârjască voința de luptă a masselor poporului basarabean pentru dezrobirea sa. Căci zece ani de exploatare, de foamete, de corupție și de despopulare, zece ani de jaf și teroare, de asuprire culturală, socială și economică n'au făcut decât să înălțeze până la roșu dorința de libertate, de rezistență contra ocupantului român. Masele muncitoare de pestetot, opinia lumii întregi civilizate au sprijinit cu simpatia lor sfertările poporului basarabean pentru a doborâ jugul ocupației străine.

#### Plebiscitul pentru Basarabia!

Iată singura și unica dezlegare a problemei naționale basarabene, a chestiunii Basarabiei prefăcută de către ocupanții români într'o permanentă amenințare a păcii lumii întregi.

M. Tătaru (Chișinău)

## Asasinarea lui Bujor

### El trebuie salvat!

Se vor împlini în curând opt ani de când conducătorul muncitoresc Bujor se sfârșește încet-încet într'o celulă izolată dela Doftana. Starea lui s'a înrăutățit în ultimul timp într'atâta, încât nu mai există nici-o îndoială, că nici pedeparte martirul dela Doftana nu va putea ajunge la capătul pedepsei sale. El va rămâne pentru vecie într'un colț fără semn dinn cimitirul temniței.

Bujor a fost condamnat în anul 1920 de către un Consiliu de Război sub pretextul, că ar fi dezertat în timpul războiului și ar fi »ridicat armele împotriva țării« în rândurile Revoluției Ruse. În realitate însă tocmai martorii dela proces, personajii boeresti și ciocoiștii care au trecut prin furtișagurile revoluției la Odessa, au trebuit să recunoască, că Bujor le-a ușurat pe cât a putut situația, pe mulți dintre dâșii salvându-i chiar dela execuție. Deși condamnat

la muncă silnică, deci la un sistem de pedeapsă care excule izolarea. Bujor a fost totuși trimis la feroasa temniță disciplinară Dofțana, iar acolo supus ununi regim excepțional și sălbatic. Cei opt ani pe care i-a petrecut până acuma acolo l-au distrus înrâtăta fizicește, încât nu numai muncitorimea revoluționară a dat alarma, dar s'au alarmat și conducătorii social-democrați și intelectualii fără partid.

Internaționala Socialistă a început și dânsa să se preocupe de soaria lui Bujor. De curând domni Socor, director la ziarul independent »Adeverul«, și Ilie Moscovici, unul din conducătorii Partidului Social-Democrat, au izbutit să capete dela guvern permisiunea de a-l vedea pe Bujor. Ceeaca povestește dânsii în »Socialismul« și »Adeverul« este înfiorător.

»In fața noastră, scrie d. Moscovici, era un om doborât de chinuri, cu fața și trupul supte și strâmbate de nemănecare, incapabil de bucurie la revederea prietenilor.« Bujor refuză orice mâncare ce i se aduce de afară, pentru că »chiar și mâncarea bună nu face decât să-i distrugă un stomac și un organism debilitat, nedepins cu mâncarea bună...«

»In secția H., povestește d. Socor, clădire în trei etaje, toată construită în piatră, sunt 63 de celule. Bujor ocupă una din ele la parter, celelalte sunt libere. In jurul lui tăcere de mormânt toată ziua. Celula ține umezeală. Ziua are libertate să se plimbe trei ore în curtea secției H., unde nu întâlnește pe nimeni. Asta e ziua. Dar după fiecare zi vine noaptea. Și noaptea lucrurile se schimbă. De cum se dă închiderea liniște mormântală din timpul zilei dispăre.« Și d. Socor povestește cum până în zori gardienii fac zgomete asurzitoare la tacătul ușii, în perete, pentru a im-

pedica somnul condamnatului. Bujor nu este bătut, dar este pedepsit la o pedeapsă mult mai rafinată: să nu doarmă. Bujor a fost astfel adus pe pragul nebuniei.

»Sunt un soldat căzut în luptă. Nu pot avea altă speranță decât moartea. O aștept în liniște.« Acestea au fost cuvintele din urmă ale lui Bujor.

Bujor a fost înainte de război unul din conducătorii Partidului Social-Democrat. In timpul Revoluției Ruse el s'a raliat steagului ei. Intors în țară, el a fost arestat și aruncat pentru vecinicie în mormântul pentru vii dela Dofțana. Iubit și venerat de muncitorimea din România, el este stimat și de largi cercuri ne-socialiste. Acuma el este amenințat să piară în temniță, pentru că oligarhia îl asasinează treptat-treptat prin cele mai rafinate mijloace de tortură.

Poate că mai este încă timp ca să fie salvat. Pentru asta trebuie însă să se ridice o mișcare puternică în țară și în străinătate. Oligarhia nu va da prada această prețioasă din mână decât de nevoie, fiind silită. Nu se poate conta pe »bunăvoința« unuia sau altuia dintre oligarhi. Noi salutăm faptul că Internaționala Socialistă s'a seziat însăfășit de soaria lui Bujor. Campania însă trebuie intensificată și grăbită, căci altfel moartea va fi aceea care îl va elibera pe nobilul martir al clasei muncitoare române din ghiarele chinurilor.

Pentru salvarea lui Bujor, pentru amnistia generală ridicăm vocea noastră și facem apel la opinia cinstită a luptătorilor pentru libertate din toată lumea, ca să-și ridice glasul alături de noi și de mișcarea pornită pentru cucerirea libertății nobilei figuri, care este luptătorul muncitorimei române Bujor.

I. M.

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Ëasat e ndryshme të robnimit të popullit shqyptar prej Ëashismit

S' kan kalue ende dy vjet ç' se Ahmet Zogu e klasi i bejlervet kaluen prej prehnit të Pashiqit në prehen të Mussolinit.

Këto 2 vjet veçse kan mastue per t' a prue Shqypnin në një shkallë skami e robnije, s' vehtem me ëmen munt të thirret sot Shtet në vëdi, ç' do suveranitet e independencë asht shkallmue prej Ëashismit.

Per atë q' don të xanë prej historis asht e nevojshme q' t' i vën orve një mbas një aktet dampuese të Ëashismit, q' e shkallmue Shqypin fare; të vën orve se kudo e kurdo shkaktarë i keyne aktevet ky kasti i ndyrtë e i degeneruem i bejlervet; të vënë orve se motivat q' i shyne bejlërt me veprue mbas traditonit të tyne janë gjithnjë motivat e një egoismit e profitit ma të ndyrtë, q' mban shpëtimet e grabitsvet.

Kish kalue gadi një mot q' Ahmet Zogu e bejlërt e tij, kishin mbajtë mercenarët e tyne me të hollat e Serbis; mir po marëdhanjet italiane me disa emigrant në njen anë, dhe zemrimi i popullit q' u shtote dita me ditë në tjetren anë, i shtine frigen Ahmet Zogut e e bane me kerkue te Italia shumia të cillat s' munt t' i nepte ma Serbia; posë kësaj kasti i b. jlevet e shifshin se per të rrujtë tokat e tyne të rrembue me popullit, ma i aferm se kush do tjetër ish Ëashismi, naturisht se aspak s' i interesote këto gjind të degeneruem, se në ç' hall do të bite populli e independenca shqyptare: ato kishin nevojë per të holla e per rojtjen e grabinavet toksore.

Myfid Bej Libohova, Ministri i Financavet i Ahmet Zogut, e Instrumenti i Italis, ju suell Mussolinit per një hua.

Dihet mirë se si u b' kjo hua, vehtem privat si bakshish Ahmet Zogu e Myfid Bej Libohova muerne të holla, populli shqyptar s' ka p' ende asnjë pësh prej huas të famëshme; per kundrasi huaja kje kurtha, me të cillen Mussolini i lidhi kambë e duer popullit shqyptar; dihet se huaja e 50 Millionëvet Lira (me 75% emission) do t' u merrte vehtem prej shoqëninavet italiane, q' do t' ju nepte detyra prej qeveris shqyptare per të

ndertue ura, rruga, ferrovina e j. Fajdeja veçse do t' u pagushin me ditë të nenshkrimt Udhat, uzat etj. natyrisht se do t' ishin strategike per luiten e ardhëshme me Jugosllavin.

Kish atëherë Federata Balkanike, ka pasë thanë se Shqypnija nuk do të munt të paxute fajden, e se do t' ish e shterngueme me hi di ta me ditë ma teper nen zgjedhen e Ëashismit. E kështu ndodhi. Së kaloj shum kohë e na len Banka Kombetare: një Institut italian q' robnou krejt ekonomin e Shqypnis. Statuti i e kësaj Bankë, q' per ironi mban ëmnin »Kombtarë« rrin në kundershmit me suveranitetin e independences shqyptare, tuj kenë q' Këshilli Administrativ i Bankes, shumica e madhe e të cillit na yrisht asht italian, nuk asht i detyruem me ju shtrua ligjvet të Shtetit shqyptarë; posë kësaj qandra e Bankes e kapitali i sajë n' arë asht në Romë e jo në Tiranë.

Banka per turp e thirrun Kombetare, nuk asht tjetër porse një kusarë e borgesis kapitaliste italiane ndaj popullin e vorfen shqyptar. Populli shqyptar edhe an pak arë serm q' pat në dorë, po e ndrron me letrat italiane, q' do t' a bjerrin cmimin domos me të paren krisë të Ëashismit.

Me Banken Kombëtare ekonomia e Shqypnis asht krejt robnue prej Ëashismit, porse kjo s' mbastote duhej q' popullit shqyptarë të robnuej dhe politikisht e militarisht, e per një mbas një, u nenshkruene 2 traktatet e Tiranës; natyrisht prap prej një begut, pse një tjetër do të kish turp me vëu nenshkrimin nder akte të tilla me të cillat vorrosot independenca e Shqypnis, edhe këtu, si n' ç' do akt traktatuer, kasti i bejlervet asht shkaktarja e krijuesja e dy traktatevet.

Dihet se ç' pat traktati i për, me të u sigurote per jetë, sundimi i Presidentit e i bejlervet, dhe Italia delte si mprojësia e Shqypnis. Ç' do levizje do t' ish shkak per Italin per të shkarkue në Shqypni. Mbas këtij traktati filluen oficirat italian m' e mushë Shqypnin, dhe depotë armesh e vegla luftash kjene vue andë e kandë.

Per traktatin e dytë asht folë para pak kohë në Federatë

e s' është nevoja të persritet; shkurt me traktatin e dytë Italia del dhe oficiel si një potencë që ka mandatin mbi Shqipëri.

Por mos të kujtojmë se me ketë traktat ka mbaruar veprimi dampnues i Italisë në Shqipëri; prap agentat e Fashizmit sidhen andë e kandë, një ndër to b. i. Mazzotti, një oficer fashist që ka ardhë në Vienë për të bindë disa emigrant shqyptarë, se Ahmet Zogu e bejlerit, mundohen për të mirën e popullit shqyptarë, e se Fashizmi do të jetë shpëtimi i Shqipërisë. Ner tjera folet shumë dhe për irredentisëm; por dihet mirë se ç' fille libruese ka Fashizmi, Kryetari i të cilës, Mussolini ka thënë se Fashizmi do të krijojë perandorin romake.

Popujt e Ballkanit e kanë kuptuar fare mirë se Fashizmi është për të deka, e kanë veçse se edhe ato qeverin ballkanike që janë sot në kambë, së janë tjetër veçse agentat e kapitalizmit e militarizmit së huej; popujt e Ballkanit si do të luftojnë Fashizmin do të luftojnë dhe qeverinat trahitore të tyre.

Kjo luftë do t' i lidhin dita me ditë nermjet të tyre, për krijimin e Federatës Ballkanike, të vetmit shpëtim prej gjendjes të tmershme që gjenden sot.

Kalori

## Franca, Italia e Shqipëria

Antagonizmi franko-italian në Ballkan, është ba shumë i vrashtë ner dritë e mramë të Nandorit. Fakti është se exakt mbas 15 ditësh të nenshkrimit të traktatit franko-jugosllav në Paris, u nenshkrua traktati italo-shqyptarë në Tiranë. Të duket si me kenë ner kohnat kuer Austria e Rusia i delshin ballë njana tjtaters. S' ka gjë ma të rrezikëshme se kombinacione të tilla si per pagjen e Ballkanit ashtu per pagjen e per-gjithëshme. Shtetet e Ballkanit si janë sot kanë mjaft rreziqe në vetvendi pse gjithëcilli ner to ka irredentisëmin, imperialisëmin e militarisëmin e tij, porse atëherë kuer hin dhe fuqinat e mëdhaja ner to per t' eksploatue anëmiqësinat nermjet të Shtetevet të Ballkanit, atëherë rreziku është shumë i madh e i afër.

Austria e Rusia thoshin atëherë se interesat e tyre europiane nuk i lëshin me ndeje indiferent për ç' do që ndodhte nermjet të Danubit, Adriatikut e të detit Egeë. Njeni bite per argument kontiguitetin që kish me Serbi, tjetri protektionin që i kish dhanë kurdoherë popullit sllav, që s' munt t' a shote doret pse atëherë u degenerote. Franca e Italia po perdorin prap njato argumenta.

Qeveria e Romës thotë se Adriatiku është rrezik t' i mydhet anivët të saja po kje se Jugosllavija kapercen litoralin shqyptarë. Franca na mallënjën me pomendimet e vllazënimt të luftes me Serbi. Diplomacis nuk na i mungojnë kurr arsësynat, të mira a të këqija. Në realitet, me të tillë arsësynime dialektike na lëjn konfliktet prej sajë.

Quai i Orsay, qysh në 1918 e ka hapë pelhuren e konvencionevet miqësore: Pakti franko-polak, pakti franko-rumen, pakti franko-çechoslovak, e në funt pakti franko-jugosllav. Une flas këtu vehtem per Europen centrale e orientale, pse per ndryshej kemi dhe tjera per t' i shtue kësaj nomenklaturë. Politika e monarkis së motëshme është marrë e po thue dhe me mendyry ma të këqija prej Republikës demokratike e borgese. Jugosllavia po bāhet ushtari i Frances në Ballkan. Z. Briand-i e ka mprojtë mendimin e tij para Parlamentit, tuj thanë se

traktati i të 11 tit Nanduer kish në sye vehtem rojjen e pagjes. Po këtë proklamojnë në ç' do rasë analoge të gjithë qeverinat. Ky traktat driton se ç' kuptim ka prej rasavet mbas të cillat kje nenshkrua. Kundra kuej ka Jugosllavija nevojë me kenë e mprojtun në gjendjen e sotëshme? Kundra Italis fashizme. E une së do të kerkoj këtu se kush e ka responsabilitetin, Kabineti i, Romes a por Kabineti i Belgradit, pse dihet se si njeni ashtu tjetri kanë dishire expansioniste, mbas të cillavet nuk munt të mbahet pagja botnore.

Traktati franko-jugosllav, me dashje a pá-dashje, ish një pergjegje e traktatit të parë të Tiranës nermjet të Mussolinit e Ahmet Zogut (Nanduer 1926). Akti i dytë i Tiranës (Nanduer 1927) i del per ballë aktit franko-jugosllav. Dhe shpëtim ma optimist e ma naiv në botë nuk është e mundur që mos t' i bin në sye kjo koincidencë, e prej kësaj duhet të nxierren konklusionet.

Jugosllavia e ndin vehten të ngushillueme e pá-dyshim të forcume ner projektat që ka, prej mprojtjes që merr zyrtarisht prej Parisit. Shqipëria lëshohet krejt në duar t' Italis, por se ajo e di fare mirë se kjo Itali do të lëshohet në ndimë të sajë në të parin incident të kufivët që do të dojë t' eksploatojë duçe-ja. Mbas faktit të këtyne aliancavet, kabineti i Belgradit e Kabineti i Tiranës bahen ma luftar se ishlin peipara. Kuer nieri është se në ndimë të tij, do të vijnë me miliona ndjerzish, atëherë largou ç' do prudencë e ç' do arsësynim.

Kështu rezultati i këtyne dy traktatevet të Nandorit, është që krijon jo vehtem nermjet të Frances o t' Italis, një gjendje t' ashprueme, porse edhe ven Shqipërin e Jugosllavin si dy anmiq të pa-pajteshem në ballë njena me tjetren. Si në Paris ashtu në Romë ministrat proklamojnë vullnetin e tyre me rrājë per pagjen porse nuk munt të kundershohet, se kjo pagjë asht ma e paktë e ma e ngatrueshme, ç' m' at ditë ku janë nenshkrua këto mjetet e reja diplomatike. Asht një konsekuenc që nuk munt të dyshohet, e që mbaston vehtëvehtiu per provimin e sajë. Nieri çuditët si kanë sy e faqe kancelerinat, mbas eksperiencavet të shekullit të kaluem, me qaraqitë gjithnji si të vijëshme, të shendoshta, dhe të paqëshme ato konklusione që shtojnë armët armëvet, e arsësynimet e mos-besimit motivavet të hostilitetit.

Por kjo së mbaston. Shtypi italian krejt fashiste, na ka njoftue sende që duhet vue oroe, e nenvisue. Aj polon se grupi franko-jugosllav, asht ma i fortë se grupi italo-shqyptar, po se aj e njëf këtë per të deducue nevojen, të kjaritë per Kabinetin e Romës, per alianca të reja. Kjo na banme dit se Mussolini, do të vijojnë marreveshjet e intrigat në Ballkan e në Danubë, per t' i shtue, në hipotesë të luftes, efektive të reja.

Aj e neutralisoj Rumanin, tuj i paraqitë ratifikimin per çkputjen e Besarabis, aj ka fillue bisedime paraprake, jo ma tregtare, por politike me Ungarin, që e menacon në krah Jugosllavin; aj s' ka nevojë per shumë mundë, per të fitue moralisht dhe Bullgarin, që do të perpin token macedone; per sá i perket Greqis, aj mundohet m' e zëmrua kundra Jugosllavis e kundra Frances, tuj i thanë se këto duen të shtyhen nermjet të Ballkanëvet e dishrojnë me zgrapë Salonikin.

Të gjithë kjo diplomaci na pregatitë dit të lumëtra. Ç' mësim duhet të jën këto per popujt Ballkanik të dām e të robnuem prej diktatorevet të tyre!

Paul Louis

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΡΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΟΙ ΑΓΟΡΕΥΣΕΙΣ ΤΟΥ ΦΑΝ Σ. ΝΟΛΙ ΚΑΙ Δ. ΒΛΑΧΟΦ

Στὸ Συνέδριον τῶν Φίλων τῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν ὁμιλήσαν οἱ ἀντιπρόσωποι Φαν Σ. Νόλι καὶ Βλάχοφ ἐν ὀνόματι τῶν καταπιεζομένων Βαλκανικῶν λαῶν, ἐνεκα τῆς σπουδαιότητος τῶν λόγων τῶν, τοὺς δημοσιεύομε ἀποτολεῖ.

Ὁ λόγος τοῦ Φαν Σ. Νόλι

Δὲν μπορεῖ κανεὶς νὰ ὑποδείξει ἀρκοῦντως δύο χαρακτηριστικὰ γεγονότα ποῦ παριστάνουν τὸν πρόλογο γιὰ τὸν πόλεμο ἐναντίον τῶν Σοβιέτ. Αὐτὰ εἶναι ἡ ἐναντίον τῆς Σοβιετικῆς Ἐνώσεως κατευθυνομένη συκοφαντικὴ ἐκστρατεία, καὶ ὁ γενικὰ ἐναντίον ὄλων

τῶν ἐργατῶν κατευθυνόμενος διεθνὴς φατσομορς. Πρὶν ἀπὸ κάθε ἱμπεριαλιστικὸ πόλεμο τῆς Μεγάλης Βρετανίας, προηγήθηκε μιὰ τέτοια συκοφαντικὴ ἐκστρατεία. Κάθε ἀντιπαλος τῆς κατηγορήθηκε ὡς θανάσιμος ἐχθρὸς τοῦ πολιτισμοῦ. Τὸν 19ον αἰῶνα ἦταν ἡ ἐπαναστατικὴ Γαλλία, τὸν 20ον αἰῶνα ἦταν ἡ στρατοκρατικὴ Γερ-

μανία, τώρα είναι ή σειρά τής Σοβιετικής Ένωσης. Για κείνους που παρακολούθησαν με προσοχή αυτές τις ψευδολογικές εκστρατείες, δέν υπάρχει πια καμία αμφιβολία: ή Άγγλία οργανώνει μια σταυροφορία, βεβαίως πρὸς «σωτηρίαν τής ανθρωπότητας», για να ἐξοντώση τὸ πρῶτο Ἐργατο-ἀγροτικό κράτος. Ἀλλά πρόκειται να υπερπιδηθῆ ἓνα ἐμπόδιο, οἱ ἐργατικές ὀργανώσεις, οἱ ὁποῖες ἀντίστανται ἐναντίον ἐνὸς πολέμου ἐν γένει καὶ ἰδίως ἐναντίον ἐνὸς πολέμου κατὰ τής κοινῆς πατριδας ὅλων τῶν προλεταρίων. Οἱ διάφοροι φατσιαστικοὶ κυρίαρχοι ἀνέλαβαν αὐτὴν τὴν δουλειά. Ἄν τὴν ἐκπληρώσουν, θὰ ἔχουν τὰ χέρια τους ἐλεύθερα να πράξουν. Αὐτὸ θὰ εἶναι τὸ τελευταῖο στάδιο για τὸν πόλεμο ἐναντίον τῶν Σοβιετ.

Αὐτὸ τὸ ἐγκληματικὸ χτύπημα εἶναι που πρέπει ἐμεῖς να ἐμποδίσουμε με ὅλα τὰ μέσα. Ἄν θὰ δουλέψουμε μεθοδικά, θὰ ἔχουμε χωρὶς αμφιβολία ἐπιτυχία. Ὅσον ἀφορὰ τὴν συκοφαντικὴ ἐκστρατεία, ὀφείλομε σὲ πρώτη γραμμὴ να διακηρύξουμε με δυνατὴ φωνή, ὅτι ἡ Σοβιετικὴ Ἐνωση εἶναι ἡ μόνη χώρα στὸν κόσμο, ὅπου ἡ ἐκμετάλλευσις ἀνθρώπου ἀπὸ ἀνθρώπον ἔχει σὲ ὅλες τῆς τῆς φόρμες καταργηθῆ, ὅπου ἕκατὸ ἐθνικότητες ἀπολαμβάνουν τέλεια ἐλευθερία καὶ ἰσότητα, καὶ ὅτι τουλάχιστον ἀπ' αὐτὴν τὴν ἀποψη εἶναι ἡ Σοβιετικὴ Ἐνωση τὸ μόνο πολιτισμένο κράτος τοῦ κόσμου, ἡ μόνη Ὄαση μέσα σὲ μιὰ ἔρημο τής βαρβαρότητας καὶ τής ἀγριότητος. Χρειαζέται μόνο να ἀναφέρουμε τὰ ὀνόματα μερικῶν συμμάχων τῆς συντηρητικῆς Ἀγγλίας, ὅπως ὁ Πρίμο ντὲ Ριβέρα στὴν Ἰσπανία, ὁ Μουσσολίνη στὴν Ἰταλία, ὁ Ἀχμέδ Ζογοῦ στὴν Ἀλβανία, ὁ Τσάνκωφ καὶ Λιάπτσφ στὴν Βουλγαρία, ἡ σοβινιστὴς στρατοκράτης στὴν Γιουγοςλαβία καὶ Ρουμανία, ὁ Τσαγκ-Τσο-Λιν καὶ Σα στὴν Κίνα, αὐτὰ τὰ αἰμοβόρα καὶ μολυσμένα τέρατα, αὐτοὶ οἱ σφαγεῖς τῶν Ἐργατῶν καὶ τῶν Ἀγροτῶν, αὐτὲς οἱ ἀηδεῖς ἐνσαρκώσεις τῆς Λευκῆς Τρομοκρατίας.

Δεύτερον ὀφείλομε να διαφωτίσουμε τοὺς ἐργάτες ὅλων τῶν χωρῶν, πάνω στὴν τύχη τοῦ τοὺς περιμένει, ὅταν οἱ κυβερνήσεις των, θὰ ἔχουν ἀποφασίσει τὸν πόλεμο ἐναντίον τῶν Σοβιετ. Οἱ ἐργάτες θὰ εἶναι τὰ πρῶτα θύματα, γιατί πρῶτ' ἀπ' ὅλα, εἶναι ἡ νίκη πάνω ἀπ' αὐτοὺς, που ὄνειρεύονται οἱ καπιταλιστὲς. Αὐτοὶ θὰ ἐκμεταλλευθῶν τὸ πρόσχημα ἐνὸς πολέμου ἐναντίον τῶν Σοβιετ, για να καταβάλλουν τὴν ἐργατικὴ τάξη. Οἱ ἐργάτες δέν πρέπει να ἀφίσουν να τοὺς καταπίσουν. Ἀπ' ἐναντίας πρέπει να υπερασπισθῶν καὶ να στρέψουν τὰ ὄπλα τους ἐναντίον τῶν καταπιεστῶν των. Οἱ καταπιεζόμενοι καὶ ἀποικιακοὶ λαοὶ πρέπει να ἀκολουθήσουν τὸ παράδειγμα τῶν ἐπαναστατῶν ἐργατῶν ἀγατῶν. Μποροῦν να χάσουν μόνο τῆς ἀλυσίδες τους. Με μιὰ λέξι: πρέπει να ὀρθωθῆ τὸ ἐννιαῖο μέτωπο τῶν Ἐργατῶν, ἀγροτῶν, καταπιεζομένων καὶ ἀποικιακῶν λαῶν ἐνάντια στὸ ἱμπεριαλιστικὸ ἐννιαῖο μέτωπο.

Τρίτον πρέπει να διαφωτίσουμε τὴν κοινὴ γνώμη πάνω στὸ ἄσκοπο μιᾶς ἐκστρατείας ἐναντίον τῆς Σοβιετικῆς Ἐνωσης. Κατ' ἀρχὰς εἶναι ἴδη τὸ κλίμα καὶ οἱ ἀποστάσεις σχεδὸν ἀνυπερπιδήτα ἐμπόδια. Οἱ ἱμπεριαλιστὲς σύμμαχοι δέν μποροῦν να ἐλπίζουν, ὅτι θὰ νικήσουν ἐκεῖ, ὅπου τὴν ἔπαθε ὁ Ναπολέων. Κατόπιν δέν μπορεῖ κανεὶς να ἐξαφανίσῃ ἓνα ἰδεῶδες με σφαῖρες κανονιοῦ. Ἐξ ἄλλου, θὰ ξέρουν να υπερασπίσουν τὸ ἰδεῶδες αὐτὸ, ἐκεῖνοι που τὸ ἀντιπροσωπεύουν. Σπρωγμένοι σὲ ἀπελπισία, θὰ κτυπηθῶν σὰν λεοντάρια, καὶ θὰ ἐκπλήξουν τὸν κόσμο. Τοὺς εἶδαμε να περνᾶν στῆς 7 Νοεμβρίου ἀπὸ μπροστὰ μας, αὐτὲς οἱ ἐνθουσιασμένες μάζες, καὶ εἶμασθε πεποισμένοι, ὅτι, θὰ ἀντέξουν πρὸς σὲ ὁποιοδήποτε ἀντιδραστικὸ στρατὸ. Στὸν Ἐρυθρὸ Στρατὸ ἀνοίκει ἡ τελικὴ Νίκη!

Ζήτω ἡ Σοβιετικὴ Ἐνωση!

Ὁ λόγος τοῦ Δ. Βλάχωφ

Ἐν ὀνόματι τῶν καταπιεζομένων Βαλκανικῶν λαῶν χαιρετῶ τὴν Ἐνωση τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν. Χαιρετῶ τοὺς Ἀγρότες καὶ Ἐργάτες τοῦ πρῶτου Ἐπαναστατικοῦ Κράτους, οἱ ὁποῖοι ἀνέτρεψαν τὴν τσαριστικὴ κυριαρχία, καὶ ἔδειξαν ἓνα θαῦμα ἡρωισμοῦ στὸν ἀγῶνα ἐναντίον τῶν πολλῶν ἐξωτερικῶν καὶ ἐσωτερικῶν ἐχθρῶν κατὰ τὴν υπεράσπιση τῆς Ἐργατικῆς τάξης. Ἐν ὀνόματι αὐτῶν τῶν λαῶν χαιρετῶ τοὺς Φίλους τῆς Ἐνωσης τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν. Αἰσθανοῦμαστε μιὰ ἀπειρὴ χαρὰ, ὅτι εἶμασθε για πρώτη φορά σὲ θέση, να παραστήσουμε τὴν κατάσταση τῶν καταπιεζομένων Βαλκανικῶν λαῶν πρὸς σὲ μιὰ συγκέντρωση, στὴν ὁποία παρευρίσκονται, οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς ἐργατικῆς τάξης, τῆς ἀγροτιάς, τῶν διανοουμένων ἐργατῶν, τῶν καταπιεζομένων λαῶν ὅλου τοῦ κόσμου, οἱ Φίλοι τῆς Ἐργατο-ἀγροτικῆς κνβέρνησης!

Θὰ συμπεραίνεται ἀπ' αὐτὴν τὴν ἐκθεση τὴν μεγάλη ἀντίθεση μεταξύ ἐκείνου, που ὑπάρχει σὲ μᾶς, καὶ μεταξύ ἐκείνου, που εἶδαμε στὸ Σοβιετικὸ κράτος, τὸ ὁποῖον, ὅπως μας περιέγραψε χθὲς ὁ σύντροφος Ρύκωφ με χτυπητὸ τρόπο στὴν εἰσήγησή του ἔχει διεξάγει μιὰ πραγματικὴ Ἐπανάσταση, σ' ὅλα τὰ ἐπίπεδα τοῦ ἀνοικτοῦ βίου, στὴν βιομηχανία, στὴν γεωργία, στὴν δουλειὰ τῆς λύσης τοῦ ἐθνικοῦ καὶ ἀγροτικοῦ ζητήματος.

Στὴν Ἀλβανία, στὴν Γιουγοςλαβία, στὴν Ἑλλάδα, στὴν Βουλγαρία καὶ στὴν Ρουμανία κυριαρχεῖ ἡ ἀντίδραση, ἡ φατσιαστικὴ καὶ στρατοκρατικὴ δικτατορία. Ἡ κυριαρχία εἶναι ἀπὸ τροπαιοῦς; συλλεψίφεις, βιαιοπραγεῖς κακοποιήσεις, σκοτωμοὶ, ἀκόμη καὶ μαζικὲς σφαγὲς — ὅλα αὐτὰ ἐπαναλαμβάνονται, ἀπὸ ἡμέρας εἰς ἡμέραν. Οἱ καταπιεζόμενοι λαοὶ, οἱ ἐργάτες καὶ οἱ χωριάτες τῶν Βαλκανικῶν εἶναι ληστευμένοι ἀπ' ὅλα τὰ πολιτικὰ δικαιώματα, βαστᾶνε ἓνα ἀνυπόφορο ζυγὸ — σκοτεινὴ ἀθλιότης μᾶίνεται στῆς χώρες μας, ἡ ἀνεργία ἔλαβε τεράστιες μορφές. Στὴν Βουλγαρία ὑπάρχουν μέσα σὲ ἓνα πληθυσμὸ ἀπὸ 5 ἑκατομμυρίων Κατοίκων, ἄνω ἀπὸ 150.000 ἀνέργους; στὴν Γιουγοςλαβία ἄνω ἀπὸ 250.000. Ἡ οικονομικὴ κατάρπωση ἔχει ἐπέλθῃ ἐξ ὅλο κλήρου, καὶ σχεδὸν κάθε χώρα βρίσκεται στὴν παραμονὴ τῆς ἀναπόφευκτης οικονομικῆς καταστροφῆς. Οἱ καταπιεζόμενοι λαοὶ τῶν Βαλκανικῶν εἶναι ληστευμένοι ἀπ' ὅλα τὰ ἐθνικὰ καὶ πολιτικὰ δικαιώματα. Οἱ φυλακὲς εἶναι παραγεμισμένες ἀπὸ πολιτικοὺς φυλακισμένους: μόνο στὴν Γιουγοςλαβία ὑπάρχουν στῆς φυλακὲς 7500 Μακεδόνες, στὴν Βουλγαρία ἄνω ἀπὸ 2000, καὶ πολυάριθμοι πολιτικοὶ φυγάδες διάγουν ἐξω ἀπ' τὰ Βαλκάνια μιὰ ἐλεεινὴ ζωὴ. Αὐτὴ εἶναι ἐν γένει ἡ κατάστασις στὰ Βαλκάνια, καὶ ἰδίως τῶν καταπιεζομένων λαῶν.

Τὰ δυτικὰ ἱμπεριαλιστικὰ κράτη εἶναι οἱ κυριοὶ τῶν Βαλκανικῶν; διατάσσουν ἐκεῖ ὅλα. Πρὶν κυριαρχοῦσαν ἐκεῖ ἡ τσαριστικὴ Ρωσία καὶ ἡ Αὐστροουγγαρία. Κάτω ἀπὸ τὴν κυριαρχία τοῦ τούρκου Σουλτάνου, παρουσιάζονταν οἱ ἀντιπρόσωποι αὐτῶν τῶν ἱμπεριαλιστικῶν κρατῶν, ὡς υπερασπιστὲς καὶ φύλακες τοῦ χριστιανικοῦ πληθυσμοῦ τῆς Μακεδονίας, τῆς Θράκης καὶ τῆς περιοχῆς τοῦ Κόσσοβο; στὴν πραγματικότητα ὅμως ἦταν τὰ πειὸ μεγάλα στηρίγματα τῆς Σουλτανικῆς κυριαρχίας, τῆς κυριαρχίας τῶν σφαίων τῶν Βαλκανικῶν λαῶν. Οἱ Βαλκανικοὶ λαοὶ, καὶ ἰδίως ὁ μακεδονικὸς λαὸς, ξέρουν τί ἔκαναν για τὴν στέρωση τῆς ἀπολυταστικῆς κυριαρχίας καὶ για τὸ πνύξιμο τῆς ἀγανάκτησης καὶ τῆς ἐξέγερσης τοῦ ἐπαναστατικοῦ λαοῦ, οἱ διάφοροι πολιτικοὶ καὶ στρατιωτικοὶ πράκτορες τῆς τσαριστικῆς Ρωσίας, Γκιέρς, Γιαστρέμπωφ, Δέμερικ, Τσεστάκ, καὶ οἱ Μύλλερ, Ραποπόρ καὶ οἱ

ρέστοι αντιπρόσωποι τῆς Αὐστρο-ουγγρικής μοναρχίας. Ἡ τσαριστική Ρωσία ἦταν ἡ ἀφορμὴ τῆς Βαλκανικῆς συμμαχίας καὶ ἦταν ὁ ὄργανωτὴς τῆς; ἦταν ἡ ἀφορμὴ τοῦ Βαλκανικοῦ πολέμου, καὶ μαζὺ μὲ τὴν Αὐστρο-ουγγαρία τοῦ πολέμου μεταξύ τῶν συμμάχων.

Ἐπειτα ἀπὸ τὸν παγκόσμιον πόλεμον, ὕστερα ἀπ' αὐτὴν τὴν γενικὴν σφαγὴν, ἡ ὁποία ἐστοίχισε στοὺς Βαλκανικοὺς λαοὺς ἄνω ἀπὸ ἓνα ἑκατομμύριον θύματα, ἑκατοντάδες κατεστραμμένες πόλεις, χιλιάδες χωριά καὶ δεκάδες χιλιάδων κατεστραμμένων σπιτιῶν, ἡ ὁποία ἐπροξένησε τὴν φυγὴν πρὸς τὴν Τουρκία, Βουλγαρία, Ἑλλάδα καὶ ἔξω ἀπὸ τὰ Βαλκάνια ἑκατοντάδων χιλιάδων ἀνθρώπων, χωρὶς προστασία καὶ τροφή, παραδεδωμένοι στὴν ἀθλιότητα, μπῆκαν στὴν θέσιν τοῦ, μὲ τὴν μεγάλη ἐπανάσταση διωχθέντος Τσαρισμοῦ καὶ τῆς, μὲ τὴν ἐπανάσταση τῶν αὐστριακῶν καὶ οὐγγάρων ἐργατῶν ἀνατραποῦσης μοναρχίας, νέα ἱμπεριαλιστικὰ κράτη. Ἐπειτα ἀπ' αὐτὸν τὸν πόλεμον δὲν καλλιτέρεψε ἡ θέσις τῶν Βαλκανικῶν λαῶν; ἀπ' ἐναντίας χειροτέρεψε. Οἱ λεγόμενες συνθήκες εἰρήνης τοῦ Νέγυ, Τριανόν καὶ Σαίν Ζερμαίν σκλάβωσαν νέους λαοὺς. Ὁ ἀριθμὸς τῶν καταπιεζομένων λαῶν τριπλασιάσθη. Ὑπάρχουν σήμερον στὰ Βαλκάνια, μέσα σὲ πληθυσμὸν 20 ἑκατομμυρίων κατοίκων ἄνω ἀπὸ 15 καταπιεζόμενες ἐθνικότητες, καὶ δὴ: Ἀλβανοὶ ἀπὸ τὸ Κόσσοβο καὶ τὰ Τσαμρία, Μακεδόνες, Θράκες, Μαυροβούνιοι, Βοσνιοὶ, Δαλματίνοιοι, Κροάτες, Σλοβένοι, Ἑβραῖοι, Οὐγγροὶ, Βεσσαραβοὶ, Δομπροντζᾶνοὶ, Τούρκοι κ. τ. λ.

Ἡ θέσις τῆς τσαριστικῆς Ρωσίας καὶ τῆς Αὐστρο-ουγγαρίας κατέχονταν σήμερον ἀπὸ τὴν Ἀγγλία, Ἰταλία καὶ Γαλλία. Αὐτὰ τὰ ἱμπεριαλιστικὰ κράτη ἔχουν στὴν πορεία τῆς πολιτικῆς των στὰ Βαλκάνια, διάφορες διαφορῆς μεταξύ των, εἶναι ὅμως σὲ ἓνα σημεῖον ἐξ ὀλοκλήρου συμφωνοῦν; τίς σημερινῆς φατσοιστικῆς καὶ ἱμπεριαλιστικῆς κυβερνήσεις νὰ ὑποστηρίζουν καὶ νὰ τίς ἀναγκάσουν νὰ σχηματίσουν ἓνα ἀντισοβιετικὸν μπλόκ, κάτω ἀπὸ τὴν ὑψηλὴ ἀρχηγία τοῦ ἀγγλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ.

Ἡ συντηρικτὴ, ἱμπεριαλιστικὴ, ἀγγλικὴ κυβέρνησις, ἐπὶ κεφαλῆς τῆς ἀρχηγίας, μπορεῖ νὰ ἐξομαλύνει κάθε διαφωρία πού γεννιέται, γιὰ νὰ ἐμποδίσῃ ἓναν ἀνεπιθύμητον πόλεμον, μπορεῖ ὅμως νὰ προκαλέσῃ σὲ κάθε στιγμή μιὰ ρήξιμ σ' αὐτὴν τὴν γωνίαν τῆς Εὐρώπης. Μερικὲς περιπτώσεις μᾶς εἶναι γνωστῆς. Πρὶν ἀπὸ δύο χρόνια ἐμποδίστηκε ὁ πόλεμος μεταξύ Ἑλλάδος καὶ Βουλγαρίας; τὸν περασμένον καὶ τὸν τρέχοντα χρόνον ἐξομαλύνθηκε ἡ ἰταλο-γιουγοσλαβικὴ καὶ ἡ ἀλβανο-γιουγοσλαβικὴ ρήξιμ. Αὐτὸ ὅμως δὲν ἀποδεικνύει ὅτι ἡ Ἀγγλία δὲν θέλει τὸν πόλεμον. Τὸν θέλει, ἐπιφυλάσσεται ὅμως νὰ ὀρίσῃ ἡ ἰδίαν τὴν ὥραν τῆς ἐκρηξῆς του. Σήμερον κυβερνᾷ ἡ Ἀγγλία τίς φατσοιστικῆς καὶ μιλιταριστικῆς κυβερνήσεις τῶν Βαλκανίων. Αὐτῆς οἱ κυβερνήσεις ἔχασαν κάθε σύνδεση μὲ τίς ἐργατικῆς καὶ ἀγροτικῆς μᾶζες. Εἶναι οἱ φονιάδες τῶν ἰδίων των λαῶν; εἶναι αὐτῆς πού ἀφισαν νὰ σφαγοῦν στὴν Βουλγαρία ἀπὸ τὸν αἰμοβόρον στρατηγὸν Πρωτογέρωφ, τὸ ὄργανον τῆς βουλγαρικῆς κυβερνήσεως, ἄνω ἀπὸ 25.000 ἀγρότες καὶ ἐργάτες καὶ πολλῆς χιλιάδες μακεδόνες ἀγωνιστῆς; εἶναι αὐτῆς πού ὀργάνωσαν στὴν Μακεδονία κάτω ἀπὸ τὴν κυριαρχία τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σερβίας μαζικῆς σφαγῆς ἐναντίον ἐργατῶν καὶ ἀγροτῶν, καὶ εἶναι αὐτῆς, ἐκεῖνες πού ἐσκότωσαν ἀλβανούς ἐπαναστάτας χωρικοὺς καὶ διανοουμένους, καὶ κατέσφαξαν μᾶζες ἀπὸ ἀγρότες τῆς Δομπροντζᾶς, τοῦ Τατάρ-Μπουναρ, τοῦ Κίσινοφ καὶ τῆς Τρανσυλβανίας. Αὐτῆς οἱ κυβερνήσεις ἀκολουθοῦσαν καὶ θὰ ἀκολουθήσουν πάντα, τίς διαταγὰς τοῦ ἀνωτάτου των κυρίου, τοῦ ἀγγλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ, τοῦ ὁποίου εἶναι τὰ ὄργανα; χωρὶς δὲ τὴν πολιτικὴν καὶ οικονομικὴν τὴν βοήθειαν, θὰ σωριάζουν-

ταν κάτω ἀπὸ τὸ βάρος τῶν ἐγκλημάτων των καὶ θὰ κατασυντρίβουνταν ἀπὸ τοὺς Ἐργάτες τοὺς Ἀγρότες καὶ τοὺς καταπιεζομένους λαοὺς τῶν Βαλκανίων.

Τέτοια εἶναι ἡ δράσις τοῦ δυτικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ στὰ Βαλκάνια καὶ ἰδίως τοῦ ἀγγλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ, ὁ ὁποῖος προσπαθεῖ νὰ ἐνώσῃ τίς φατσοιστικῆς καὶ μιλιταριστικῆς κυβερνήσεις τῶν Βαλκανίων σὲ ἓνα μπλόκ ἐναντίον τοῦ Ἐργατο-ἀγροτικοῦ κράτους, τῆς Ε.Σ.Σ.Δ. Ἐμεῖς ὅμως, οἱ καταπιεζόμενοι λαοὶ τῶν Βαλκανίων, ἐνωμένοι μὲ τὸ ἐργατικὸν ἐπαναστατικὸν κίνημα, θὰ μεταχειρισθοῦμε ὅλα τὰ μέσα τοῦ ἐπαναστατικοῦ ἀγῶνα, γιὰ νὰ ἐμποδίσουμε τοὺς καταπιεζομένους βαλκανικοὺς λαοὺς, νὰ λάβουν μέρος σ' αὐτὸ τὸ ἀντισοβιετικὸν μπλόκ. Ἀκόμη περισσότερο, θὰ ἀγωνισθοῦμε ὡς ἐνασῶμα γιὰ τὴν ὑπεράσπιση τῆς Σοβιετικῆς Ἐνωσεως, στὸ πλευρον τῶν Ἐργατῶν, Ἀγροτῶν καὶ τῶν διαφόρων λαῶν τοῦ ἐπαναστατικοῦ κράτους. Θὰ ὑπερασπίσουμε τὴν Ε.Σ.Σ.Δ. ἡ ὁποία εἶναι ὄχι μόνον ἡ πατρίδα τοῦ προλεταριάτου τοῦ κόσμου ὅλου, ἀλλὰ καὶ ἡ πατρίδα τῶν καταπιεζομένων λαῶν ὅλης τῆς γῆς. Οἱ καταπιεζόμενοι Βαλκανικοὶ λαοὶ ξέρουν πολὺ καλά, ὅτι στὴν Ἐνωσιμ τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν ἔχει λυθεῖ τελείως τὸ ἐθνικὸν ζήτημα, ὅτι οἱ διάφοροι λαοὶ τῆς Ἐνωσεως ἔχουν πλήρη ἐθνικὰ καὶ πολιτικὰ δικαιώματα, ὅτι ἔχει ἐξαφανισθῆ τελείως τὸ ἀπὸ τὸν τσαρισμὸν ὑποθαλλόμενον μῖσος καὶ ὅτι ζοῦν οἱ λαοὶ σὺν ἀδέλφια.

Οἱ καταπιεζόμενοι λαοὶ τῶν Βαλκανίων γνωρίζουν τὴν τωρινὴν κατάστασιμ στὸν Καύκασον, ὅπου στὸν καιρὸ τῆς κυριαρχίας τοῦ Τσάρου, ἀλληλοσκοτώνουνταν οἱ διάφορες ἐθνικότητες: Οἱ Γεωργιανοὶ, οἱ Ἀζερμπαϊδιανοὶ, οἱ Ἀρμένιοι, οἱ Τσερκέζοι, οἱ κάτοικοι τῶν ὀρεινῶν βορείου Καυκάσου κτυποῦνταν ἀδιακόπως, ἐνῶ τώρα ὑπάρχει μεταξύ των πλήρης ἀλληλεγγύη.

Οἱ καταπιεζόμενοι Βαλκανικοὶ λαοὶ γνωρίζουν ὅτι ὑπάρχουν σήμερον στὴν Ἐνωσιμ πολυάριθμες ἐθνικότητες, οἱ ὁποῖες κατέχουν τώρα, ὕστερα ἀπὸ τὴν νίκη τῆς ρωσσικῆς Ἐπανάστασεως, τὸ ἀλφάβητον τους, τὴν γλωσσάμ τους καὶ τὰ βιβλίαμ τους.

Ξέρουμε ὅτι μιὰ ἀπὸ τίς ἀποκτήσεις τῆς Ἐπανάστασεως τοῦ Ὀκτώβρη, εἶναι ἡ λύσιμ τοῦ ἀγροτικοῦ καὶ χωρικοῦ ζητήματος, καὶ εἶναι ἀκριβῶς ἡ ἀργότες πού ἀποτελοῦν στὰ Βαλκάνια τὴν καταπληκτικὴν πλειοψηφία τοῦ πληθυσμοῦ. Ξέρουμε ὅτι δὲν ὑπάρχουν πειὰ στὴν Σοβιετικὴ Ἐνωσιμ, μεγαλοκτηματίες καὶ Φεουδάρχες, ὅτι οἱ ἀργότες δὲν εἶναι σκλάβοι ὅπως πρὶν, ἀλλὰ ἐλεύθεροι, τελείως ἐλεύθεροι κύριοι τῆς ἐργασίας των.

Ξέρουμε ἐπίσης ὅτι διακηρύσσει ἡ Σοβιετικὴ Ἐνωσιμ τὴν αὐτοδιάθεσιμ τῶν λαῶν, καὶ ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς δὲν ἔχασαν καμμία ἐνκαιρία, νὰ δηλώσουν ἀνοικτὰ σὲ διεθνείς συνδιασκέψεις, ὅπως στὴν Λαζάνη καὶ στὴν Γενουά, ὅτι εἶναι ἐναντίον ὅλων ἐκεῖνων τῶν συμβάσεων οἱ ὁποῖες ὑποζυγώνουν τίς ἐθνικῆς μειονότητες. Ἡ δήλωσιμ τοῦ Τσίτσεριν στὴν Γενουά καὶ ἰδίως τὸ μεμοράντουμ τοῦ Τσίτσεριν καὶ τοῦ Ρακόβσκυ στὴν συνδιάσκεψιμ τῆς Λαζάνης εἶναι φωτεινῆς ἀποδείξεις πάνω σ' αὐτὸ.

Σχετικὰ μὲ τὴν σημασία τοῦ μεμοράντουμ πού ὑπεβλήθη στὴν συνδιάσκεψιμ τῆς Λαζάνης λαμβάνω τὴν ἄδεια νὰ ἀναφέρω ἐδῶ μερικὰ ἐδάφια:

Σαυτὸ τὸ μεμοράντουμ πού ὑπεβλήθηκε στίς 30 Δεκεμβρίου 1922, δηλώνει πρῶτ' ἀπ' ὅλα ἡ σοβιετικὴ ἀντιπροσωπία, ὅτι ὀφείλει νὰ κεντηριάσει, πιστῆ στίς ἀπὸ τὴν ρωσσικὴ ἀπανάστασιμ κηρυχθέντες ἀρχές, τὴν τύχη τοῦ πληθυσμοῦ τῶν πόλεων καὶ τῶν ἀγρῶν, ὁ ὁποῖος ἀνήκει κυρίως στὴν ἐργατικὴ καὶ ἀγροτικὴ τάξιμ, ὅτι ἡ ρωσσικὴ, οὐκρανικὴ καὶ γεωργιανὴ ἀντιπροσωπία βλέπει μὲ μεγάλη συμπάθειαν τὸν ἀγῶνα

των μουσουλμανικών λαών, για την ανεξαρτησία τους και για την εθνική τους ενότητα; ότι δεν μπορεί να βρίσκεται σε γερή βάση η ειρήνη στην εγγύς Ανατολή και επομένως και στην Ευρώπη, εφ' όσον δεν διορθώνεται, ή ολοφάνερα καταπάτηση των δικαιωμάτων, των λαών, ή όποια έγινε στις διάφορες συμβάσεις που κλείστηκαν ύστερα από τους Βαλκανικούς πολέμους και τον παγκόσμιο πόλεμο, σχετικά με τις Βαλκανικές και παραδουνάβιες χώρες. Πιστοποιώντας, ότι με τις συμβάσεις του Λονδίνου και του Βουκουρεστίου του 1913 και τις συμβάσεις του Σαιν Ζερμαίν, Τριανόν και Νεγύ, έχουν προσαρτηθεί από άλλα κράτη ολόκληρες χώρες και επαρχίες, χωρίς να ρωτηθεί και πληθυσμός, όπως η Μακεδονία, το Μαυροβούνι, η Θράκη, η Δωβρουτζά, μέρη και πόλεις της Αλβανίας, η Δαλματία και η Κροατία, πιστοποιώντας κατόπιν ότι μερικές απ' αυτές τις συμβάσεις περιέχουν την συγκατάθεση της παλαιάς τσαρστικής Ρωσίας, και ότι άλλες προσαρτήσεις έχουν βρή την σγκατάθεση της εκ των προτέρων, δηλώνει η αντιπροσωπεία, ότι ή από την Έπανάσταση βγαλμένη Ρωσία και οι σύμμαχοι της, οι άλλες Σοβιετικές Δημοκρατίες, δεν αναγνωρίζουν αυτές τις συμβάσεις, ότι δεν θεωρούν ως υπάρχουσες κάθε εδαφική αλλαγή, ή όποια έγινε ενάντια στις αρχές του δικαιώματος της αυτοδιαθέσεως των λαών.

Η Σοβιετική αντιπροσωπεία δηλώνει συγχρόνως, ότι οι Παραδουνάβιοι και Βαλκανικοί λαοί ένα άλλο μεσο κατέχουν, για να δημιουργήσουν καλλίτερους όρους της οικονομικής και πολιτικής των εξέλιξης, από τον εμφύλιο πόλεμο και την προσάρτηση ξένων εδαφών: και δη την ένωση τους σε ένα Ομοσπονδιακό κράτος, το όποιο εξασφαλίζει σε κάθε λαό την αυτονομία του και συγκεντρώνει όλες τις δυνάμεις για τον ένα σκοπό, εις το να παύση ή κοιλάδα του Δουνάβειας και ή Βαλκανική χερσονήσος να είναι το θέατρο τοπικών πολέμων και το δόλωμα παγκοσμίων ιμπεριαλιστικών πολέμων.

Αυτές είναι οι αιτίες της συμπαιθείας και της αγάπης των Βαλκανικών λαών προς την Σοβιετική Ένωση, προς τους εργάτες και αγρότες, προς τον μεγάλο Έρυθρό στρατό. Σήμερα έχουμε στην Ρωσική

Έπανάσταση ένα παράδειγμα, αγωνιζόμεστε εναντίον των αντιδραστικών, μιλιταριστικών και φατσιατικών κυβερνήσεων στα Βαλκάνια, αγωνιζόμεστε εναντίον του προστάτη των: του αγγλικού ιμπεριαλισμού: δεν αγωνιζόμεστε πια μόνοι αλλά ενωμένοι. Οι καταπιεζόμενοι λαοί των Βαλκανίων, αποτελούν κάτω από την οδηγία των διαφόρων εθνικοεπαναστατικών οργανώσεων, το ένναιο επαναστατικό μέτωπο στα Βαλκάνια; με το όποιο αγωνιζόμεστε εμείς πλευρό με πλευρό με το επαναστατικό εργατικό κίνημα. Αγωνιζόμεστε και θα εξακολουθήσαμε πάντα με μεγαλύτερη ενέργεια και καρτερία αυτόν τον αγώνα για το ριζήμο των σημερινών Βαλκανικών κυβερνήσεων, για την εγκαθίδρυση μιάνης Ομοσπονδιακής Βαλκανικής Δημοκρατίας των Εργατών και των Αγροτών.

Τελειώνω. Εφ' όσον υπάρχουν ή σημερινές φατσιατικές και μιλιταριστικές Βαλκανικές κυβερνήσεις κάτω από το κομάντο του δυτικού ιμπεριαλισμού, με επί κεφαλής την Αγγλία, είναι ο πόλεμος αναπόφευκτος. Ο πόλεμος πλησιάζει. Έχει για ξεπιδίση ή σπύθα που έβαλε φωτιά στην Ευρώπη και στον κόσμο όλο, απ' τα Βαλκάνια. Η μόνη δυνατότης να εμποδισθή αυτός ο πόλεμος, έγκειται εις το έξης, να ριχτή ή τωρινή κυριαρχία στα Βαλκάνια και να εγκαθιδρυθή ή λαϊκή έξουσία των Εργατών και των Αγροτών.

Θα υπερασπίσωμε το πρώτο Έπανάστατικό κράτος, το όποιο εμείς, οι καταπιεζόμενοι λαοί των Βαλκανίων, θεωρούμε ως δική μας πατρίδα; αναγνωρίζουμε τους Εργάτες, Αγρότες και τους διαφόρους Λαούς της Ε.Σ.Σ.Δ. ως συντρόφους μας και μεγαλητέρους αδελφούς μας, των όποιων το παράδειγμα θα ακολουθήσωμε. Η Σοβιετική Ένωση είναι ο φάρος ο όποιος φωτίζει ο χιμόνο τον δρόμο του διεθνούς προλεταριάτου, αλλά επίσης και τον δρόμο των καταπιεζόμενων λαών όλων των χωρών.

Τελειώνω αναφωνώντας εκ βάθους καρδιάς:

Ζήτω ή Ένωση των Σοσιαλιστικών Σοβιετικών Δημοκρατιών!

Ζήτω ή Ρωσική Έπανάσταση!

Ζήτω το έργο του Προλεταριάτου και των καταπιεζόμενων λαών!

Ζήτω ή Διεθνής Έπανάσταση!

Adresse du journal:  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

## SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

### Texte français (pages 1725—1736)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Félicien Challaye — Dr. Manfred Georg

H. Barbuse: La Contagion

P. Louis: Les Balkans et les négociations Franco-Italiennes

J. Zyromski: Dissociation Balkanique

P. Davila: Les Balkans entre les traités généraux et les traités particuliers

D. Renault: Il n'y a plus de question macédonienne!

M. Tatarou: Dix années d'occupation roumaine en Bessarabie

I. M.: On assassine Bujor!

P. P. Chateff: La solution du problème national en U.R.S.S.

M. T.: «Les Bourreaux» en serbo-croate

Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie

Le mouvement international contre les persécutions syndicales en Bulgarie

La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

### Texte allemand (pages 1737—1742)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation.

Félicien Challaye — Dr. Manfred Georg

Eine Deklaration der bessarabischen Emigration in Österreich

D. Jovanović: Fragmente aus der neunjährigen Herrschaft der großserbischen Machthaber

Der Leidensweg des mazedonischen Volkes

Das Regime in den jugoslawischen Gefängnissen

### Texte bulgare (pages 1742—1746)

П. Карски: Положението в България

П. Давила: Тирана и Англия

### Texte croate (pages 1746—1747)

Dr. C. Antonetić: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji—VIII

### Texte serbe (pages 1747—1750)

M. Стефановић: Привредно стање Југославије и режимско газдовање

Големота македонског народа — Апел

### Texte roumain (page 1750—1751)

M. Tataru: 10 Ani de Ocupatie românească a Basarabiei

I. M.: Asasinarea lui Bujor

### Texte albanais (pages 1752—1753)

Kalori: Fasat e ndryshme të robnimit të popullit shqyptar prej Fashizmit

P. Louis: Franca, Italia e Shqypnia

### Texte grec (pages 1753—1756)

Οι άγορευσεις του Φαν Σ. Νόλι και Δ. Βλαχοφ